

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

**OPPORTUNISME ÉCONOMIQUE ET RATIONALITÉ
COMME CRITÈRES D'UNE POLITIQUE
DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE APPLIQUÉE
AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

PAR

EFSTATHIOS PAPANICOLAOU
DE GRÈCE

THÈSE N° 167
EN VENTE CHEZ :

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
20, Rue Soufflot (V^e)
PARIS

—
1958



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

**OPPORTUNISME ÉCONOMIQUE ET RATIONALITÉ
COMME CRITÈRES D'UNE POLITIQUE
DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE APPLIQUÉE
AUX PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS**

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES ÉCONOMIQUES

PAR

EFSTATHIOS PAPANICOLAOU
DE GRÈCE

THÈSE N° 167
EN VENTE CHEZ :



R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS
LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
20, Rue Soufflot (V^e)
PARIS

—
1958

UNIVERSITE DE GENEVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
DOCTORAT ES SCIENCES ECONOMIQUES

Thèse de M. Efstathios PAPANICOLAOU, intitulée :

OPPORTUNISME ÉCONOMIQUE ET RATIONALITÉ
COMME CRITÈRES D'UNE POLITIQUE
DE CROISSANCE ACCÉLÉRÉE APPLIQUÉE
AUX PAYS-SOUS DÉVELOPPÉS

La Faculté des Sciences économiques et sociales, sur le préavis d'une Commission formée de MM. les Professeur Roger GIROD et Jacques L'HUILLIER, ainsi que de M. Laszlo LEDERMANN, chargé de cours, autorise l'impression de la présente dissertation, sans entendre émettre par là aucune opinion sur les propositions qui s'y trouvent énoncées.

Genève, le 27 janvier 1958.
Thèse N° 167

Le Doyen :
C. TERRIER.

*A MON PERE,
en témoignage de reconnaissance.*

ABRÉVIATIONS

A.E.A.	American Economic Association.
A.I.S.E.	Association Internationale des Sciences Economiques, Paris.
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, Washington.
B.I.T.	Bureau International du Travail, Genève.
C.E.E.	Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, Genève.
E.C.A.F.E.	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême- Orient des Nations Unies, Bangkok.
E.C.L.A.	Commission économique pour l'Amérique latine des Nations Unies, Santiago, Chili.
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies.
F.A.O.	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome.
G.A.T.T.	Accord général sur les Tarifs Douaniers et le Com- merce, Genève.
I.M.F.	Fonds Monétaire International, Washington.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economi- que, Paris.
O.M.S.	Organisation Mondiale de la Santé, Genève.
U.N.E.S.C.O.	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, Paris.

AVANT - P R O P O S

Qu'il me soit permis de remercier ici publiquement toutes les personnes qui m'ont aidé dans l'élaboration de cette étude. J'ai eu le privilège de pouvoir accomplir ce travail sous la direction du Professeur Jacques L'Huillier, dont j'ai toujours apprécié les conseils éclairés, et je me permets de lui exprimer ici ma profonde reconnaissance. Le Professeur Roger Girod et M. Laszlo Ledermann, chargé de cours, ont bien voulu me fournir d'utiles suggestions.

J'ai trouvé à la bibliothèque des Nations Unies, à Genève, ainsi qu'à celle du B.I.T., une incomparable documentation, ainsi que des facilités de travail véritablement remarquables, et je m'empresse de remercier tout particulièrement M. Breycha-Vauthier, Bibliothécaire au Palais des Nations, M. N. Field, Bibliothécaire adjoint, M. E. Stadlin, de la C.E.E., ainsi que M. J. Higham. Les membres du Secrétariat de la C.E.E., et tout spécialement ceux de la Division des études et des programmes, ont manifesté une extrême serviabilité et ont toujours été prêts à me fournir tout renseignement qui pouvait m'être utile.

Pour l'élaboration de cette thèse « non-conformiste », je dois beaucoup à l'encouragement moral du Professeur Gunnar Myrdal, dont la pensée économique demeure pour moi une source intarissable d'inspiration.

Genève, janvier 1958.

INTRODUCTION

SOUS-DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOUS-DEVELOPPEMENT INTELLECTUEL

« The under-developed countries should not accept our economic theories uncritically but they should remould them to fit their problems and their interests. »

Gunnar MYRDAL,
Development and Under-Development,
Cairo, 1956, p. 77.

Toute science, qu'elle soit de caractère social ou non, ne s'épanouit pas sans subir profondément l'influence des conjonctures socio-historiques au sein desquelles elle se développe. Elle dépend aussi des facilités que la société met à sa disposition, ainsi que des chances que la société lui donne d'être utile. Ainsi, la science économique a été, au début, modelée par les intérêts d'une industrialisation rapide qui s'opérait dans des pays dépendants d'autres régions pour la plus grande partie de leur approvisionnement en matières premières et, facteur moins important, pour la résorption de leur production. Il est donc logique que la science économique se soit développée autour d'une théorie fondée sur les principes des avantages comparatifs, de la division internationale du travail et de l'efficacité de la concurrence pour l'allocation des facteurs de

production. La politique qui dérive de ces principes est celle du libre échange et du laisser-faire. La concentration de la puissance économique entre les mains de quelques grandes corporations a donné naissance aux théories monopolistiques ou de concurrence imparfaite. La dépression des années trente a mis l'accent sur le cycle économique d'où est apparue la conception macro-économique et l'outil keynésien.

Aujourd'hui, la pression des faits, notamment l'angoisse des populations des pays sous-développés encouragées par l'idéal égalitaire de notre civilisation occidentale, dirigent la recherche scientifique vers la formulation de politiques aptes à assurer à ces pays le développement de leurs économies. On pourrait même affirmer que l'angoisse actuelle est plus aiguë que celle qui accablait le monde quand Malthus prêchait l'inévitabilité de la famine résultant du rythme inégal de croissance entre la population et les denrées alimentaires.

L'inquiétude actuelle est fondée sur des constatations évidentes. En Occident, la production a plus que sextuplé depuis 1800 (1); en revanche, d'après les enquêtes des Nations Unies, les deux tiers de la population mondiale qui vit dans les économies sous-développées ne paraissent pas avoir un niveau de vie sensiblement plus élevé qu'au XVIII^e siècle (2).

Ce taux de croissance tellement inégal entre les différentes parties du monde a conduit à d'énormes inégalités économiques entre les diverses sociétés humaines, à tel point qu'on désire, enfin, connaître les secrets du succès obtenu par certaines d'entre elles.

Au cours de cette étude, nous nous proposons d'étudier, plus particulièrement, le cas des pays qui offrent les caractéristiques économiques des pays sous-développés, mais ne souffrent pas de sous-développement intellectuel.

Ces deux derniers termes ont sûrement choqué le lecteur; cela est d'autant plus naturel que la littérature économique fait à certains égards preuve, en ce domaine, d'un opportunisme intellectuel sans précédent. Nous estimons qu'il est, en tout cas, peu scientifique de nier l'existence ou simplement de s'abstenir de s'occuper d'un phénomène aussi manifeste et important que le sous-développement intellectuel, afin de ne pas vexer les populations intéressées. Le passage suivant, extrait d'un article de H. Myint, d'ailleurs fort intéressant, est significatif de la mentalité qui règne parmi les auteurs qui se consacrent aux pays pauvres : « ... in speaking of « a backward people », in contrast to « an advanced people », I am referring *only* to economic life and do not *in the*

least imply general cultural « backwardness » (3). (Les italiques n'appartiennent pas à l'auteur.)

La capacité intellectuelle qui nous intéresse ici est la réceptivité envers les formes du progrès économique et social. Or, cette capacité intellectuelle ne peut pas être étudiée par le moyen des statistiques d'éducation qui s'accordent à considérer le degré d'analphabétisme comme indice du progrès de l'éducation (4). En effet, même s'il était possible d'établir mathématiquement le niveau moyen d'éducation ou — ce qui serait encore plus significatif — l'importance de la population qui est suffisamment éduquée, le fait qu'une personne a appris à lire et écrire n'implique pas nécessairement qu'elle désire utiliser cette ressource pour acquérir une éducation ou, à plus forte raison, que cet enseignement lui a procuré les moyens d'élargir son champ de connaissance, ces notions seraient bien différentes de ce que nous entendons par réceptivité intellectuelle.

Il est vrai que l'enseignement élémentaire brise l'écran de l'ignorance et élargit l'horizon de l'être humain. Il existe, toutefois, une autre éducation, d'origine collective et sociale, qui influe également sur la formation et le comportement humains. Ainsi, il n'est pas possible de comparer, par exemple, l'analphabète italien et le citoyen de l'Inde qui serait situé au même niveau d'instruction scolaire. La différence tient au fait que le premier individu, participant à la vie sociale d'un milieu dont la majorité est cultivée, est imprégné de toutes sortes d'attitudes rationnelles, tandis que l'autre, vivant dans une région où seule une minorité est éclairée, l'est beaucoup moins. Nous pouvons donc admettre que, d'une part, le degré d'analphabétisme ne saurait constituer un critère suffisant de maturité et de réceptivité intellectuelles; que, d'autre part, le milieu social conditionne considérablement l'éveil intellectuel des peuples.

Cette constatation nous amène à découvrir un autre cercle vicieux. Plus le nombre des personnes éduquées est élevé, plus les forces sociales auront tendance à élever, par répercussion, le niveau moyen de maturité intellectuelle; que plus le noyau des personnes suffisamment éduquées est restreint, moindres seront les chances de la grande majorité d'accéder au développement intellectuel, et cela pour deux raisons : un nombre restreint de personnes éduquées favorise la formation de clubs fermés qui demeurent isolés sans que la population puisse profiter de leur épanouissement; en outre, moins le groupe favorisé est important, plus il aura la tendance, voire la tentation, d'empêcher ou de décourager le relève-

ment intellectuel de la population, justement parce que la primauté intellectuelle, sociale et économique du groupe est fonction de la conservation et, par conséquent, de la défense de l'état stationnaire.

Or, la persistance du sous-développement intellectuel ne peut pas être expliquée simplement en termes de revenus et de surpopulation. Nous sommes de plus en plus enclins à penser que des facteurs intentionnels, tenant à la position réciproque des différentes couches sociales, constituent le principal obstacle et que les chances du mouvement d'épanouissement sont directement et principalement liées à l'extinction de cet ensemble de forces. Mise à part la question des intérêts indigènes qui entrent en jeu, il faudrait encore reconnaître le rôle, souvent important, des groupements financiers étrangers et des colonies établies, dont les intérêts sont directement liés à la conservation des données fondamentales des pays où leur activité est engagée. Mentionnons encore le problème de la discrimination économique politique et raciale, que celle-ci soit préméditée ou légale. Enfin, l'élément le plus important résulte de l'interprétation statique qui a été donnée à la théorie classique des échanges internationaux et de la spécialisation mondiale, selon laquelle il serait normal que l'activité conserve ses structures traditionnelles de production primaire, construites sur l'offre d'une main-d'œuvre abondante et peu prétentieuse.

Si le degré d'analphabétisme ne forme pas un indice utile, du fait qu'il constitue le seul facteur mesurable il est néanmoins en mesure de fournir une vue d'ensemble approximative; il convient toutefois de se souvenir que l'augmentation du niveau général de la maturité intellectuelle est plus que proportionnel à la baisse du degré d'analphabétisme. Le rapport de l'U.N.E.S.C.O. affirme que *grosso modo* la moitié des habitants du globe ne savent ni lire ni écrire. Si l'on tient compte en outre du fait qu'en 1952 le degré d'analphabétisme pour 690 millions d'êtres humains était inférieur à 15 pour cent, on s'aperçoit de l'aspect tragique de cette plaie sociale, qui ronge la plus grande partie du globe; facteur social qui atteint dans certains territoires dépendants 99,9 pour cent de la population (5).

La Déclaration universelle des Droits de l'Homme, adoptée à l'unanimité lors de la troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1948, stipule pourtant en son article 26 : « Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire... L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité

humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... »

L'explication biologique du sous-développement intellectuel a toujours suscité la curiosité des chercheurs. Nous entendons par là la théorie selon laquelle la capacité intellectuelle potentielle dépend du facteur héréditaire, en ce sens que la structure du cerveau des descendants de personnes non évoluées leur permet d'accéder seulement à un certain niveau d'intelligence. Ce ne serait qu'après plusieurs générations, bien épanouies, que le cerveau acquerrait ses pleines capacités. Or, des recherches récentes, entreprises dans des pays développés, tendent à prouver que la capacité intellectuelle serait, dans une certaine mesure, héréditaire.

Toutefois, même si cette théorie contient une part de vérité, nous sommes persuadé que le facteur social est souverain en ce sens que la portée de l'influence héréditaire n'est pas en mesure d'invalider la loi du progrès social. Cette conception est, d'ailleurs, appuyée par les faits. En effet, si l'exemple des personnalités éminentes provenant des pays retardés n'est pas concluant — parce qu'ils proviennent généralement de l'élite de ces pays alors que la grande masse est dépourvue des moyens d'élévation intellectuelle —, les bouleversements sociaux qui sont survenus dans certains pays naguère non évolués ont fourni la preuve que l'épanouissement intellectuel de l'être humain est peu fonction du facteur héréditaire.

Il est d'ailleurs significatif, Gunnar Myrdal le fait justement remarquer (6), que la théorie économique, depuis sa naissance, ait évolué dans la « tradition éclairée du rationalisme humanitaire » et n'ait jamais accordé de crédit intellectuel à la croyance en des différences qualitatives innées parmi les différents groupes de la population terrestre.

Si le développement intellectuel de la population constitue un facteur favorable à la croissance économique du pays, il n'en résulte pas nécessairement que le développement économique ne puisse se manifester sans le concours d'une population avertie ou que ce même développement de l'économie amènera infailliblement la fin du sous-développement intellectuel. L'histoire nous fournit l'exemple de pays où le développement a été mené par des intérêts étrangers, par une minorité d'indigènes ou grâce à un concours de ces deux facteurs; en revanche, la grande masse de la population est restée en marge du processus, soit qu'elle n'ait pas été admise à y participer, soit parce que, tout en étant stimulée, elle est demeurée indifférente au mouvement qui se dessinait.

De même, le degré de développement économique d'un pays est difficilement mesurable. Il nous apparaît, toutefois, que le revenu moyen par tête d'habitant constitue, tant par son accessibilité que par sa simplicité, le meilleur moyen d'approche. Cette méthode présente pourtant des lacunes sérieuses contre lesquelles il est indispensable de mettre le lecteur en garde. Ainsi, et en premier lieu, certains facteurs du développement économique n'apparaissent pas dans la comptabilité nationale. Ensuite, un programme important d'investissements, faisant partie d'un plan économique à longue échéance, et dont le rendement n'apparaîtra qu'à long terme, peut entre temps soit maintenir au même niveau le revenu moyen par tête d'habitant, soit même le réduire. De plus, un accroissement du revenu national et, par conséquent, du revenu moyen par tête d'habitant, peut être dû à des causes exogènes. L'exploitation étrangère des ressources nationales indigènes est, par exemple, en mesure de fournir à l'Etat, par la voie des redevances, un revenu considérable, sans que l'économie nationale accède pour tout autant au processus du développement. Enfin, une inégalité poussée de la distribution du revenu, bien qu'elle favorise le gonflement de la somme totale de celui-ci et donc du revenu moyen par tête d'habitant peut justement handicaper le développement économique du pays (7).

Si le revenu moyen par tête d'habitant ne constitue pas un critère absolument satisfaisant pour mesurer le développement économique, il est encore moins utile, à plus forte raison, comme indicateur d'amélioration des niveaux de vie. Le revenu moyen par tête d'habitant constitue un cas typique des « moyennes fallacieuses » de L. Hersch. En effet, il se peut que l'amplification du revenu national soit accompagnée d'un élargissement du fossé qui sépare la minorité devenue encore plus aisée, de la minorité pauvre qui se serait appauvrie, peut-être non seulement de manière relative mais aussi absolue. Gunnar Myrdal croit même à l'existence d'une loi qui préciserait que l'inégalité de la distribution du revenu et le revenu moyen par tête d'habitant sont inversement proportionnels (8).

Il convient enfin d'insister sur le fait que notre critère est essentiellement matériel et nous laissons de côté la tentative qui essaie de brouiller les esprits en liant le développement des pays sous-développés avec le bonheur de leurs peuples en se demandant si la préservation des formes traditionnelles et ancestrales de civilisation et la poursuite de l'épanouissement économique à travers cette structure, ne serait pas plus conforme à leurs aspirations.

Nous n'avons pas ainsi l'intention de rechercher ici la source du bonheur ni de voir si celui-ci est ou non fonction de l'essor économique de l'individu car il est, par exemple, évident que moins les peuples sous-développés seront conscients du progrès économique réalisé ailleurs, plus ils seront satisfaits des facilités de subsistance dont ils disposent. Ce qui nous intéresse, c'est le niveau de vie de l'homme.

*
**

Toute science est inévitablement liée à des *jugements de valeur* généraux. Par contre, toute étude scientifique est régie par des jugements de valeur spécifiques. Pour l'économiste, cette dernière notion constitue en somme le pont entre la science et la réalité. Elle est exprimée en termes d'attitudes humaines face à l'évolution sociale. Ainsi, un homme de science, s'il veut être utile à la société, doit être capable d'accomplir une étude encadrée par des jugements de valeur, que ceux-ci s'harmonisent ou non avec ses conceptions personnelles. Dans notre cas, nous avons l'avantage de pouvoir opérer dans la ligne de valeurs auxquelles nous adhérons pleinement. Nous avons adopté deux jugements de valeur dans la présente étude : idéal de l'égalité des chances, tant sur le plan national qu'international; défense du régime de la démocratie politique. Ce sont les mêmes jugements de valeur que Myrdal a adoptés pour l'élaboration de son récent ouvrage *Economic Theory and Under-Developed Regions*.

L'adoption de ces jugements de valeur apporte une seconde limitation au champ de notre travail. Il est évident que le système politique adopté exclut, par définition, les solutions autoritaires, notamment le monde communiste caractérisé non seulement par le planisme étatique intégral mais également par la propriété publique des moyens de production et le maintien de la fonction des relations économiques internationales entre les mains du monopole étatique.

Nous laissons également de côté le développement des régions inhabitées. Il est évident que le développement des ressources de ces régions présente un intérêt économique considérable. Toutefois, seuls les pays déjà développés ont la possibilité d'envisager ce chapitre de la mise en valeur des ressources mondiales.

Bien que cette étude, essentiellement théorique, soit largement documentée, il n'en reste pas moins qu'elle a été conçue à partir de notions empiriques découlant du contact direct qu'a eu l'auteur

avec la vie économique et sociale des pays considérés. Il a eu le privilège d'échanger ses vues avec celles de personnalités responsables de ces pays, ainsi qu'avec des hommes de science intéressés à ces problèmes et rattachés à des institutions spécialisées, remplissant des fonctions académiques ou appartenant à des organisations internationales. Il nous sera ainsi loisible d'accorder l'importance qu'il mérite à l'empirisme dans la recherche économique et sociale, fruit de la réflexion, qui dans les problèmes qui nous préoccupent offre — croyons-nous — la meilleure voie d'approche.

D'ailleurs, la plus grande partie de la littérature portant sur les problèmes des pays sous-développés est publiée dans les pays déjà économiquement évolués. On ne sera pas étonné, dès lors, de constater que l'optique de ces pays ne vise pas les intérêts propres des pays sous-développés, mais qu'elle est, au contraire, axée sur le schéma théorique des coûts comparatifs et de l'égalisation de la rémunération des facteurs de production à travers le libre échange, prémisses qui servent parfaitement la cause de la consolidation des positions actuelles dans un monde profondément divisé en zones de prospérité et zones de paupérisme.

Toute théorie est fondée sur la réflexion, mais elle n'est vérifiée que lorsqu'elle a reçu l'approbation de l'expérience. Or, le système théorique d'inspiration classique, afférant aux relations économiques internationales, par lequel nous sommes toujours plus ou moins inconsciemment les victimes, présente un aspect assez irréal, car on peut prétendre à juste titre que les circonstances mêmes dans lesquelles il a été élaboré — c'est-à-dire dans des pays relativement développés — a singulièrement rétréci la base inductive sur laquelle il repose. En effet, puisque toute théorie n'est rien de plus qu'une hypothèse, la construction théorique, aussi logique soit-elle, est condamnée à périr, du moment que la réalité vient la démentir. C'est uniquement dans les sciences sociales, et tout particulièrement en économie politique, que des théories continuent à avoir des prétentions, bien qu'elles se soient révélées stériles; c'est peut-être la raison pour laquelle on dénie souvent à notre discipline le droit de s'ériger en science.

Il y a plus d'un demi-siècle que Wicksell, inaugurant son enseignement à l'Université de Lund, constatait que l'économie, comme la théologie, et à peu près pour les mêmes raisons, n'a pas pu arriver à des résultats généralement acceptables (9). Depuis lors, la confusion s'est certainement accrue, et on en arrive actuellement à vouloir nous persuader que les théories qui ne sont plus vérifiables le seront dans l'avenir !...

Les tentatives qui sont entreprises pour approcher le problème des pays sous-développés peuvent être classées en études historiques (effort tendant à expliquer comment la Révolution industrielle a été déclenchée), études d'analyse économétrique (création des modèles mathématiques d'une économie en expansion) et en études visant la politique économique (action pour accélérer le développement de ces pays). Notre travail se range dans la dernière catégorie de cette classification.

Avant de terminer cette introduction, nous voudrions ajouter, aussi brièvement que possible, quelques explications touchant la terminologie employée dans la suite de cette étude.

S'il est généralement admis que « croissance » et « développement » ne sont pas des synonymes, on n'est toutefois pas d'accord sur le sens précis qu'il convient d'attribuer à chacun de ces termes. Certains auteurs lient la croissance économique à l'évolution des économies industrielles, non planifiées, qui ont déjà ou presque résolu le problème du plein-emploi de leur population et sont, ainsi, plus sensibles aux fluctuations de la conjoncture. La définition du développement économique s'appliquerait aux pays insuffisamment développés caractérisés par le sous-emploi des facteurs de production et essentiellement du facteur travail.

Cette terminologie ne nous paraît pas satisfaisante. En procédant de cette manière, on crée un paravent artificiel menant tout droit à la conviction que les problèmes des pays sous-développés forment un tout qui fait partie d'un autre monde. Une telle définition masque, d'une part, la responsabilité qui incombe aux peuples avancés envers leurs frères moins fortunés et introduit, d'autre part, un élément de confusion dans l'examen des problèmes actuels et futurs de l'économie mondiale. Nous nous proposons de considérer dans ces deux termes une simple différence de durée et de qualifier de croissance l'évolution économique ascendante lorsqu'elle est considérée à longue échéance, et de développement le phénomène d'émancipation économique vu de plus près et envisagé dans son évolution à moins long terme. Une telle définition présente encore un autre avantage. L'emploi du terme « croissance » dans la littérature économique, transposé du domaine biologique, exclut de l'esprit du lecteur l'idée du retour à un état antérieur, en l'occurrence de développement économique et de revenu national, éventualité qui est, en revanche, absolument plausible dans la moins longue durée. Il est bien entendu que ce mouvement à la hausse est intimement lié à la notion du revenu national, car il est évident que

le processus cumulatif de croissance condamnera certains secteurs de l'économie jusqu'alors peut-être florissants.

Ursula Hicks, entre autres, ne sera manifestement pas d'accord avec la définition que nous attribuons aux termes « croissance » et « développement » (10). Ces auteurs prétendent avec insistance que les problèmes des pays sous-développés, caractérisés par un complexe sociologique qui leur est particulier, ne peuvent être traités dans le contexte de la théorie de la croissance économique. Or, cette affirmation n'est, en réalité, que partiellement vraie, puisque nous avons justement la preuve de pays souffrant des mêmes symptômes du sous-développement économique mais dont la structure sociologique est absolument semblable à celle des pays déjà développés.

Qu'il nous soit permis enfin de sortir des sentiers battus et d'abandonner les termes tellement peu heureux de « pays développés » et de « pays sous-développés » ou « insuffisamment développés ». Nous aimerions utiliser à leur place les expressions « pays riches » et « pays pauvres ». Cette nouvelle qualification terminologique présente trois avantages. Tout d'abord, et contrairement à l'idée enracinée pendant des siècles, elle met en évidence le fait qu'aucun pays ne peut plus aujourd'hui être riche uniquement grâce à la présence dans son territoire de ressources naturelles extraordinaires et l'exploitation de celles-ci à l'état brut. Ensuite, cette nouvelle définition contient une opposition qui, puisqu'un terme est fonction de l'autre, conserve toute sa validité au fur et à mesure que le revenu des pays sous-développés s'accroît. Il est, en effet, absolument plausible qu'un pays arrive à développer une grande partie de ses ressources naturelles sans que diminue pour autant le fossé qui le sépare des économies qui l'ont distancé. Cette définition ne deviendra caduque que le jour où les pays pauvres auront rattrapé leurs partenaires privilégiés dans la course au progrès. Enfin, l'utilisation de ces deux nouveaux termes résoud la confusion créée par l'hypothèse de l'« hyperdéveloppement », idée très nette dans l'esprit de plusieurs économistes (11), pour la simple raison qu'il ne peut y avoir des personnes ou des pays trop riches.

NOTES DE L'INTRODUCTION

- (1) S. CLOUGH : « Strategic factors in economic growth », *Political Science Quarterly*, March 1955, p. 19.
- (2) Cité par A. CHABERT : *Structure économique et théorie monétaire - Essai sur le comportement monétaire dans les pays sous-développés*, Paris, 1956, p. 70.
- (3) « An interpretation of economic backwardness. » *Oxford Economic Papers*, June 1954, p. 132.
- (4) Une publication de l'U.N.E.S.C.O. : *L'éducation dans le monde - Organisation et statistiques* (Paris 1955), essaie de mesurer le niveau d'éducation à travers le monde, effort qui, de par sa nature même, ne peut que demeurer passablement approximatif. Ainsi il y est affirmé que, puisque l'un des résultats tangibles de l'instruction scolaire est que les gens se trouvent en mesure de lire et d'écrire, l'idée s'est imposée de prendre le degré d'alphabétisme comme indice du progrès de l'éducation, tant pour l'individu que pour la société.
- (5) Op. cit., depuis p. 13.
- (6) *Economic Theory and Under-Developed Regions*, London, 1957, p. 119.
- (7) Pour une analyse plus approfondie de la question, voir M. COPELAND, J. JACOBSON, B. CLYMAN : « Problems of international comparisons of income and wealth », National Bureau of Economic Research, *Studies in Income and Wealth*, Vol. 10, New York, 1947. S. KUZNETS : « National income and industrial structure », *Econometrica*, suppl. July 1949. — Du même auteur : « Statistical trends and historical changes », *Economic History Review*, n° 3, 1951.
- (8) Cette idée a été exposée lors d'une série de conférences données à l'Institut de Hautes Etudes Internationales, à Genève, en novembre 1955. Elle a été, ensuite, reprise dans *An International Economy*, New York 1956.
- (9) Cité par G. MYRDAL : *The Political Element in the Development of Economic Theory*, London, 1955, p. XIII.
- (10) « Learning about economic development », *Oxford Economic Papers*, Febr. 1957, p. 1.
- (11) H. GUITTON, dans une allocution prononcée devant le Congrès des économistes de langue française (Paris, 1952), a parlé de pays sur-développés qui auraient dépassé l'optimum de la croissance. Il est ainsi admis que ces pays rencontrent des difficultés énormes, non moins grandes que les pays sous développés. (v. les comptes rendus du Congrès p. 154.)

PREMIERE PARTIE

LA NOTION D'OPPORTUNISME
ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME DE L'INEGALITE CROISSANTE SUR LE PLAN INTERNATIONAL

« L'existence de pays industrialisés et de pays moins développés, les uns à côté des autres, qui doivent échanger leurs produits en tirant profit de la division internationale du travail mais sans remettre en question les objectifs essentiels de leurs politiques économiques, constitue une contradiction fondamentale. »

C.E.E. (*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1953*, p. 232.)

Il est juste de reconnaître que la théorie classique des échanges internationaux n'a jamais prétendu être une théorie de développement économique rapide, appliquée aux pays distancés dans la course de la croissance. Le modèle classique vise la maximisation de la richesse globale en partant d'une dotation donnée en facteurs de production. Opposer donc, purement et simplement, la théorie du développement à la thèse libérale des échanges internationaux n'a pas beaucoup de sens. Voir, en revanche, dans quelle mesure l'application de la théorie classique est compatible avec la mise en œuvre d'une politique rationnelle de développement écono-

mique, constitue un effort constructif, et c'est précisément dans cette logique qu'il convient d'apprécier l'argumentation qui suit.

La position classique de la division internationale du travail s'appuie sur la théorie statique. Par contre, les problèmes de la croissance s'organisent en une théorie dynamique. Cette distinction, bien qu'élémentaire, a échappé généralement aux théoriciens, ce qui conduit à une très grande confusion. Il est logique que les arguments qui sont valables pour le cadre statique ne le soient plus dès qu'ils sont considérés à travers l'optique dynamique.

En affirmant que le principe de la division du travail basée sur la théorie libérale des échanges internationaux constitue un critère statique, nous entendons qu'elle est déterminée par la dotation en facteurs de production à un certain moment donné. Or, il est évident que si cette dotation en facteurs de production augmente ou se modifie d'une façon ou d'une autre, la division du travail, toutes choses étant égales, aura tendance à s'adapter à la nouvelle situation. Le vice de cette construction tient justement au fait que la liberté des échanges gèle le schéma de la division internationale du travail et n'est à même de favoriser l'évolution que dans la direction de la spécialisation déjà acquise.

La méthode d'étude des phénomènes économiques a été pendant longtemps celle de l'intersection à un moment donné; la courbe de la demande en est un exemple. On considère comme données fixes: le nombre des consommateurs, leurs préférences, leurs revenus et les prix des biens autres que celui dont on étudie la demande. Or, ce procédé ne repose pas sur le réel puisqu'il considère le nombre des consommateurs comme fixe, alors que le revenu, étant lui-même fonction des fluctuations des prix, varie dans le temps. Du point de vue pratique, l'analyse de ces situations statiques est d'importance restreinte. Dans la réalité, il n'y a pas de données fixes, il n'y a que des variables; Héraclite avait dit, il y a des siècles, que « tout évolue »! La théorie dynamique étudie les phénomènes économiques à un certain moment mais en prenant en considération leurs formes et leurs variations à un certain moment donné du passé ou du futur.

Il est vrai que les théories des premiers classiques comportaient de nombreux éléments dynamiques, éléments qu'on retrouve aisément dans Ricardo, Malthus et leurs successeurs immédiats. La loi de la population, de la rente, de la baisse tendancielle des profits, trouvent évidemment leur application dans le temps. L'utilisation de l'outil dynamique n'est toutefois liée qu'à certains problèmes du complexe économique. Pour leur part, les néo-classiques ont peu

à peu abandonné cet aspect et se sont orientés vers l'équilibre stable et les visions momentanées. Cependant, les recherches orientées vers le comportement psychologique du sujet économique avaient mis l'accent sur l'importance des prévisions, des attentes, des événements escomptés. Keynes s'empara de cet élément et, intégrant prévisions et périodes dans la théorie générale de la production, prétendit inclure le temps dans la théorie générale de l'équilibre. Keynes a ainsi fortement contribué à reposer le problème statique-dynamique, de façon à ce qu'aujourd'hui cette opposition est devenue une des dichotomies essentielles de la science économique (1).

La spécialisation actuelle est rationnelle si on la considère du point de vue mondial dans ses effets à courte échéance et tant que les conditions données de développement sont considérées comme immuables. Or, il est indiscutable que la structure actuelle de l'économie mondiale est établie à un niveau très inégal d'emploi des facteurs de production. Il apparaît donc clairement, une fois que le processus cumulatif de croissance a été déclenché jusque dans les économies les plus deshéritées, que ces hypothèses, auparavant considérées comme des constantes, deviennent des variables.

L'objet qu'on a attribué à l'économie politique a beaucoup varié à travers les âges. Pour Adam Smith, il est indiqué par le titre même de son ouvrage: c'est une recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations. Il apparaît donc que depuis cette époque l'économie politique avait pour objet essentiel l'étude de la production. Cette conception fut reprise par Malthus et c'est contre elle que Ricardo protesta. Dans une lettre adressée à Malthus. Ricardo écrivit (2): « L'économie politique est selon vous une enquête sur la nature et les causes de la richesse. J'estime au contraire qu'elle doit être définie comme une enquête au sujet de la distribution du produit de l'industrie entre les classes qui concourent à sa formation. On ne peut rapporter à aucune loi la quantité des richesses produites, mais on peut en assigner une assez satisfaisante à leur distribution. De jour en jour, je suis davantage convaincu que la première étude est vaine et décevante et que la seconde constitue l'objet propre de la science ».

Ricardo opère ainsi un déplacement considérable de l'objet de la recherche économique en mettant l'accent sur la distribution du revenu parmi les facteurs qui ont concouru à sa formation. Keynes a reproché à Ricardo de ne pas tenir compte des variations possibles du montant de ce revenu en disant plaisamment que le problème de la répartition est celui du partage d'un gâteau, dont chacun veut

avoir une plus grosse part, sans qu'on se préoccupe de savoir si, pour augmenter la part de chacun, il ne serait pas possible de confectionner un plus gros gâteau. Il est indéniable que Ricardo savait bien qu'il était possible d'accroître la production et justement l'intérêt de sa pensée tient au fait qu'il était sensible avant tout au problème de la répartition.

Bien qu'on ne tienne pas à le dire, nous avons la nette impression qu'avec l'époque keynésienne on est revenu aux conceptions de Smith et de Malthus en considérant que la fin ultime de notre science est actuellement d'accroître au maximum la somme des richesses matérielles accumulables sur notre planète. Or, nous sommes persuadés que nous suivons une fausse route et qu'en donnant la primauté à la notion de revenu global, au lieu de l'attribuer au problème de la distribution, nous faisons échec non seulement aux principes élémentaires de notre civilisation mais également à tout sens de moralité. En effet, même si la politique de la distribution porte atteinte au développement de la richesse mondiale globale, et ceci est, pour une période transitoire, fort probable, une telle politique serait parfaitement justifiée. Il est même reconnu, en théorie, qu'une distribution plus équitable du revenu augmente, à travers la loi hédonistique de l'utilité marginale décroissante, le « bien-être social ».

Il est d'ailleurs équitable de reconnaître que le principe de l'« égalité » a toujours occupé une position prééminente dans la théorie économique; l'égalisation de la rémunération des facteurs de production à travers le libre échange et la mission égalitaire du jeu de la concurrence ne sont que deux exemples pris au hasard. Toutefois, les voies qui ont été choisies pour servir l'idéal de l'égalité ne sont plus valables. Notre tâche consiste justement non à modifier le principe mais à trouver de nouvelles voies réalistes qui conduisent à cette même fin (3).

La plus impressionnante des thèses marxistes, léguée au monde dit capitaliste, à savoir l'inévitabilité de l'appauvrissement et la dépendance absolue des unités faibles vis-à-vis des unités puissantes, a été parfaitement démentie à l'échelon national. L'inégalité des chances a été réduite en Europe occidentale et aux Etats-Unis grâce à l'application d'une fiscalité fortement redistributive et grâce à la poursuite de la politique du « bien-être ». Toutefois, si nous pouvons transposer cet argument marxiste sur le plan international — bien que son auteur l'ait apparemment destiné à l'usage exclusif de la réalité nationale —, nous nous apercevons que les forces inéquitables du libéralisme, ne s'étant pas heurtées à une

puissante action mondiale, ont pu triompher. En effet, la tendance à la distribution égalitaire du revenu s'opère dans le cadre national d'une part, et depuis bien longtemps déjà, par le jeu arbitraire des recettes et des dépenses publiques, des agents économiques aisés vers les unités les moins fortunées, et d'autre part par l'évolution spontanée des prix des facteurs de production. Or, il n'existe pas sur la scène internationale ni de vrai budget manié par un organe supra-national, ni de politique réaliste et efficace visant la mise en œuvre du processus cumulatif de développement chez les pays à économie pauvre et stagnante.

La curiosité et l'honnêteté scientifique, ainsi que le rapprochement continu entre les peuples du monde ont amené les intéressés à prendre conscience de cette inégalité frappante, inégalité qui revêt toute son ampleur si on compare non pas les revenus moyens par tête d'habitant, comme on n'a que trop l'habitude de le faire dans les statistiques comparées, mais les écarts réels qui résultent, d'une part, de la politique du « welfare state » qui caractérise la vie économique des pays évolués, et, d'autre part, de la réalité des pays pauvres. Il reste précisément à savoir dans quelle mesure la distribution interne du revenu chez les pays pauvres accroît encore plus, comme nous le croyons, l'inégalité réelle entre les revenus de la grande masse des peuples prospères et ceux de la masse des populations deshéritées. C'est seulement alors qu'on connaîtrait le niveau de vie réel de la population ainsi que son évolution absolue et comparée dans le temps.

Un des besoins les plus pressants pour les pays pauvres est de se libérer de certaines prédilections qui accablent notre monde. Une des plus tenaces et des plus nuisibles est la théorie du libéralisme, appliquée au commerce international, au point que, comme le souligne très pertinemment Gunnar Myrdal, même les adeptes les plus fervents de l'interventionnisme ont peine à se libérer de la fascination que produit la doctrine libérale des échanges internationaux. Ainsi, toute intervention dans la production ou les échanges est motivée non simplement comme un moyen visant un but, mais par des raisons qui autorisent, dans certaines circonstances spéciales, une dérogation à la doctrine de la liberté du commerce (4).

Il ne serait donc pas exagéré de parler d'une tendance inconsciente des pays pauvres à être influencés par la tactique économique des pays prospères. On pourrait même évoquer le jeu de l'effet démonstratif sur le plan intellectuel. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un phénomène récent. Tous les économistes et hommes poli-

tiques de pays pauvres qui, émerveillés par les constructions mirifiques de certains auteurs provenant des pays économiquement avancés dont les théories ne constituent que la concrétisation et la théorisation de leurs intérêts propres et de ceux de leurs pays, ont été amenés à croire à l'effet salulaire des lignes de conduite qui, en fait, assurent l'immobilisme de leurs pays, constituent à cet égard des exemples frappants.

Lionel Robbins, un des représentants les plus fidèles de l'esprit de la London School of Economics, a écrit qu'on se fait une fausse image de la réalité, si on suppose que les économistes classiques anglais auraient recommandé une politique salulaire pour le monde entier, s'ils avaient pensé qu'elle serait nuisible à leur propre communauté (5).

Le cadre national est actuellement le laboratoire idéal où l'on pourrait étudier les répercussions qu'aurait la liberté absolue du mouvement des hommes, des capitaux et des biens sur le processus de développement, liberté que certains économistes espèrent voir restaurée sur le plan mondial. Or, le professeur G. Myrdal (6) soutient que la constitution de l'Etat italien n'a pas seulement empêché le développement des parties sud de la péninsule, mais a provoqué, même en estimation absolue, un recul économique de cette dernière (7).

La théorie contemporaine reconnaît de plus en plus la valeur prépondérante du facteur cumulatif, tant dans le cadre national qu'international, en ces termes que les avantages obtenus tendent à se cumuler tandis que les désavantages tendent à s'éterniser. En définitive, les pays pauvres demeurent pauvres tout simplement parce qu'ils ont manqué le train au début (8). Balogh, considérant la production totale réelle de l'ensemble des pays à système économique basé sur l'initiative privée, soutient la thèse que celle-ci ne serait pas, à présent (9), plus élevée qu'en 1913, ou qu'en 1900. Il précise que, exception faite pour les Etats-Unis, l'Europe occidentale et les pays du Commonwealth, l'augmentation n'a été, de 1938 à 1952, que de 10 pour cent, alors que la population s'est accrue de 20 pour cent. Et cela, en dépit de circonstances exceptionnellement favorables (10).

La notion de processus cumulatif, qui trouve son origine dans la théorie du cycle, est à la base de la théorie générale de la croissance économique que les chercheurs s'occupent à construire. Cette notion s'oppose à celle de l'équilibre, pilier jusqu'ici inébranlable de la théorie économique. L'erreur fondamentale de la notion d'équilibre appliquée aux phénomènes de la vie économique est

l'idée que le processus se dirige toujours vers un équilibre, en ce sens que tout changement provoque une réaction dans le système sous forme de forces qui œuvrent dans la direction opposée au premier changement.

L'idée centrale du processus cumulatif est donc que le système ne se dirige pas automatiquement vers un équilibre, mais a justement la tendance constante à s'éloigner de cette situation. Ainsi, un changement initial ne provoque pas l'apparition de forces de compensation; au contraire, il provoque d'autres modifications qui poussent le système dans la même direction que le changement initial, mais beaucoup plus loin. C'est pour cette raison que le processus social a tendance à devenir cumulatif au point que, même dans le cas où l'impulsion originale s'arrête après un certain temps, le processus continue à se développer grâce à la réaction consécutive des éléments de la chaîne. Il est évident qu'un processus cumulatif peut être arrêté en cours de route, il suffit qu'un nouveau facteur extérieur intervienne, en direction opposée, et ait la force nécessaire pour arrêter le mouvement. Cette interférence peut être accidentelle ou volontairement provoquée par la politique économique. Dans certaines situations, les forces économiques peuvent s'équilibrer réciproquement de façon à ce que le système demeure stable. Mais il suffit d'une impulsion sur un point ou un autre pour que le système commence à se déplacer. On remarquera alors que tous les changements sont orientés vers la même direction, et ceci parce que les différentes variables sont liées entre elles de manière à ce que le changement initial d'une de celles-ci provoque des modifications secondaires dans la direction même des premiers et ainsi de suite. En pratique, l'effet d'anticipation a même tendance à précipiter le cours du processus.

S'il est, ainsi, difficile de parler de facteur prédominant dans un système caractérisé par l'interdépendance de ses éléments, ceci ne veut pas dire que, du point de vue pratique, le problème du développement puisse être indifféremment abordé de n'importe quel angle. Plus nos connaissances sont approfondies sur la manière dont les différents facteurs sont liés entre eux, c'est-à-dire plus nous savons quels seront les effets qu'une modification initiale de chaque facteur aura sur les autres, mieux nous pourrions établir les normes de la politique économique.

A la définition selon laquelle la croissance économique constitue un mouvement cumulatif qui, une fois lancé, s'entretient lui-même grâce à ses propres forces de propulsion, on oppose l'argument que le revenu national des pays pauvres accuse généralement un accrois-

sement stable d'année en année sans que pour cela un mouvement cumulatif se dessine. C'est à cet argument que répond, par une allusion symbolique, un rapport du Département des affaires économiques des Nations Unies (11) : « Le développement d'un pays sous-développé n'est pas un processus qui peut être stoppé ou déferé à volonté. Au contraire, le développement économique est gouverné par certains principes économiques qui lui sont propres. Une fusée doit atteindre une vitesse définie pour échapper aux lois de la terre » (12).

Il est probable qu'on n'ait pas encore apprécié à sa juste valeur l'idée même du processus cumulatif qui est en train de révolutionner la pensée économique associée au mouvement de croissance des régions pauvres. En effet, on croyait jusqu'ici que pour un pays qui a atteint un degré élevé de développement économique, la perspective d'un nouvel élan était nécessairement restreinte et que le rythme serait, en tout cas, lent; tandis que, pour un pays pauvre, les possibilités de développement étendu et rapide étaient beaucoup plus grandes. Or, l'expérience prouve que cet optimisme n'est nullement fondé.

Il nous apparaît encore que cette prise de conscience, lentement formée à travers des expériences historiques, a eu des répercussions profondes et même parfois contradictoires sur le développement même des régions deshéritées, au point qu'il serait dangereux d'essayer d'en faire la « somme algébrique ». C'est cette évolution sociologique qui, entre autres, a incité les sphères dirigeantes du Nouveau-Monde à prendre les initiatives que l'on groupe généralement sous le nom d'« aide américaine ». Il serait juste de voir dans l'idée qui a présidé à cette aide, le principe même du transfert de revenus sur le plan international, principe comparable à celui qui dicte, ou qui est supposé dicter, aux autorités gouvernementales leur politique budgétaire. Ce rapprochement est d'autant plus pertinent que le système d'aide comme celui de l'imposition n'est pas gouverné par les mécanismes économiques du marché, mais est fondé sur des jugements de valeur.

Si cette conception se trouvait généralisée parmi les peuples déjà développés, elle constituerait un prolongement du principe de l'imposition progressive, sur le plan international. Cette extension est d'autant plus utile qu'elle répond, en même temps, à deux prérogatives. En effet, la politique nationale d'imposition répond principalement à un critère social. En revanche, ce principe, établi sur la scène mondiale, outre l'allègement d'une préoccupation purement

humanitaire, favoriserait également le développement économique des pays devancés.

Il y a quelques années encore, il aurait paru chimérique d'émettre l'idée que le principe de l'imposition internationale était applicable de nos jours. Or, même à part cet exemple controversé que constitue l'aide américaine, les programmes d'Assistance technique des Nations Unies ne sont autre chose que l'application à une échelle restreinte du principe de la redistribution internationale.

Le G.A.T.T., dans sa forme actuelle, constitue à notre avis la micrographie d'une situation où, sous le couvert de l'idéal du libre échange (13), les économies fortes mènent le jeu. Les économies faibles adhèrent par nécessité à ce pacte inégal pour ne pas assister à l'effondrement de leurs exportations. Ceci est d'autant plus vrai pour la plupart des pays faisant partie du groupe qui nous intéresse. Ces pays sont en effet dépourvus de matières premières utiles à l'activité productrice des économies dominantes. Il est significatif de relever que la diminution autoritaire de la somme des importations usuelles de biens de consommation nécessitée soit par l'effort entrepris en vue d'outiller le pays, soit par le désir d'appuyer la production nationale embryonnaire, entraîne automatiquement la réduction des exportations. Et ceci non pas à cause de raisons internes d'emploi, mais par l'effet des représailles que les parties lésées sont habilitées à exercer (14).

Les formules d'unification des marchés nationaux constituent, à notre avis, un danger d'importance égale si elles ne s'appliquent pas à des économies qui ne bénéficient pas du même degré de développement, cette considération ne mettant pas en cause l'avantage indéniable que représente l'élargissement de l'espace économique. Cet agrandissement est souhaitable tant du point de vue marché que puissance économique et politique commerciale envers les tierces parties. Une telle unification serait donc parfaitement avantageuse pour des pays jouissant d'un niveau d'activité économique peu élevé mais sensiblement égal entre eux.

Nous croyons pouvoir affirmer que la création d'une zone de libre échange totale entre les pays européens à économies non planifiées va peser d'autant plus lourdement sur le développement des économies méridionales pauvres que la libéralisation des échanges va provoquer une certaine euphorie de leurs activités agricoles. Le danger consiste justement en ce que cette sensation d'aisance pourrait conduire à diminuer l'effort de développement économique; et cette crainte est d'autant plus légitime que l'avan-

tage comparatif de l'agriculture du sud-est européen est fonction de l'existence de cette zone et ne peut en aucun cas être extrapolé sur la scène mondiale. On pourrait ainsi prononcer le jugement qu'il serait souhaitable que la résistance manifestée par certains pays industrialisés à libérer le secteur agricole puisse triompher en ce sens que les produits agricoles soient exclus de l'affranchissement douanier.

En revanche, s'il est vrai que la liberté des échanges entre pays riches et pays pauvres conduit pratiquement à la servitude économique de ces derniers, il est également vrai que le commerce international entre économies jouissant d'un niveau de développement sensiblement égal est indéniablement bénéfique pour toutes les parties entrant en jeu, la preuve étant d'ailleurs manifeste. On s'en aperçoit si on songe au fait que la plus grande part du commerce mondial, ainsi que l'accroissement le plus prononcé du volume des échanges, revient aux transactions entre pays développés (15). Or, il n'existe entre ces pays que peu de différences quant à leur dotation en facteurs de production. Nous entendons par là la proportion de capital disponible par travailleur, le niveau de la formation professionnelle, le climat, etc. Ainsi, leur spécialisation, fondée sur le principe des économies intérieures et extérieures, a été établie dans le sein de chacune des grandes catégories d'activité productives, le primaire, le secondaire et le tertiaire (16).

NOTES DU CHAPITRE PREMIER

- (1) v. A. BARRÈRE : *Théorie économique et impulsion keynésienne*, Paris, 1952.
- (2) Lettre du 9 octobre 1920 citée par KEYNES (*Théorie générale*, p. 26).
- (3) v. J.-E. MEADE : *Trade and Welfare*, London, 1955.
- (4) *Economic Theory...*, op. cit., p. 141.

Aujourd'hui, treize ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, on constate que les pays de l'Europe occidentale, une fois relevés des destructions causées par les hostilités, aspirent à une plus grande liberté des transactions commerciales intra-européennes. On sera, toutefois, quelque peu surpris de remarquer que le délégué de la Grèce à la vingt-quatrième session du Conseil Economique et Social des Nations Unies, en août 1957, se vantait du fait que « la libération des échanges a été poussée plus loin en Grèce que partout ailleurs en Europe... la Grèce, tout comme les autres pays en voie de développement, n'était pas strictement tenue de libérer ses échanges » (E/SR. 977, § 56). Notons en passant que cette situation, établie en Grèce depuis 1953, n'a donné naissance à aucune tendance vers l'égalité.

sation des prix des facteurs de production, selon la fameuse théorie d'ELLSWORTH, reprise par la suite par Bertil OHLIN. Au contraire, la liberté des importations, en portant atteinte au niveau de la production nationale, a été préjudiciable au niveau réel des salaires.

- (5) *The Theory of Economic Policy in English Classical Political Economy*, London, 1952, p. 10.
- (6) G. MYRDAL a été de 1947 à 1957 Secrétaire Exécutif de la C.E.E. des Nations Unies.
- (7) Thèse soutenue en novembre 1955 lors d'une série de conférences données à l'Institut de Hautes Etudes Internationales, Genève.
- (8) v. tout spécialement MYRDAL : *Development and Under-Development*, Cairo, 1956, et : *An International Economy, Problems and Prospects*, New York, 1956.
- (9) T. BALOGH : « Le déséquilibre des forces économiques », *Revue Economique*, sept. 1955, p. 703.
- (10) D'après l'auteur cité, celles-ci seraient : a) que la valeur réelle des dettes contractées avant la guerre a subi une forte baisse et qu'au cours de la guerre de nombreux pays ont accumulé des réserves importantes dans lesquelles ils ont pu puiser ensuite; b) que leurs « termes d'échange » se sont améliorés grâce au plein emploi et à la réduction du fardeau réel de leurs dettes; et c) qu'une certaine assistance fut accordée aux pays les plus faibles et que certaines limites à la libéralisation furent acceptées même par ses partisans les plus acharnés. Ce qui serait arrivé, poursuit BALOGH, si ces circonstances heureuses ne s'étaient pas produites, échappe vraiment à l'imagination.
- (11) *Methods of Financing Economic Development in Under-Developed Countries*, New York, 1949, p. 60.
- (12) H. LEIBENSTEIN a procédé à la théorisation de cette idée qu'il présente sous le nom de « thèse de l'effort critique minimum » : *Economic Backwardness and Economic Growth*, New York, 1957, p. 94 et suivantes.
- (13) v. Préambule de l'Accord et articles III, XI, XVI, XVIII.
- (14) Amendement du 10 mars 1955 apporté à l'article XVIII, Section A, § b.
- (15) G.A.T.T. : *Le commerce international en 1956*, Genève, 1957, p. 7, tableau 2.
- (16) Colin CLARK — *The Conditions of Economic Progress* (2^e éd.), London, 1951, p. 401 — donne la définition suivante aux termes « primaire », « secondaire » et « tertiaire ». La production primaire inclut l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture. Le secondaire englobe la production industrielle, le bâtiment ainsi que les travaux publics, la production minière. (Toutefois, il nous sera permis de contester l'inclusion de ce dernier élément dans l'activité secondaire. En effet, dans le modèle qui nous préoccupe, la production minière étant limitée au premier stade du processus, celui de la simple extraction, elle trouve plutôt sa place dans le primaire.) Enfin, le tertiaire couvre les activités commerciales, les transports, l'administration, les services, en général.

CHAPITRE II

POLITIQUE ECONOMIQUE ET OPPORTUNISME ECONOMIQUE

Dans une publication qui a fait grand bruit, l'économiste américain Louis Bean (1) démontre, en s'appuyant sur des statistiques, que plus est importante la proportion de la population employée dans le secteur secondaire et tertiaire, plus le revenu moyen par tête d'habitant sera élevé. Il y aurait ainsi une corrélation négative entre la proportion de la population employée dans l'agriculture et le montant du revenu national. Sur ces mêmes données, Bean conclut que les revenus moyens par tête d'habitant en Chine et aux Indes pourraient être doublés si 15 pour cent de la population productive étaient transférés du secteur alimentaire à d'autres occupations et qu'un transfert additionnel de moins de 10 pour cent triplerait le revenu (2). S'il était possible, poursuit l'auteur, de modifier mondialement la relation d'emploi en ramenant le pourcentage actuel des agriculteurs de 60 à 40 pour cent, l'élévation de la productivité, des revenus et des niveaux serait énorme (3).

Répondant à cette argumentation, Viner (4) prétend que par des données statistiques on pourrait démontrer que le pourcentage de la population exerçant les professions de médecin-dentiste ou de coiffeur a des revenus bien supérieurs aux revenus moyens par tête d'habitant. La corrélation serait même plus élevée que celle

de Bean. Viner poursuit en affirmant que, conformément à cette logique, le remède absolu à la pauvreté serait de multiplier le nombre de dentistes et de coiffeurs!

L'éminent économiste se contente de montrer cette absurdité. Par contre, nous nous proposons de pousser le raisonnement au delà d'une simple boutade. Si, en effet, le nombre de ces deux catégories privilégiées de travailleurs venait à s'accroître, la richesse ne se trouverait pas pour autant accrue. Au contraire, elle en souffrirait. Les intéressés rencontreraient une concurrence croissante, ce qui diminuerait leurs revenus. Toutefois, puisque par hypothèse, les deux catégories sont privilégiées, il en résulterait que les nouveaux venus bénéficieraient d'une amélioration de leur situation financière jusqu'au moment où la concurrence éliminerait les bénéfices marginaux.

En transposant ce raisonnement sur le plan mondial, nous comprenons le désir des économies moins favorisées de s'élever par l'élimination de l'inégalité économique internationale, sans pour cela vouloir prétendre que ce procédé est en mesure d'accroître à courte échéance la richesse globale. Les pays primaires ne s'intéressent pas aux répercussions de leur industrialisation sur la conjoncture des pays à structure secondaire et tertiaire. Ils aspirent à s'industrialiser dès que l'assurance leur est donnée que leur revenu national se trouvera ainsi accru. Il s'agit, en d'autres termes, d'une aspiration égoïste, mais qui, donc, pourrait blâmer les pays deshérités de vouloir défendre une solution qui sert leur intérêt? D'ailleurs, les pays à « économie dominante » ont jusqu'à présent fait preuve d'un manque d'intérêt évident pour établir un ordre économique mondial basé sur les principes de l'idéal démocratique, qu'ils prétendent être le leur, de même que pour les dentistes et les coiffeurs l'intérêt pécuniaire passe bien avant le bonheur de leurs clients.

On définit souvent le protectionnisme comme la politique commerciale du nationalisme économique. Il reste à savoir ce qu'on entend par ce terme. Ceux qui s'en servent comme d'un argument font allusion au nationalisme économique employé à des fins non pacifiques, voire impérialistes. Mais si on considère l'économie mondiale actuelle, on s'aperçoit que ce sont justement les économies pauvres qui défendent l'utilité de l'outil protectionniste, tandis que celles qui bénéficient déjà d'un degré de croissance satisfaisant prêchent la poursuite du libre échange (5). Cette constatation ne peut pas découler d'une simple coïncidence. Or, il apparaît peu probable que les pays sous-développés puissent nourrir des projets

autres que ceux d'élever leurs économies, encore qu'aujourd'hui souvent au stade primitif. Par contre, et en dépit du fait que le terme souffre d'un préjudice défavorable, il y aurait lieu de parler de nationalisme économique lorsqu'on défend le principe que toute politique économique est bonne pourvu qu'elle rende service à l'économie nationale.

Il serait faux et dangereux de vouloir utiliser l'histoire comme guide de développement. En effet, il ne peut y avoir de points communs entre le démarrage du processus de croissance, tel qu'il a fonctionné dans les pays actuellement évolués, et les problèmes que rencontrent aujourd'hui les économies pauvres (6). La différence majeure consiste dans le fait que lors de l'amorce du processus, c'est-à-dire au cours du XIX^e siècle, les pays intéressés agissaient en précurseurs, tandis qu'aujourd'hui le problème est de contrecarrer les forces de déséquilibre et de combler le retard déjà enregistré. Ainsi, si l'industrialisation a été, au cours de l'évolution de l'histoire économique de l'Europe occidentale, le résultat non d'une politique macro-économique, mais d'attitudes à effet immédiat, il apparaît clairement qu'un pareil processus ne peut servir notre cause pour la simple raison qu'une telle évolution se serait déjà réalisée.

Arriver le premier sur le marché signifie rencontrer de larges possibilités d'expansion. Pendant le XIX^e siècle et jusqu'à la Première Guerre mondiale, la croissance économique était favorisée par l'accaparement des ressources naturelles brutes des territoires coloniaux ainsi que par l'expansion du commerce international et la conquête de nouveaux marchés tant dans ces territoires que dans les zones déprimées du Continent.

Au sujet de cette dernière constatation, remarquons que, s'il est vrai qu'originellement les marchés, au sens actuel du terme, n'existaient pas et qu'ils ont été justement constitués par les puissances intéressées, nous estimons qu'il est plus aisé de former un tel centre commercial que de conquérir un marché existant, mais déjà saturé. Outre les marchés extérieurs, les pays en développement ont eu, comme nous venons de le voir, l'appui de leur propre marché national qui, dans la plupart des cas, disposait d'un pouvoir d'achat suffisant pour consolider l'évolution de la structure productive du pays. Or, aujourd'hui, les marchés des pays en cours de développement sont soumis, ou, s'ils ne le sont que pour une partie restreinte de la puissance d'achat nationale, sont en tout cas constamment menacés par les intérêts commerciaux de l'étranger.

Le fait que le développement économique se soit manifesté à travers l'avancement technique ne saurait offrir d'arguments contre

la nécessité de la tâche préliminaire et, au sens de l'économie du marché, arbitraire, qui doit viser à l'élaboration de l'infrastructure de l'appareil productif. Cette préoccupation est d'autant plus impérieuse qu'actuellement l'équipement de base et l'outillage industriel sont comparativement, et en termes réels, infiniment plus coûteux.

Sur le plan démographique, le nombre restreint d'habitants et l'augmentation modeste de la population constituaient des facteurs encourageants. Aujourd'hui, le taux de la natalité est dans les pays pauvres très élevé, tandis que celui de la mortalité accuse une forte régression. Cette dernière tendance est une complication sérieuse, parce qu'elle n'est pas comparable à la baisse dont ont bénéficié les pays européens lors du mouvement d'expansion au XIX^e siècle. La courbe de la mortalité était alors fonction du rythme de développement puisque la médecine, étant commercialisée, ne pouvait s'épanouir que parallèlement à l'accroissement des revenus. Il est d'ailleurs significatif que la « durée moyenne de la vie » ou « l'espérance de vie » constituait autrefois un indice de civilisation. Actuellement, les économies pauvres sont soustraites à cette harmonie. En effet, la baisse de la mortalité est d'origine externe, au point que les techniques perfectionnées aujourd'hui employées ont un coût supportable même par les économies les moins favorisées (7). Il est vrai qu'actuellement une part appréciable de cette œuvre, essentiellement humanitaire, revient à l'intervention internationale et tout spécialement aux programmes d'Assistance technique des Nations Unies. Remarquons, toutefois, que cette campagne est plus axée sur le plan spectaculaire du sauvetage de vies humaines que sur celui de l'amélioration du niveau général de santé de la population.

Considérant la situation du point de vue purement économique, nous remarquerons que si la baisse de la mortalité est, en principe, plus bénéfique pour l'économie nationale que la hausse de la natalité puisque le capital investi par tête d'habitant fructifie ainsi pendant une plus longue période de temps, l'allongement de la vie moyenne forme un obstacle économique sérieux. Ce mouvement accroît non seulement la population improductive, mais également les couches de la population qui, élevées dans le climat de la stagnation, sont incapables de s'assimiler les méthodes nouvelles et, en général, on un esprit étranger aux habitudes que l'on veut instaurer. Cette particularité de la tendance démographique est un handicap pour le déclenchement du processus de croissance et en défavorise considérablement la progression pendant les premiers stades.

A côté de ces considérations, il y aurait lieu de mentionner les

effets directs de la politique commerciale des pays riches envers leurs partenaires qui se trouvent encore aux stades embryonnaires du processus. Nous rencontrons ici la théorie de la domination, chère à François Perroux (8). Ces effets se résument, d'une part, dans l'effort consenti pour rendre favorables les termes d'échange en profitant de la rigidité, de l'absence de réglementation et d'organisation des exportations des pays dominés. Il y aurait, d'autre part, lieu de mentionner l'exploitation de leur faiblesse financière pour les détourner des voies qui aboutiraient à des structures préjudiciables à certains intérêts des économies dominantes.

On pourrait encore ici déjà, faire allusion aux conséquences du jeu, essentiellement inconscient, de l'« effet démonstratif » (9). Par ces termes, on se réfère à l'attrait que constitue pour les consommateurs des pays pauvres, le niveau de vie élevé des régions plus riches. Cet effet a des répercussions appréciables sur les dépenses de consommation qui sont dans ces économies, en concurrence directe avec leur capacité d'investissement. Les pays riches en supportent une partie de la responsabilité. Nous pensons ici surtout aux effets de la propagande commerciale visant à l'accroissement des ventes, ainsi qu'à la création de nouveaux besoins dans les pays pauvres. D'autre part, l'aide américaine a permis de confronter les produits nationaux avec des articles hautement perfectionnés, ce qui dans des conditions normales n'aurait probablement pas eu lieu à cause de la réglementation des changes envers les devises fortes ou à cause des taxes qui les rendraient inabordables. La concurrence directe avec la production nationale a été rendue possible, soit par l'importation de produits en franchise de droits de douane ou d'autres taxes, soit comme résultat indirect de l'octroi de crédits en dollars. Ce procédé a permis de prendre conscience de l'infériorité relative de la production nationale et nous abordons ici le concept marshallien de « marchandises inférieures ». Au XVIII^e siècle, par contre, le revenu par tête d'habitant des pays qui étaient alors débiteurs et sont aujourd'hui développés, n'a jamais pu être de beaucoup inférieur aux niveaux européens (10).

En ce qui concerne les atouts dont bénéficieraient les derniers venus, on cite souvent la possibilité d'importer les conquêtes technologiques déjà réalisées à l'étranger et d'éviter ainsi certaines impasses et certains échecs de leurs prédécesseurs. Nous partageons à ce sujet l'avis d'historiens (11) qui se refusent à admettre que la Révolution industrielle a été la conséquence de la mise en pratique de certaines inventions. Ces historiens soutiennent que les inventions dépendent de la pression exercée sur les moyens de produc-

tion. L'exemple des progrès techniques extraordinaires accomplis pendant les périodes de guerre pour atteindre une production de plus en plus considérable, est explicite. En effet, on est aujourd'hui amené à penser que la conception schumpeterienne selon laquelle la croissance économique dépend du rythme des innovations ne répond pas à la réalité (12). La relation de cause à effet de la doctrine wicksellienne paraît être plus justifiée. Le progrès technologique (13) doit donc s'apprécier dans les économies pauvres non pas tellement à cause de sa contribution directe à l'effort productif, mais surtout en fonction du climat dans lequel il naît. Car, si le développement économique dépendait uniquement des ressources de l'esprit humain, donc d'un facteur extérieur, il resterait à savoir quelles sont les forces invisibles qui contrecarrent ce mouvement international d'ingéniosité. Ce n'est sûrement pas le déséquilibre de la balance des comptes.

Ce serait ainsi une erreur de croire qu'une fois que la production d'énergie à partir de la fission nucléaire qui constitue, vraisemblablement, le domaine le plus important de la Révolution atomique, sera pleinement adaptée aux besoins industriels, le problème des pays pauvres sera définitivement résolu. Car, même si nous sommes autorisés à supposer que le coût de l'électricité tombera à zéro, ceci, en égalisant mondialement un élément du coût de production, ne les favorisera que jusqu'à un certain degré ; l'évolution technologique, elle, continuera et rien ne dit qu'elle sera favorable aux pays pauvres.

C'est, d'ailleurs, dans cet esprit qu'il faudrait considérer l'argument selon lequel l'épuisement des ressources naturelles dans les pays riches — et on pense toujours surtout aux ressources énergétiques — ouvre de nouvelles chances aux pays pauvres pour l'exploitation de leurs richesses naturelles. Or, l'évolution technologique est justement accomplie dans les pays riches et cet épuisement des ressources stimule la recherche. C'est précisément dans ce cadre qu'il convient de situer l'effort immense accompli par l'économie britannique, sérieusement préoccupée par l'épuisement prochain de ses ressources charbonnières, vers l'utilisation industrielle de l'énergie atomique. Cette considération, vérifiable par la pratique, ôte aux pays pauvres une force de pression qu'ils espéraient certaine, celle de disposer des ressources naturelles indispensables à la production industrielle des pays riches.

Avant de clore la liste des facteurs qui s'opposent au fonctionnement du processus de croissance dans les économies retardataires, nous voudrions attirer l'attention du lecteur sur un obstacle essen-

tiellement humain qui échappe aux mécanismes économiques. En suivant l'actualité politique, en prenant connaissance des comptes rendus des discussions auprès des organisations régionales et internationales, ainsi qu'en lisant la littérature économique concernant le sous-développement, on pourrait être amené à croire que les dirigeants et les populations des pays désavantagés désirent le progrès. S'il est juste de reconnaître une pareille aspiration chez la plus grande partie des populations en question, il ne faudrait pas se faire d'illusions sur la sincérité des intentions des dirigeants. En effet, de nombreux gouvernements, au lieu de travailler à l'élévation économique de leur pays en employant la voie qui leur paraît la meilleure, se comportent en serviteurs des intérêts des petits îlots prospères, dont la sécurité est justement liée à l'état présent, à la stagnation. Aux XVIII^e et XIX^e siècles, les philosophes anglais et notamment Smith, Malthus et W. Bagehot étaient tentés de considérer le progrès comme une particularité du monde britannique et de sa périphérie (14). Par contre, il apparaît actuellement que nous sommes allés trop loin dans la direction opposée en considérant la croissance comme naturelle, comme une force vainquant les résistances. En effet, les développements déjà exposés et appuyés par des données statistiques nous obligent à être moins optimistes.

Si le monde acquiert maintenant de plus en plus conscience de l'inégalité qui règne sur le plan international, il ne fait que reconnaître un état de fait. Mais la reconnaissance du fonctionnement du processus de l'inégalité croissante est loin d'être généralement approuvé. Les économistes de bonne foi ont à accomplir une tâche considérable d'analyse et d'information. Toutefois, tant que les sphères dirigeantes n'auront pas reconnu leurs responsabilités envers le genre humain, la loi de la jungle continuera à prévaloir dans un monde de plus en plus désordonné. Etant donné ces conditions, il serait contraire à la réalité de vouloir refuser à l'« opportunisme économique » sa place parmi les échantillons des armes gouvernementales (15).

NOTES DU CHAPITRE II

- (1) Louis BEAN : *International Industrialisation and per Capital Income*, 1944 (polycopié).
- (2) Dans le même ordre d'idées, voir aussi M. MANOÏLESCO : *The Theory of Protection and International Trade*, London, 1931.

- (3) Il ne faudrait toutefois pas se laisser trop impressionner par ces déductions dont la valeur paraît discutable. On a reproché à l'auteur que son raisonnement était basé sur un regroupement par pays fait de manière arbitraire. V. VINER : *International Trade and Economic Development*, Oxford, 1953, p. 46.
- (4) *International Trade*, p. 46.
- (5) Les tendances à l'intérieur du G.A.T.T., ainsi que les discussions tenues lors des séances annuelles de la C.E.E., sont concluantes à cet égard.
- (6) H. HABAKKUK : « The historical experience on the basic conditions of economic progress », *Le Progrès économique* (A.I.S.E.), 1943, p. 153 — bien qu'il omette les principaux, résume ainsi les facteurs économiques qui ont favorisé la croissance de l'économie anglaise vers la fin du XVIII^e siècle. Le marché était géographiquement étendu, les coûts des transports et les facilités commerciales étaient relativement favorables. Les revenus par tête d'habitant étaient, pour une grande partie de la population, au-dessus du niveau de subsistance et, par conséquent, favorables à la consommation de produits industriels. Le public anglais ne montrait pas une tendance à la thésaurisation ou à la réduction de l'effort productif au fur et à mesure que le revenu croissait. Enfin, le développement était favorisé par l'existence d'une classe importante à revenus moyens groupant à peu près la moitié de la population.
- (7) A. SAUVY : Congrès des économistes de langue française, op. cit., p. 138. G. MYRDAL : Allocution faite devant la Cinquième Assemblée mondiale de la Santé, *Chronique de l'O.M.S.*, numéro spécial, août 1952, p. 233.
- (8) « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Economie appliquée*, 1948, p. 243.
- (9) J. DUESENBERY a, le premier, présenté une étude systématique de ce facteur dans sa thèse intitulée : *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*, Harvard University Press, 1949. L'idée centrale est que le nombre et l'intensité des impulsions qui poussent un consommateur à acheter davantage dépend du rapport de ses dépenses à celles des dépenses des autres individus. En faisant passer ce principe sur le plan international, KINDLEBERGER et NURKSE emploient l'effet démonstratif pour l'analyse des effets d'asymétrie qui se produisent dans les balances de paiements des pays sous-développés.
- (10) R. NURSKÉ : « International investment today in the light of nineteenth-century experience », *Economic Journal*, Dec. 1943, p. 757.
- (11) N. BUCHANAN and H. ELLIS : *Approaches to Economic Development*, New York, 1955, p. 408.
- (12) SCHUMPETER, en adoptant la théorie de l'innovation autonome, a volontairement séparé la théorie des coûts et des prix de la théorie de l'emploi, et de celle de la croissance. Il faudrait surtout insister sur le fait que SCHUMPETER a bâti sa théorie en faisant abstraction des éléments non économiques et des jugements de valeur, en supposant la parfaite rationalité des agents économiques. Enfin, SCHUMPETER isole son modèle pour pouvoir raisonner en économie fermée. Mais une construction qui fait appel à des hypothèses ou à des conditions nécessaires à la déduction de la conclusion recherchée, procédé cher aux auteurs qualifiés de libéraux, ne peut pas servir d'outil pour les problèmes d'économie appliquée. A notre avis, il s'agirait plutôt de jeux logiques.
- (13) Le terme « progrès technologique » forme un concept plus large que celui d'« invention » pure. Il résume toutes ces améliorations qui permettent de produire le même produit avec moins de ressources ou un produit amélioré avec les mêmes ressources. Les « inventions », dans le sens courant

du terme, déterminent donc une partie seulement du processus technologique.

- (14) J. GALBRAITH : « Conditions for economic change in under-developed countries », *Journal of Farm Economics*, Nov. 1951, p. 695.
- (15) Il est bien entendu que le terme « opportunisme économique » désigne non pas une politique déterminée, mais un outil pouvant servir n'importe quelle cause. On pourrait qualifier ainsi la politique économique à courte échéance, pratiquée par exemple par l'Etat libanais, qui, dans une région où les mouvements de capitaux sont fortement réglementés, sans être pour cela paralysés, a su pratiquer un libéralisme financier intégral. Cette conduite lui rend une prospérité provisoire appréciable.

CHAPITRE III

L'ORIENTATION DE LA PRODUCTION LA VALEUR DE L'OUTIL DES « COUTS »

Si les avantages naturels influent de manière décisive sur la production alimentaire, il n'en est nullement ainsi en ce qui concerne la production industrielle. Il n'y aurait, *a priori*, aucune raison pour qu'il existe une industrie automobile en Italie du Nord et non pas en Corée ou en Inde, pays où la production de minerai de fer est quatre fois plus élevée que dans la péninsule italienne. Mais, contrairement à l'agriculture, la production industrielle forme un tout étroitement lié dont les « économies extérieures » sont les liens (1). La structure industrielle est donc auto-génératrice et obéit, elle seule, au mécanisme cumulatif qui conditionne la croissance économique. Il a été d'ailleurs prouvé par la pratique (2) que le secteur agricole n'est point favorable à l'expansion des secteurs environnants. Ceci découle aussi de l'inertie et du manque d'esprit d'entreprise qui caractérise les agriculteurs et les propriétaires fonciers. On remarquera, par conséquent, que bien que les investissements agricoles soient parfois hautement productifs et que la relation entre la somme investie et le produit additionnel soit très favorable, même pour les investissements les moins importants, l'expansion agricole ne produit pas d'économies extérieures. Ces investissements ne sont donc pas

en mesure de déclencher le processus cumulatif qui a caractérisé l'histoire économique des pays jouissant aujourd'hui des revenus les plus élevés. Si, toutefois, l'expansion industrielle reconnaît dans l'existence des économies extérieures son facteur déterminant, on ne pourrait pas soutenir que la première formation des centres industriels et leur spécialisation tant dans le cadre national qu'international, aient été le résultat d'une politique délibérée. A ce propos, on serait obligé de faire appel à l'explication historique où le facteur politique et ce que l'on dénomme « accident historique » occupent une place de premier plan.

Dans l'économie mondiale actuelle, les échanges internationaux de marchandises portent sur un nombre croissant de produits qui ont leur origine, non pas dans les différences naturelles de climat, de latitude, de fertilité du sol, mais dans les différences de développement industriel (3). Or, la théorie dynamique des coûts comparatifs reconnaît une structure comparative de coûts, différente, pour chaque niveau de revenu et de production. D'autre part, et bien que cela puisse paraître, *a priori*, absurde, la richesse des ressources naturelles est également fonction de la croissance économique. En effet, l'état des ressources naturelles est lié au degré de développement dont jouit un pays ou une région. Cette précision échappe souvent aux analystes qui, entraînés par l'utilisation dangereusement généralisée de l'appareil keynésien, ont tendance à confondre les ressources en exploitation avec les ressources potentielles. Ainsi, il nous paraît essentiel de pouvoir faire une distinction entre, d'une part, l'importance économique d'une main d'œuvre réduite en état de chômage dissimulé ou chronique ou simplement une veine minière prospectée et d'autre part, l'utilisation d'ouvriers victimes de chômage technologique ou cyclique ou l'intensification du rendement d'une usine, même au delà de son point de production optimum. On pourrait même dire que l'obstacle majeur qui s'oppose à l'expansion économique est constitué par le plein emploi, dans divers secteurs de l'économie, des facteurs de production disponibles, constatation qui est absolument identique avec l'affirmation d'usage selon laquelle les goulots d'étranglement qui se forment dans plusieurs secteurs de la ligne de production sont à l'origine de l'inélasticité qui caractérise la production de ces pays.

Le Professeur Viner, un des noms les plus célèbres de la tendance néo-libérale, souligne précisément : « La Suisse n'a presque pas un seul avantage naturel pour son développement économique. Considérant tous les facteurs naturels qui entrent en ligne de compte, elle peut être qualifiée comme un des pays les plus pauvrement

dotés du monde. Pourtant la richesse nationale par tête d'habitant atteint ou presque le niveau le plus élevé (au monde) ; son revenu par tête d'habitant étant également élevé. » (4)

Cela ne contredit pas le fait que le développement d'un pays sera beaucoup plus aisé et rapide si, toutes choses étant égales, les ressources naturelles dont il dispose sont abondantes. Un pays pauvre en avantages naturels devra entreprendre un effort plus considérable qu'il serait nécessaire pour un pays jouissant d'une dotation plus considérable en ces mêmes ressources. L'argument consiste dans le fait que les ressources naturelles qu'on voulait à tout prix envisager comme des données fixes ne l'ont jamais été et ne le seront pas, à plus forte raison dans l'avenir, et que tout pays, si désavantagé soit-il, peut combler ce vide.

Il ne serait donc pas abusif de prétendre que les ressources économiques se multiplient au fur et à mesure que le processus de croissance se développe. Il apparaît alors que la notion courante de « coût » ne peut plus servir de critère pour déterminer la rentabilité ou l'utilité de protéger la création d'une entreprise productive. Si, par contre, on ne veut pas se défaire de cet outil traditionnel, il y aurait possibilité d'introduire la notion de « coûts réels-prospectés ». Ceux-ci détermineraient les coûts, à chaque niveau probable de la production et de la conjoncture, en tenant compte non seulement du résultat financier, mais également du rendement social, c'est-à-dire des économies extérieures, dans le sens large du terme, dont bénéficiera l'économie du fait du fonctionnement de l'entreprise. Nous nous empressons toutefois de remarquer qu'il serait quelque peu illusoire de croire qu'une pareille initiative statistique, du genre Leontief, pourrait être entreprise, dans les conditions actuelles des pays intéressés (5).

Axer les plans de développement d'un pays sur les facteurs disponibles constitue également, pour une autre raison, une optique à courte vue. En effet, il serait peu réaliste d'étudier les possibilités de croissance d'une économie sans considérer la mobilité des facteurs de production et notamment du travail, qui bien qu'aujourd'hui restreinte, prendrait une nouvelle vie avec l'application d'accords d'intégration régionaux, pour autant que ces plans englobent des économies qui ont un taux d'occupation et des niveaux de développement sensiblement différents.

Ceci dit, il y aurait peut-être lieu de nous élever un peu au-dessus de cette réalité quotidienne qui rétrécit souvent l'horizon de l'homme de science et de nous rappeler des vérités plus essentielles. Ainsi, un des postulats élémentaires de la physique nous enseigne

que la masse et l'énergie sont, théoriquement, interchangeables et cela sans limite. Mais, la masse et l'énergie, dans leurs diverses formes et associations, constituent ce que nous désignons par « ressources énergétiques ». Et il est certain qu'il n'y a pas de pénurie de masse sur notre planète ; de même l'énergie latente qui pourrait être vivifiée dépasse l'imagination. Les estimations entreprises pour démontrer les possibilités qu'ouvre à l'humanité la science nucléaire, tant sur le plan énergétique que sur celui de la transmutation d'éléments, illustrent bien cette affirmation théorique (6).

Mais, si l'ère atomique n'est pas d'aujourd'hui (7), celle de la chimie organique est déjà amorcée (8) et nous indique bien, elle également, que la limite de l'offre des ressources matérielles se trouve circonscrite par les limites du génie scientifique et organisateur de l'homme capable de tirer ces ressources de l'ensemble de la masse et de l'énergie que la nature nous procure. Cette nouvelle définition des « ressources » est donc à la base de la modification qui doit être opérée de la théorie économique afin qu'elle puisse être en mesure de s'occuper valablement des problèmes de la croissance économique.

Cette parenthèse étant fermée, retrouvons notre raisonnement qui considérait la mobilité internationale du facteur travail. Or, cette notion touche de près celle de la productivité. En effet, bien que statiquement, la productivité et l'emploi n'aient aucun rapport, ils se trouvent, sous l'angle dynamique, en liaison étroite. Dans les pays pauvres, le sous-emploi est une des raisons essentielles du degré restreint de la productivité. En effet, une demande accrue, résultat de la hausse du revenu national, peut être satisfaite soit par un accroissement de la productivité, soit par une augmentation de l'emploi. Seule l'industrialisation, par l'accroissement de l'emploi qu'elle entraîne, rend possible la hausse de la productivité.

En ce qui concerne le secteur agricole, le dilemme se pose de façon différente. Ainsi, dans les pays où l'espace cultivable est déjà saturé, ce qui est le cas pour la plupart des pays en question, la hausse de la production est surtout liée à l'accroissement du degré de mécanisation. Or, de la modification du rapport capital-travail résultera une diminution du nombre des travailleurs agricoles employés. La nécessité d'utiliser ceux-ci dans d'autres secteurs de la production deviendra pressante afin que le problème du chômage tout court et du sous-emploi ne gagnent en acuité. Ainsi, l'industrialisation devient de plus en plus indispensable. En l'évitant, l'aug-

mentation de la productivité sera directement liée à l'accroissement de toutes formes de chômage. Ce canevas a d'ailleurs été déjà vérifié durant la croissance économique des pays aujourd'hui évolués et il est difficile de voir comment les événements pourraient suivre aujourd'hui un cours différent. Ainsi se trouve fondé le principe que l'établissement d'une entreprise non compétitive sur le marché mondial peut s'avérer avantageuse pour l'économie nationale. En effet, même si l'on raisonne en termes statiques, la création de cette firme non compétitive, en allégeant le fardeau du sous-emploi, favorise l'augmentation de la productivité dans un autre secteur de l'économie. D'autre part, cette entreprise, dont le coût de production dépasse celui des établissements concurrents, peut être parfaitement rentable dans le cadre de la comptabilité nationale, si l'on tient compte du fait qu'elle distribue un pouvoir d'achat dont une partie au moins serait de toute façon puisée à d'autres sources.

Le chômage, la rémunération insuffisante du travail et le degré peu élevé de la productivité sont étroitement liés en un cercle vicieux. En effet, ces salaires sont fonction du niveau de la productivité et du degré de chômage tandis que, d'autre part, ils justifient la résistance à l'amélioration du niveau de la technique. Cette dernière n'est pas considérée comme intéressante puisque le point de vue du rendement de chaque entreprise, prise individuellement, s'oppose à l'accroissement de la proportion capital-travail. Le raisonnement serait identique même pour l'économie nationale considérée dans son ensemble sous l'angle statique, ce qui dans la réalité correspond à une période de stagnation. C'est d'après ces considérations qu'on sera autorisé à affirmer que l'industrialisation représente en soi l'élément dynamique du développement. Myrdal a ainsi formulé la fameuse phrase : « ... it is almost tautological to state that the poorer regions remain mainly agricultural. » (9).

Si on laisse maintenant de côté la question de la part du revenu qui doit être investi, il ne serait pas erroné de constater que le pouvoir étatique a, par le truchement de la hausse du barème des salaires minima, la possibilité de favoriser l'augmentation de la productivité. On pourrait ainsi généraliser et affirmer que plus la législation sociale d'un pays est développée, plus les entrepreneurs seront amenés à prendre les mesures utiles pour rationaliser la production.

D'autre part, l'expérience prouve que la main-d'œuvre abondante et bon marché n'a pas constitué, à part de rares exceptions, un facteur d'attraction pour l'industrie, les forces en jeu œuvrant dans la direction opposée étant plus puissantes. Ainsi, c'est le travail qui est

obligé d'émigrer vers les régions de demande croissante. Or, le fait que le courant d'émigration internationale devient de plus en plus restreint permet de déceler une note d'optimisme. L'ajustement démographique à l'inégalité internationale croissante étant infirmé, le déséquilibre qui en résulte assure d'une part aux pays pauvres surpeuplés, face à leur appareil productif, une force de développement potentielle tandis que, d'autre part, la pression démographique vis-à-vis des possibilités d'emploi constitue un facteur de pression sociale dont les autorités responsables seront obligées de tenir compte afin qu'il ne dégénère en troubles. Ainsi, le souci de protéger les institutions existantes, à un moment où l'effet de démonstration appliqué à la diffusion des niveaux d'existence joue de plus en plus et où le conflit idéologique qui sépare le monde prend de très grandes proportions, est en mesure d'amener les autorités responsables à envisager sérieusement la question du développement économique. La création d'une zone de libre échange absolu entre les pays de l'Europe occidentale offrirait un exode à cette pression et, par conséquent, détruirait un facteur qui, par sa force de négation, pourrait se transformer en un élément positif.

Un rapport de l'E.C.L.A. (10), prenant position dans le grand problème qui divise les économistes qui s'occupent des questions relatives à la croissance économique des pays pauvres, à savoir du choix entre les entreprises industrielles à capital intensif et celles à travail intensif, suggère d'employer la productivité comme critère de la politique d'investissements, en ce sens qu'il y aurait lieu d'utiliser le peu de capital disponible là où son utilisation paraît être la plus productive. Ainsi, il n'y aurait aucune raison de détruire ou de mettre au rebut le capital existant si, malgré son état désuet, il est plus productif de consacrer les nouveaux investissements à d'autres activités qu'au remplacement de l'équipement existant.

Si ce critère est parfaitement rationnel dans un état économique stationnaire, il ne peut être valablement utilisé dans une conception dynamique de l'évolution économique où les investissements sont considérés en fonction non de leur productivité actuelle mais de leur rendement potentiel, compte tenu des économies extérieures dont bénéficiera le système dans son ensemble. C'est pour cette raison qu'une politique d'investissements doit opérer une nette distinction entre les intérêts de l'entrepreneur et ceux de l'économie nationale.

Nous avons ainsi retrouvé ici un de ces arguments trompeurs qui, s'appliquant à un système théorique parfaitement intégré d'une économie stationnaire en équilibre paraissent absolument perti-

nents. Ce problème est beaucoup plus brûlant dans une économie pauvre non parce que, comme soutient le rapport, il ne se pose pas de la même façon que pour les économies évoluées, étant donné le développement harmonieux des différents secteurs, le rythme contenu de la croissance de la population et l'abondance de l'épargne réalisée, mais parce que l'économie pauvre n'a pas encore accédé au processus cumulatif de croissance qui lui fournira les forces de l'expansion. Il serait difficile de soutenir que, dans les économies avancées, la distribution des investissements se fait de la manière la plus rationnelle dans l'intérêt général de l'économie, mais cette insuffisance est beaucoup moins sérieuse pour la raison justement énoncée.

D'autre part, poser ainsi le problème sous-entend que la dotation en capital est donnée pour chaque pays. Or, l'effort principal vise justement l'accroissement du capital investi. Le grand reproche, d'ailleurs, que certains auteurs formulent à l'égard de la liberté du commerce international et du courant des investissements internationaux est qu'ils ont comme effet de « geler » la dotation en industries et en facteurs de production.

Avant de nuancer notre raisonnement, il convient d'éclaircir la notion de « degré de dotation en capital ». Ainsi, on a trop souvent tendance à confondre les techniques qui nécessitent des investissements peu considérables et les techniques qui exigent peu de capital par personne employée. Encore existe-t-il une différence entre l'investissement par unité de produit et l'investissement par travailleur. Or, s'il est vrai, comme le démontrent des études récentes, qu'en règle générale l'augmentation de la capitalisation d'une industrie diminue la proportion de capital par unité de produit, les pays pauvres devraient s'acheminer vers le regroupement sélectif de leurs unités industrielles. Ainsi, les techniques modernes, bien qu'elles exigent des investissements considérables et un taux de capital par travailleur beaucoup plus élevé, emploieraient, en réalité, un pourcentage de capital moindre par unité de produit et seraient ainsi plus productives (11).

Ce regroupement sélectif du capital national est réalisable par le truchement des réserves d'amortissement des industries établies. Enfin, pour parer au danger de monopolisation, il serait rationnel que chaque pays se spécialise, grâce à des unités de production importantes, dans un secteur industriel spécifique. Cette procédure est justement intéressante parce qu'elle économise le facteur rare qu'est le capital. Or, cette économie ne découle pas du rapport capital-travail comme il est établi au stade du processus de la

production, mais du rapport capital-autres ressources par unité de produit. Cette construction n'est pas fondée sur un paradoxe : la preuve est que l'industrie américaine n'arrive à concurrencer la production mondiale que grâce à son niveau élevé de capitalisation, qui lui permet de jouir d'une production élevée (12).

Il est vrai que cette construction libère, d'autre part, de la main-d'œuvre et accentue ainsi le problème du chômage. Or, même si on raisonne en termes statiques, on s'aperçoit, abstraction faite du désordre social que constitue la main-d'œuvre en chômage, que cette politique est absolument intéressante pour l'économie nationale puisqu'elle augmente la productivité et permet ainsi le dédommagement de cette main-d'œuvre à un taux qui excéderait celui de son salaire antérieur. Cette analyse ne doit pas se confondre avec la progression au long de la courbe du coût unitaire moyen d'une entreprise, car l'augmentation de la dotation en capital d'une unité industrielle est liée à la formation d'une autre courbe dont le nouveau point optimum se trouve situé plus à droite et à un niveau inférieur du point précédent.

Il est ainsi difficile de justifier l'idée, si répandue dans les pays pauvres en capital mais riches en main-d'œuvre non qualifiée, en chômage ou sous-employée, qu'il conviendrait d'adopter des techniques peu productives mais exigeant peu de capital par travailleur. En effet, la croissance économique ne peut s'accélérer que dans la mesure où s'accroît, grâce à l'augmentation de la productivité, l'écart entre ce que chaque travailleur produit et ce qu'il consomme. On peut ainsi dire que, dans un système parfaitement rationnel, la productivité dépend de la somme de capital investie par tête de travailleur.

Toutefois, les solutions techniques que les pays pauvres se voient obligés d'adopter sont non seulement coûteuses mais correspondent, dans la plupart des cas, à des unités de production dont la grandeur du rendement optimum dépasse les besoins actuels de ces pays. L'alternative serait que d'autres marchés s'ouvrent à leurs produits, condition qui, disons-le, n'était pas indispensable pour les techniques « avancées » à l'époque de la Révolution industrielle. Mais le problème des débouchés, vu à travers les diverses politiques de protection nationale, n'est pas la difficulté la plus grande. La technique moderne n'est pas seulement coûteuse, elle est également compliquée, si bien que l'équipement actuel provient uniquement des pays industriellement intégrés. Cette réflexion a une immense portée. Quand les pays aujourd'hui développés se sont industrialisés, ils pouvaient aisément s'équiper avec le concours des industries

existantes, du moins il n'existait pas d'alternative. En effet, il était possible d'entreprendre la production d'un équipement un peu plus développé que l'équipement utilisé en employant la technique traditionnelle et ceci jusqu'au moment où le processus technique ait connu un développement cumulatif. Aujourd'hui, l'équipement de l'économie ne peut être qu'importé. Or, et malgré le développement constant de la technique qui alourdit leur tâche, les pays pauvres devront entreprendre l'effort nécessaire pour se libérer de cette dépendance qui ne peut que peser lourdement sur leurs chances de prospérité.

Mais le problème des industries d'équipement n'en est pas seulement un en termes d'indépendance économique; il lie également le progrès technologique au mouvement de la main-d'œuvre et du chômage technologique.

Il y a lieu de remarquer que les industries d'équipement offrent les plus vastes possibilités d'absorption, puisque dans ce secteur l'emploi se développe plus rapidement que dans les industries de consommation (13). Les profits qui s'accumulent entre les mains des entrepreneurs par le fait même de l'introduction des innovations techniques sont, pour une grande partie, utilisés pour de nouveaux investissements qui stimulent la demande des biens d'équipement. De ce point de vue, les pays pauvres manquant d'industries d'équipement se trouvent dans une position très défavorable quant à leur développement interne. Ces profits, quand ils sont employés pour l'acquisition d'équipement, sont transférés vers les grands centres industriels de manière à stimuler l'emploi dans ces régions et non dans les économies en question. Ainsi, l'économie pauvre est non seulement défavorisée au point de vue de sa politique de plein emploi mais est, pour généraliser, privée de tous les effets de l'accélérateur (14). En effet, le processus d'accélération, puisqu'il joue par les investissements sur l'équipement, est caractéristique d'une situation déjà avancée. Par conséquent, dans les pays privés d'industrie d'équipement, le réinvestissement des profits n'a tendance à réabsorber le chômage technologique créé que dans la mesure où il est investi dans l'industrie du bâtiment et dans quelques parties de l'équipement qui peuvent être produites dans le sein de ces pays.

Les classiques, exception faite de Ricardo, ont reconnu la thèse de l'auto-compensation, aux termes de laquelle le chômage technologique est automatiquement compensé par de nouvelles possibilités d'emploi. En effet, là où les réalisations du progrès technique sont appliquées, le prix des produits aura tendance à baisser,

facteur qui à son tour stimulera la demande soit pour ces produits, soit vers d'autres branches. Si la demande n'est pas accrue, il y aura un gonflement de l'épargne qui, par le truchement de la réduction du taux d'intérêt, augmentera le taux d'investissements. Ainsi, le niveau de l'emploi sera indirectement affecté vers la hausse.

Cet argument est, dans le cas des pays pauvres, fortement invalidé par l'inertie dont fait preuve le mécanisme de l'offre, ainsi que par le processus monopolistique qui entre automatiquement en jeu. D'autre part, si l'investissement des profits en équipement acheté à l'étranger offrait un moyen d'absorber toute la main-d'œuvre en chômage technologique, chômage résultant des transformations techniques qui ont été à la source de la formation de ces profits, le problème serait relativement simple. Or, il y a une différence considérable entre les profits qui se réalisent à l'occasion du déplacement d'un ouvrier et le capital nécessaire pour réembaucher cet ouvrier (15). Il est encore intéressant de remarquer que, plus l'équipement de l'appareil productif est perfectionné, plus on aura la possibilité et l'intérêt à intégrer dans la production de la main-d'œuvre non spécialisée qui acquerra ainsi, progressivement, l'esprit industriel.

Walther Hoffmann, dans une étude publiée en 1931 (16) étudiait déjà le rythme de la production additionnelle pour les industries de biens de consommation et les industries de biens d'équipement et arrivait à la conclusion que la diminution de cette proportion constituait un indice de développement. Il a été, en effet, prouvé que le système industriel se développe à partir de la production des biens de consommation pour lesquels existe déjà un marché intérieur. Les industries des biens d'équipement prennent le pas dès que le mouvement d'industrialisation est en expansion.

Il est probable que, à cause de ce développement, on sera tenté d'objecter que cette évolution a été justement dictée par les responsabilités mondiales des puissances industrielles. Cette thèse est aisément réfutée non pas seulement grâce à l'image que la production mondiale nous offre, mais également par la constatation que, lorsque de l'équipement est exporté vers les pays non industrialisés, il s'agit dans la plupart des cas d'un outillage bon marché mais techniquement démodé.

Il nous paraît, enfin, qu'il serait logique d'inclure dans cet effort visant la constitution d'entreprises productrices de biens d'équipement, tous les investissements affectés à l'enseignement

technique et scientifique. En effet, dans le cas où ces pays ne sont pas en mesure de produire les cadres nécessaires au fonctionnement de leur appareil productif, ils demeureront obligés de s'adresser à l'étranger, non seulement pour les fournitures matérielles, mais également pour l'équipement humain.

On pourrait même voir dans ce dernier besoin un impératif bien plus brûlant car, contrairement à l'équipement technique, les êtres humains, sous la forme d'experts, ne demeurent pas toujours insensibles aux grands intérêts en jeu. Or, il est naturel qu'on soit quelquefois méfiant à l'égard de ces experts — envoyés actuellement à titre gracieux, en abondance et sous différents prétextes par des organisations internationales, des institutions nationales ou des gouvernements — du fait justement qu'ils sont souvent influencés moins par des gouvernements que par des milieux économiques qui se considèrent lésés par le développement économique des pays arriérés.

Il est vrai que la question de savoir si oui ou non les puissances industrielles cherchent à freiner le développement du secteur secondaire des pays pauvres est fortement controversée. À notre avis, les deux camps détiennent une part de la vérité. En effet, il est logique que l'industrie de l'équipement ainsi que les établissements spécialisés, travaillant à l'aide de techniques poussées, voient d'un œil plutôt favorable le développement de la demande de la part des pays en cours de croissance rapide. Par contre, les industries qui se croient sérieusement visées ont tout intérêt à faire en sorte que cette nouvelle concurrence soit le moins dangereuse possible. Il est ainsi risqué d'essayer à évaluer la somme algébrique de ces réactions contradictoires, comme elle devrait être reflétée dans la politique respective des gouvernements, car s'il est logique que l'intensité de la réaction hostile d'un intéressé qui se sent lésé soit plus puissante que l'accueil complaisant manifesté par la partie qui espère accumuler un nouvel avantage, il est également vrai que le secteur en expansion est plus dynamique et voit justement dans la conquête de nouveaux débouchés la garantie même de son existence. Il est d'ailleurs indéniable que les cercles industriels de ces secteurs en expansion ont joué un rôle important dans la définition de la forme et, ensuite, des modalités d'exécution de l'aide américaine à l'étranger, bien que dans ce chapitre le facteur politique soit censé jouer le rôle déterminant.

Si nous aurons l'occasion de déplorer, par la suite, le manque de rationalité qui caractérise, en général, le comportement de

l'être humain, nous voudrions insister, dès maintenant, sur la carence de l'orientation professionnelle.

Sans souhaiter le travail forcé, on doit néanmoins constater que le choix de la formation professionnelle, quand il n'est pas motivé par des considérations immédiates de gagne-pain, est alors dicté par une considération subjective des conditions économiques futures. Une pareille appréciation contient une erreur de raisonnement fondamentale qui est une erreur d'optique. En effet, l'individu ne dispose que d'une image, plus ou moins exacte, des conditions et des besoins professionnels présents et c'est par l'extrapolation de ces données essentiellement statiques qu'il tâche de concevoir une évolution qui, elle, est dynamique.

La situation devient plus complexe dans une économie pauvre où les initiatives stimulatrices sont attendues de la part du pouvoir étatique. Dans ce cas, les citoyens n'ont pas la faculté d'établir des prévisions qui sont nécessairement conditionnées par les mesures économiques que les autorités ont l'intention de prendre, mesures qui, par définition, ne répondent pas aux lois du marché. Ainsi, tant l'Etat que les citoyens, considérés individuellement, ont tout intérêt à ce qu'une orientation professionnelle rationalise l'éducation de la population.

S'il est reconnu que l'orientation professionnelle, du moins sur le plan des professions libérales, est indispensable pour la mise en valeur du facteur humain, il faudra également admettre que cela nécessite une large divulgation et la vulgarisation du programme de développement économique du pays.

NOTES DU CHAPITRE III

- (1) Par « économie extérieure » nous entendons les avantages d'intérêt extérieur à l'entreprise qui résultent de la mise en valeur de celle-ci. L'éducation, l'expérience et l'habileté technique sont incluses. Pour une introduction à la théorie marshalienne, v. ARNDT : « External Economies in Economic Growth », *The Economic Record*, Nov. 1955, p. 192. Il va sans dire que la création d'écoles professionnelles assure la formation productive du facteur humain avec des normes plus rationnelles et efficaces.
- (2) W. Arthur LEWIS : *The Theory of Economic Growth*, London, 1955, p. 279.
- (3) Un rapport de la C.E.E. écrit très justement : « A la vérité, c'est peut-être à peine un paradoxe de dire qu'il est plus juste d'établir une distinction entre les pays qui ont su avancer plus ou moins rapidement et avec plus ou moins de succès sur la voie de la découverte qu'entre ceux qui sont

« favorisés » par la nature et ceux qui sont « défavorisés ». *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1953*, p. 190.

- (4) *International Trade and Economic Development*, op. cit., p. 103.
- (5) On fait également allusion à la possibilité d'établir des « bilans » qui indiqueraient si la production prospectée serait intéressante. On se propose ainsi de mettre au passif la différence entre le prix de la marchandise nouvellement produite et le prix qui règne sur le marché. A l'actif figureraient les nouveaux revenus distribués, moins les revenus que les facteurs de production pourraient se procurer en étant employés dans d'autres activités. Cette théorie ne peut pas être retenue parce qu'elle fait appel, de nouveau, à un raisonnement statique.
- (6) v. tout spécialement : A. ANGELOPOULOS : *Will the Atom Unite the World ? Economic social and political aspects of the atomic age*, London, 1957. — O.E.C.E. : *L'Industrie devant l'énergie nucléaire*, Paris, 1957. — Cowles Commission for Research in Economics under the direction of S. SCHURR and J. MARSCHAK : *Economic Aspects of Atomic Power*, Princeton University Press, 1950. — W. ISARD and V. WHITNEY : *Atomic Power - An economic and social analysis*, New York, 1952.
- (7) M. David MORSE, Directeur général du B.I.T., dans son rapport à la quarantième Conférence Internationale du Travail — *L'automation et les autres progrès de la technique*, Genève, 1957, p. 22 — examinant le rythme du progrès, exprime l'idée suivante : « ...aux Etats-Unis, la Sous-commission de la stabilisation économique, dans son rapport sur l'automation et d'autres progrès de la technique, est arrivée à la conclusion que l'évolution sera, selon toute probabilité, assez lente; les auteurs du rapport sur l'automation élaboré par le Département britannique de la recherche scientifique et industrielle ont exprimé le même avis... Diverses autorités ont émis une opinion semblable en France et dans divers autres pays... Pourtant, la prudence voudrait que l'on notât qu'il y a quelques années seulement, tant l'automation que l'utilisation de l'énergie atomique étaient considérées comme des problèmes dont la solution pratique serait pour la prochaine décennie, non pour la présente. Or les choses ont pris, dans ces deux domaines, un cours plus rapide que ne l'avaient pressenti les observateurs les plus qualifiés. L'histoire ne nous apprend-elle pas que les prévisions relatives à l'expansion de toute nouvelle technique pèchent plutôt par excès de circonspection ? La croyance dans le caractère graduel des changements résiste-t-elle à l'expérience ? »
- (8) Pour la valeur actuelle des ressources naturelles et leurs substituts, v. *Resources for Freedom*, The President's Materials Policy Commission. Paley Report, Washington, 1952.
- (9) G. MYRDAL : *Economic Theory and Under-Developed Regions*, op. cit., p. 29.
- (10) *Theoretical and Practical Problems of Economic Growth*, 1951, E/CN. 12/221, p. 58.
- (11) v. M. DOBB : « Note sur le « degré d'intensité » capitaliste des investissements dans les pays sous-développés », *Economie appliquée*, juill.-sept. 1954, p. 299. — W. GALENSEN et H. LEIBENSTEIN : « Investment criteria, productivity, and economic development », *The Quarterly Journal of Economics*, August 1955. — C. BETTELHEIM : « Le problème de la maximisation de la croissance économique », *Revue Economique*, janvier 1957, p. 3.
- (12) Ce sont d'ailleurs les pays industriels, eux-mêmes, qui nous fournissent l'exemple sur toute la gamme du raisonnement. Ainsi, à part des tendances structurelles bien définies qui régissent l'évolution industrielle à l'intérieur de chaque pays, on remarque qu'une des conséquences importantes de la signature du Traité de Rome sont les initiatives entreprises

en vue de la création de véritables noyaux industriels au-delà des frontières politiques.

(13) E.C.L.A. : *Theoretical and Practical Problems...*, op. cit., p. 55.

(14) On pourrait supposer à première vue que l'effet du multiplicateur est $\frac{\Delta c}{\Delta y}$ très important du fait de la très forte propension à consommer. — est,

dans notre modèle, proche de l'unité et même, dans certains cas, plus élevée grâce au crédit accordé. Or, c'est alors que la politique monétaire intervient et ouvre la soupape des importations afin d'empêcher que les pressions inflationnistes, résultant de la rigidité de l'appareil productif, détruisent la stabilité monétaire. On pourrait ainsi concevoir qu'un accroissement du revenu domestique puisse engendrer, en fin de compte, une demande d'importations plus élevée que la dépense originelle (effet KINDLEBERGER).

(15) Le délégué des travailleurs grecs à la session annuelle de l'O.I.T. de 1957, M. A. KYRIAKOPOULOS, parlant sur le thème général de l'automation, attirait l'attention de la Conférence sur le fait qu'en 1956 le nombre des travailleurs grecs occupés dans l'industrie accusait une diminution par rapport à l'année 1952, et ceci malgré le fait que la production avait augmenté de 60 %.

(16) *Studien und Typen der Industrialisierung. Ein Beitrag zur quantitativen Analyse historischer Wirtschaftsprozesse.* Jena, 1931.

DEUXIEME PARTIE

LA NOTION DE RATIONALITÉ

CHAPITRE IV

LA NOTION DE RATIONALITE DANS LE SECTEUR PRIMAIRE

Ricardo, en présentant les problèmes économiques comme ils se posaient à son temps, attribuait, très justement d'ailleurs, un rôle prépondérant à la terre du fait que les dépenses alimentaires tenaient alors la première place dans les budgets des Anglais. En 1948, R.-F. Harrod, en sélectionnant les variables pour son livre : *Towards a Dynamic Economics*, a cru pouvoir laisser la terre de côté, comme un facteur dont l'influence n'est pas importante (1).

Ricardo et Harrod reflètent, tous deux, les problèmes de leur temps. Ceci nous amène à constater que non seulement l'intérêt de la terre dans la conjoncture actuelle perd de plus en plus d'importance mais également que la croissance économique est en mesure de libérer les économies des limites qu'imposait jadis la nature et ceci tant du point de vue de la production d'aliments que de la conservation de matières premières.

A l'argumentation impressionnante qui s'appuie sur la constatation bien trop évidente que, dans le cadre mondial, les pays agricoles sont les moins riches (2), et dans l'enclave nationale, les régions paysannes sont les plus pauvres, on a répondu en citant l'exemple de l'agriculture d'Europe occidentale, soi-disant « prospère ». A ce propos, remarquons qu'elle ne constitue qu'une faible

partie de la production globale des pays de l'Europe occidentale et qu'elle subsiste en suivant même une courbe descendante. Elle n'a donc pas été créée parce que l'environnement industriel lui faisait miroiter des perspectives intéressantes. Quelles sont donc les forces qui permettent à cet état de fait de s'éterniser ?

Tout d'abord, la production agricole est fortement protégée pour des raisons d'ordre politique. En effet, grande est l'importance d'une production agricole domestique qui soit en mesure d'assurer, en cas de nécessité, une certaine autonomie de subsistance. En outre, le nombre de producteurs liés à la terre, vu la division de celle-ci en petites unités, constitue un sérieux avantage électoral. Dans les pays gouvernés par les forces conservatrices, cette préoccupation est souvent appuyée par l'argumentation que la campagne constitue le bastion de la Droite. « Tout paysan qui s'enrôle dans l'industrie signe un contrat de prolétarianisation. »

La subsistance de l'agriculture européenne constitue, d'autre part, une manifestation de l'irrationalité (3) de l'être humain. Loin d'être apparenté à l'*homo œconomicus* des hédonistes du XIX^e siècle, le « homo » de la société contemporaine émancipée se comporte souvent de manière peu économique, à tel point qu'on pourrait affirmer que celui qui existe est uniquement le *homo*, l'homme. D'autres préoccupations ont la priorité (1) et on remarque ainsi que les agriculteurs fortement enracinés dans la vie campagnarde, ne sont pas alléchés par les différences substantielles de revenu et préfèrent mener une vie, la plupart du temps misérable plutôt que d'entrer dans le circuit industriel (5). La portée du facteur personnel est ici beaucoup plus étendue que ce que l'on pourrait croire *a priori*. Nous abandonnons ainsi le domaine économique et précisément, pour cette raison, on pourrait refuser aux économistes « libéraux » le droit d'utiliser l'exemple de l'agriculture européenne comme argument économique.

En prêchant aux pays agricoles une prudence excessive en ce qui concerne l'abandon progressif de leur spécialisation dans le secteur primaire, prétextant que les jours d'aisance sont proches, on recourt volontairement à la pensée malthusienne, qu'on ne cesse ainsi d'honorer. On fait tout particulièrement allusion à la thèse célèbre selon laquelle l'évolution du facteur démographique se fait en fonction non proportionnelle de l'accroissement de la production agricole, théorie d'ailleurs statistiquement vérifiable. En s'engageant dans cette voie, on oublie de relever que les réalisations biologiques et chimiques actuelles nous posent la question de la composition de la nourriture de l'homme de demain. Si

l'effet de Malthus est aujourd'hui globalement vérifiable, il y a un point où celui-ci s'arrête et où l'effet de Brentano commence. c'est-à-dire où la hausse du niveau de vie entraîne une diminution de la natalité. Nous pouvons, en tout cas, affirmer que la hausse des prix agricoles n'est pas pour demain. En effet, il serait absurde de concevoir qu'un pays qui donne la priorité au développement de l'industrie puisse condamner son agriculture; il s'agirait d'ailleurs d'une entreprise purement irrationnelle. Ainsi, en considérant, par hypothèse, la production actuelle comme fixe (6), la rareté de celle-ci ne peut se manifester qu'en fonction de la croissance de la demande qui résulterait soit de la croissance de la population, ce qui nous ramène à la démonstration précédente, soit de l'augmentation des revenus individuels actuels.

Il est extrêmement important de préciser que le schéma, généralement approuvé, concernant la propension marginale à la consommation de produits agricoles par rapport aux articles manufacturés, n'est pas vérifiable dans toutes les situations. Suivant ce schéma, la part de la consommation non alimentaire s'accroît au fur et à mesure que le revenu individuel augmente. En réalité, la consommation de produits agricoles et de produits industriels, comparé au revenu, forment deux courbes qui se croisent. Or, le schéma indiqué n'est valable que pour le secteur qui se trouve au-dessus du point d'intersection. Quant au comportement du consommateur à revenu extrêmement faible, le phénomène contraire se manifeste, à savoir que l'élasticité du revenu pour les produits alimentaires est, à la longue, plus élevé que pour les articles manufacturés. Il faudrait encore noter que la marge qui se trouve au-dessous du point d'intersection est, actuellement, démesurément gonflée du fait de l'immense inégalité de revenus rencontrée dans les pays les plus pauvres (7).

Persévérer dans la production agricole en attendant la hausse des prix, dans un marché international de plus en plus concurrentiel, équivaut, tout particulièrement pour l'Europe méridionale, à l'obligation d'axer les niveaux d'existence des paysans sur ceux des travailleurs misérables des pays les plus pauvres. Lors de la neuvième session de la C.E.E., nous avons remarqué une intervention, très significative, de Lord Reading (8) qui soutenait que l'ouverture du marché du Royaume-Uni ne servirait pas à grand-chose aux pays d'Europe méridionale, si leurs prix n'arrivaient pas à concurrencer ceux des produits originaires d'autres régions (9). Cette situation est d'autant plus tragique que l'introduction de l'élément productivité est un handicap encore plus grand pour

cette région du vieux continent. En effet, c'est dans les pays les moins évolués ou en plus, la rétribution de la main-d'œuvre est pratiquement fonction de la loi d'airain que l'introduction de méthodes perfectionnées de production est des plus rentables (10). Enfin, soulignons qu'au fur et à mesure que l'appareil industriel se développe, les termes d'échange entre produits primaires et produits secondaires, considérés non plus en relation des prix (16) mais en rapport de la production par tête de travailleur, ont tendance à devenir de plus en plus défavorables, de même que le niveau des salaires, dans les emplois qui n'exigent pas de main-d'œuvre qualifiée, se déprécie pendant les périodes de chômage, à cause de la concurrence accrue (12).

Si nous considérons la production agricole dans l'absolu, on remarquera qu'elle contient, *a priori*, certains vices. En effet, la structure agricole est caractérisée par une mobilité restreinte du capital et notamment des fonds provenant des profits réalisés dans ce secteur. Or, dans un pays où la terre cultivable est entièrement défrichée, les investissements ne peuvent viser que l'augmentation de la productivité par mètre carré ou l'achat de nouvelle terre. Si, dans le premier cas, la marge d'amélioration paraît être faible, dans le second l'investissement correspond, en dernière analyse, à une désépargne. En effet, les gens qui prennent l'initiative de vendre leur lopin de terre sont généralement aux prises avec une situation de nécessité qu'ils tâchent d'alléger en liquidant leurs titres de fortune. Ainsi, l'épargne constituée par les propriétaires terriens prospères se dirige, par l'achat de terre, vers le marché de consommation.

D'autre part, il a été indiqué que dans des conditions de sous-emploi et de pauvreté générale, la propension marginale au loisir de l'agriculteur devient très élevée dès que ses besoins élémentaires ont été satisfaits (13). Nous estimons qu'une telle situation est absolument concevable même dans notre modèle, car il est établi que la vie campagnarde, à part son influence négative sur l'épanouissement intellectuel de l'homme, favorise l'esprit d'autarcie et, par conséquent, rétrécit l'horizon économique, politique et social de l'individu. Il faudrait encore tenir compte du fait que dans les pays pauvres la propension au loisir est encore influencée par les conditions de santé défavorables et par le fait que le revenu supplémentaire offert pour le travail marginal est souvent inférieur à l'intensité du sacrifice consenti. La tendance à l'inactivité qui constitue une puissante caractéristique de cette vie campagnarde

peut aisément acquérir le caractère d'un effet démonstratif qui influencerait les activités périphériques.

Le sous-emploi (14) constitue pour les pays pauvres un problème à la fois économique et social dont l'importance excède de beaucoup les chiffres statistiques produits. Il y a tout d'abord lieu de relever la sous-estimation constante des effectifs en chômage, due à la carence administrative. Toutefois, le phénomène du sous-emploi dissimulé occupe la place prépondérante dans cette situation dont on n'a pas, dans la plupart des cas, conscience.

A ce sujet, on cite souvent comme exemple flagrant le cas des travaux agricoles. Or, nous estimons que cet exemple, s'il illustre le caractère irrationnel des activités agricoles, ne fournit pas, par contre, une preuve de sous-emploi dissimulé. Les travaux agricoles présentent, en effet, un caractère saisonnier qui a pour conséquence de faire varier énormément les besoins du travail au cours de l'année. Mais, si une partie de ce qu'on nomme travailleurs sous-employés venait à manquer au moment des grands travaux, on obtiendrait une production moindre, la collaboration des derniers travailleurs marginaux étant celle qui permet d'obtenir la totalité de la récolte. Or, par définition, il n'y a sous-emploi que quand le prélèvement d'une partie de la main-d'œuvre employée ne diminue pas la production; dans certains cas, la réduction du travail devrait même accroître le rendement total. Répétons-le, ce raisonnement n'enlève rien à celui selon lequel l'abondance du travail disponible ne justifie nullement son utilisation dans des activités où sa collaboration n'est productive que pendant une partie du temps. Au contraire, une pareille pratique nous paraît absurde.

Si, dans certains pays, il n'y a pas lieu de parler de sous-emploi déguisé en ce sens qu'il serait possible d'absorber de la main-d'œuvre de la terre sans réduire, pour autant, la production agricole, le raisonnement précédent est, bien entendu, valable pour les conditions présentes liées à l'état de pauvreté, une réorganisation de la production agricole tout entière étant sûrement en mesure d'établir des normes de production plus rationnelles. Ainsi, dans certains cas, la mécanisation de l'agriculture a été introduite pour parer à ces fluctuations de l'emploi effectif. Cette modification du rapport capital-travail est, en effet, en mesure de réduire l'importance de la main-d'œuvre saisonnière et d'augmenter le niveau des revenus agricoles. Mais, si l'innovation a d'un côté un effet utile, de l'autre elle aggrave une situation : les variations saisonnières de l'emploi qu'entraîne la production agricole provoqueront une sous-utilisation plus importante du capital investi

en équipement. Cette situation est d'autant plus grave pour les pays pauvres que la rareté du capital est grande.

Si le sous-emploi déguisé n'est pas aussi important qu'on pourrait le croire dans le secteur primaire, il est extrêmement développé dans le secteur tertiaire. Toutefois, le fait demeure que l'existence de cette réserve de travail actuelle ou potentielle, déguisée ou non, indique que le facteur brut restrictif quant à la croissance économique n'est certainement pas le travail et que l'emploi de la main-d'œuvre dans la production industrielle ne sera pas en concurrence avec la production alimentaire, ce qui, du point de vue d'un programme de développement, est extrêmement important.

NOTES DU CHAPITRE IV

- (1) R.-F. HARROD : *Towards a Dynamic Economics*, London, 1948, p. 20 : « I propose to discard the law of diminishing returns from the land as a primary determinant in a progressive economy... I discard it only because in our particular context it appears that its influence may be quantitatively unimportant. »
- (2) Les pays riches comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Argentine ne forment pas d'exceptions. Le pourcentage des agriculteurs, comparé au total de la population laborieuse de ces pays, est bien en-dessous de la moyenne mondiale, qui se situe probablement autour de 60 %. Ce chiffre a encore tendance à baisser dans ces pays, à cause du développement de l'emploi dans les secteurs secondaires et tertiaires.
v. K. MANDELBAUM : *The Industrialisation of Backward Areas*, Oxford, 1945.
- (3) L'irrationalité économique caractérise un état de choses où le produit est inférieur à ce que pourrait donner, — dans le sens non monétaire et global du terme —, dans ce même cadre, une synthèse différente des facteurs de production.
- (4) La pondération des facteurs qui déterminent le comportement économique de l'homme dépend, certainement, du développement intellectuel, économique et social, de l'intéressé ainsi que de la société de laquelle il fait partie.
- (5) E. LUNDBERG (« Capital formation and economic progress », *Skandinaviska Banken Aktiebolag*, October 1955, p. 106), se référant au processus d'industrialisation en France au XIX^e siècle et jusqu'à l'époque du plan Monnet, remarque qu'une « surprising large proportion of the population continued to engage in rather unproductive agriculture ».
J. RUEFF (*Bulletin International des Sciences Sociales*, U.N.E.S.C.O., 1954, p. 290), considérant le résultat d'une « politique délibérée de protection de l'agriculture française », constate que celle-ci a inévitablement ralenti le développement économique général du pays.

Enfin A. PHILIP, chef de la Délégation française à la dixième session de la C.E.E., dans son exposé du 8 mai 1957 sur les « progrès réalisés par

l'économie française au cours de l'année 1956», insistait tout particulièrement sur la diminution du nombre des agriculteurs.

- (6) Il ne faudrait pas attribuer à ce syllogisme une valeur mathématique car, même dans le cas de la stabilité des facteurs consacrés aux activités alimentaires, la production bénéficierait toujours de l'avancement technique et accuserait une augmentation.
La Division des renseignements commerciaux du G.A.T.T., dirigée par H. STAEHLE, va même beaucoup plus loin. En effet, un modèle a été construit en vue d'apprécier le flux du commerce international des produits alimentaires (exception faite de ceux qui sont destinés à la fabrication de boissons, des bananes et des agrumes) en 1957-1975, et il en résulte que les régions industrialisées non-planifiées auraient un solde exportateur qui serait, en chiffre absolu, près de deux fois plus élevé que leur solde importateur correspondant en 1953-1955. Trois hypothèses principales ont été admises : a) les connaissances techniques actuelles seraient appliquées dans l'agriculture; b) les revenus agricoles pourraient augmenter au même rythme que les autres revenus; c) la population agricole active pourrait décroître modérément, de 10 pour cent par exemple, en ces vingt ans. Reproduit en lignes générales dans : *Le commerce international en 1956*, op. cit., p. 35 et suivantes.
- (7) G. MYRDAL (*An International Economy*, op. cit.) suggère qu'il y aurait lieu de formuler une loi de la manière suivante : le revenu national et l'inégalité de la distribution de celui-ci sont en corrélation négative, c'est-à-dire plus un pays est pauvre, plus son revenu est moins équitablement réparti.
- (8) Alors chef de la Délégation du Royaume-Uni à la session annuelle de la C.E.E.
- (9) E/ECE/SR. 9/19, p. 20.
- (10) La situation exceptionnellement défavorable de l'agriculture de l'Europe méridionale tient également au fait que ses exportations sont à la fois non essentielles et susceptibles d'être remplacées par d'autres produits. D'autre part, on peut croire que ces exportations ne sont pas, par leur nature, sujettes à de brusques fluctuations cycliques, comme c'est le cas du marché du café et du cacao. Toutefois, le protectionnisme auquel ces produits primaires ont à faire face est tel qu'il s'amplifie, ou se rétrécit, selon les directives de son marché intérieur, qui est plus ou moins fonction des résultats de la récolte. Cette politique ne va pas seulement à l'encontre des intérêts de l'Europe méridionale, mais empêche également ces pays d'exercer une politique à longue échéance. C.E.E. : *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1953*, Genève, 1954, p. 225 et 230.
- (11) En ce qui concerne les termes d'échange, considérés à travers les prix, il était apparu que, depuis la guerre, ceux-ci s'amélioreraient progressivement en faveur des produits primaires. Cette tendance a été, toutefois, brusquement renversée durant les derniers mois de 1957, au point que les termes d'échange se sont rabattus, en moyenne, sur le niveau d'avant 1950.
- (12) E. HOOVER and J. FISHER : « Research in regional economic growth », *Problems in the Study of Economic Growth*, National Bureau of Economic Research, New York, 1949, p. 185.
- (13) B. DATTA : *The Economics of Industrialisation*, Calcutta, 1952, p. 61.
- (14) Ceci ne veut pas dire que la dénonciation du sous-emploi dissimulé soit un événement récent. Dans une publication de 1700 — *Several particulars of the highest concern to the Kingdom of Scotland*, Edinburgh, § 3 — nous trouvons déjà une allusion à cet état de choses.

CHAPITRE V

LA NOTION DE RATIONALITE DANS LE SECTEUR TERTIAIRE

Dans la conception, bien connue, de Colin Clark et de Fourastié, ainsi que dans l'esprit de nombreux économistes qui vivent hors de la réalité des pays pauvres, il est explicitement supposé que dans les régions désinéritées la quasi-totalité de la population est engagée dans les activités primaires et que c'est uniquement au fur et à mesure que les besoins vitaux sont satisfaits que des ressources deviennent disponibles pour être occupées dans les secteurs secondaire et tertiaire. Colin Clark prend même le risque de préciser que la proportion de la population laborieuse engagée dans les activités commerciales et financières paraît fournir un assez bon moyen pour mesurer le progrès économique (1). En ce qui nous concerne, nous estimons prendre moins de risques, si nous soutenons *a priori* que, dans notre modèle, au contraire, la proportion des personnes engagées dans le secteur tertiaire diminuera avec le développement de l'économie, tendance qui se renversera après qu'un certain degré de développement sera atteint. Pour être plus précis, on pourrait représenter cette évolution par une courbe en forme de cloche inversée; dans la partie déclinante, l'activité commerciale occuperait la majeure partie du secteur, tandis que dans la partie ascendante l'activité financière gagnerait en importance.

La tendance à la commercialisation constitue, en effet, une des caractéristiques fondamentales de la vie économique des pays pauvres. Au lieu que les revenus des entrepreneurs résultent de la formation du capital productif, les entrepreneurs ont, pour diverses raisons, comme on le verra par la suite, la tentation de tirer leurs profits à travers l'échange, ce qui, au contraire, n'est ni la conséquence ni, non plus, à l'origine de la formation de capital productif. On pourrait même envisager le cas où la constitution des revenus commerciaux provoque non seulement une diminution de la formation de ce capital, mais une régression de celui-ci en estimation absolue. Ainsi, les activités commerciales introduisent un élément trompeur dans la comptabilité nationale, car si elles augmentent le chiffre du montant du revenu global, elles n'accroissent pas d'elles-mêmes le volume de la production et encore moins celui des investissements.

S'il fallait rechercher les causes superficielles et profondes, qui favorisent la tendance à la commercialisation, nous soulignerions, en premier lieu, l'état manifeste et latent du sous-emploi ou, ce qui est plus significatif, l'insuffisance de la demande de travail simple pour les occupations productives. Or, pour accomplir les transactions commerciales courantes, ni une grande habileté, ni une expérience ne sont exigées au préalable.

Certaines entreprises industrielles ou des sociétés commerciales pour l'exportation considèrent que les frais engagés seraient plus importants si elles s'occupaient à organiser directement la récolte des matières premières auprès des producteurs indigènes. Elles confient cette tâche aux intermédiaires qui, du fait du chômage étendu et de la rémunération peu élevée du travail, entrent en concurrence serrée, ce qui les amène à offrir leurs services à des prix favorables aux entreprises intéressées. Notons d'ailleurs qu'il est quasiment impossible pour le pouvoir étatique de réglementer la rémunération du travail afin d'enrayer cette concurrence abusive.

D'autre part, le nombre élevé des intermédiaires, au même niveau de la transaction, est également motivé par la somme restreinte de capital que chaque agent est en mesure de produire. Or, cette situation augmente automatiquement le nombre des agents, également dans la dégradation verticale. On pourrait même soutenir que dans des situations extrêmes de multiplicité d'agents, où le dernier vendeur offre des quantités extrêmement réduites, il y a substitution de travail au capital.

Les activités commerciales offrent, enfin, une plus grande sécurité. En effet, la viabilité des entreprises industrielles dans les pays pauvres dépend, en premier lieu, de la politique gouvernementale qui, elle, est excessivement instable puisqu'elle est fonction du jeu des différents intérêts en cause, des pressions étrangères, de la politique personnelle ou partisane des personnes au pouvoir. Le moins qu'on puisse en dire est que la politique économique ne fait pas preuve de cohérence et de continuité.

Si la marge d'élasticité de l'emploi dans l'industrie est, pour une production donnée, plutôt restreinte, dans le secteur commercial, pour un même volume de marchandises, elle est pratiquement infinie. Toutefois, dans la pratique cette variation de l'emploi trouve souvent et rapidement une limite qui découle soit de l'organisation interne des intéressés, soit de l'imposition de certaines règles juridiques. En effet, le secteur commercial, du fait de la quote-part importante qu'il détient dans la distribution du revenu national, a pu s'organiser et faire valoir des droits (2).

La tendance à la protection et, de là, à la monopolisation (3), découle du désir des intéressés d'améliorer leurs positions et surtout leurs revenus. Toutefois, il n'est pas rare que ces buts soient habilement attribués à des groupes importants de la population. Ainsi, ceux qui s'intéressent à la raréfaction du marché mettent souvent en évidence leurs vertus sociales et civiques et plaident l'apposition de barrières au nom de la stabilité, de la sécurité, de l'ordre, des bonnes conditions d'emploi, de la qualité des services offerts et de la coopération avec les autres secteurs économiques ainsi qu'avec l'administration étatique, les syndicats et les institutions de crédit. En effet, ces organismes, et tout particulièrement les autorités gouvernementales, affichent leur désir de ne traiter qu'avec les entreprises bien établies et sérieuses. D'ailleurs, une pareille structure du secteur commercial est favorable au contrôle fiscal ainsi qu'aux recettes fiscales globales, et cela indépendamment de l'accroissement du volume du revenu imposable. Les entreprises désirant accéder à des positions privilégiées considèrent que l'intervention croissante de l'Etat dans la vie économique leur procure la possibilité de provoquer, plus facilement, les initiatives désirées.

La création de ces situations monopolistiques est, enfin, favorisée par le système des licences à l'importation ainsi que par la pratique des marques et des brevets internationaux. Cette structure se consolide d'elle-même avec le temps, ce qui renforce les forces s'opposant à l'élargissement du marché. Les nouveaux-venus sont surtout défavorisés par la rareté du capital. Or, là où l'étendue

des opérations est réduite à cause de l'insuffisance du capital, de l'incapacité d'accorder du crédit et d'entretenir des stocks importants et variés qui en découlent, la période du développement infantile est nécessairement plus longue.

D'autre part, les entreprises déjà établies et prospères ont même parfois la possibilité de traiter directement avec les institutions bancaires des pays prospères. Ces entreprises, qui ont ainsi accès au marché du capital des pays évolués, bénéficient d'un avantage certain puisque les conditions de crédit sont bien plus favorables. Comme nous le verrons par la suite, cette différence du taux de l'intérêt résulte non d'une moins grande rentabilité du capital, mais plutôt de la prime de sécurité qui est incluse dans le calcul et qui est, dans les pays prospères, bien moins importante. Bien entendu, un facteur auxiliaire, constitué par les méthodes irrationnelles du fonctionnement administratif des institutions bancaires dans les pays pauvres entre, également, en ligne de compte. Ces considérations mettent en évidence un autre aspect de la question du financement, par rapport auquel les nouveaux-venus sont à nouveau handicapés vis-à-vis des entreprises déjà établies. En effet, il est évident que les entreprises qui disposent d'un plus ou moins large secteur du marché offrent une plus ou moins grande solvabilité envers les créiteurs étrangers.

La multiplicité d'agents et l'existence d'activités commerciales monopolisées ne constituent pas des effets contradictoires, car les deux situations peuvent parfaitement coexister. Il y aura alors un secteur où, à cause des différentes interventions, la chasse sera fermée et un second domaine où l'activité commerciale sera nettement pléthorique.

L'élément négatif de la commercialisation à outrance ne devrait pas être recherché ailleurs que dans la constatation que les activités commerciales distribuent un pouvoir d'achat sans produire des biens réels. S'il est vrai que le commerce, du fait de sa nature sociale par excellence, éveille l'esprit, il est également juste que le principe du gain aisé prive l'homme du stimulant au travail productif. Il est ainsi difficile de concevoir qu'un commerçant en faillite, aussi restreinte que soit son entreprise, se décide à se faire embaucher dans l'industrie.

Nous avons déjà analysé la raison pour laquelle l'accumulation de capital dans le secteur agricole ne favorise pas le processus du développement des pays pauvres. Il en est de même pour le secteur commercial où les capitaux sont dirigés soit vers l'auto-financement, soit vers de nouvelles entreprises commerciales, soit

vers des prêts dont la durée du consentement et le rendement exigé laissent peu de doute sur leur nature peu productive.

Nous pouvons maintenant résumer notre position et affirmer que la structure des économies pauvres est caractérisée par la prédominance de la propriété foncière et du capital commercial, ce qui constitue un obstacle interne majeur pour le développement de ces pays. D'autre part, les intermédiaires et le gonflement démesuré de l'éventail commercial engendrent une forme de chômage déguisé. La productivité marginale de ces occupations est négative, car leur disparition amènerait la baisse des prix (4).

On se souvient qu'en France, pendant l'Ancien Régime, une grande partie de la population laborieuse s'occupait à fournir des vivres et des services aux nobles, à la Cour et au Haut Clergé (5), ce qui, en fait, constituait pour l'économie une épargne déguisée, consommée en dernière analyse par les classes oisives. Or, un phénomène analogue et dont l'étendue est bien plus vaste se manifeste de nos jours, et il serait équitable de reconnaître que les revenus des classes parasitaires, ainsi que de la totalité des salariés en faveur desquels on a imaginé un emploi du temps pour justifier la distribution de salaires, forment, en réalité, une épargne potentielle.

Théoriquement, toute cette situation caractérisée par un degré élevé de commercialisation est expliquée en termes de ressources disponibles. On soutient ainsi qu'elle reflète la rareté du capital et de certains autres facteurs de production ainsi que l'abondance du travail non qualifié en rapport avec les possibilités d'emploi qui lui sont ouvertes. Dans ces conditions il serait possible d'affirmer que la multiplicité de commerçants, dans les deux sens, c'est-à-dire un nombre élevé d'agents à chaque niveau de transaction et le nombre excessif de transactions superposées, est économique.

Il va sans dire que cet argument a été uniquement cité comme un exemple de ces constructions théoriques statiques qui sont utilisées pour brouiller les esprits à un moment où l'attention doit être unanimement concentrée sur les problèmes dynamiques de la croissance économique. Ainsi, nous passons outre, sans consacrer plus de lignes à cette thèse (6).

Toutefois, la prédominance de l'esprit mercantile sur l'esprit de l'entrepreneur ne peut pas ne pas nous préoccuper sérieusement; car tant que les activités commerciales assurent des profits élevés, sans exiger trop d'effort et de risques, il n'est pas surprenant que

les fonctions productives, étant plus complexes et plus risquées. soient négligées.

NOTES DU CHAPITRE V

- (1) *Conditions of Economic Progress* (2^e éd.), p. 39.
- (2) Il nous a été rapporté que dans certains pays les personnes privées ne sont pas normalement autorisées à importer des voitures automobiles pour leur propre usage. Cette mesure serait justifiée par le fait qu'une telle pratique prive les importateurs de leur activité professionnelle.
- (3) Les termes « monopole » et « monopolisation » (comme noms) ou « monopolistique » et « monopoleur » (comme adjectifs) sont largement utilisés dans la présente étude. Comme ces expressions n'ont pas encore trouvé leurs places dans les dictionnaires, elles nécessitent d'être précisées. Dans la littérature économique contemporaine, on utilise ces expressions en tant que termes techniques pour qualifier des industries et des situations commerciales caractérisées par un degré élevé de concentration en ce sens qu'une ou un nombre limité d'entreprises détiennent une grande proportion de la production ou du commerce. La différenciation traditionnelle entre monopole et oligopole est ainsi remplacée par la notion de « degré de monopole ».

Pour l'élaboration de l'analyse du complexe monopolistique, comme il se présente dans les pays pauvres, je dois une part de la réflexion à des entretiens que j'ai eu avec G. LOUCOPOULOS.

- (4) Quand les échelons successifs qui séparent la production de la consommation bénéficient de positions privilégiées, l'imposition d'une marge de bénéfice fixe et inélastique de la part de chaque agent accable le prix du détail à des proportions inimaginées. Une étude sur le commerce des raisins en Grèce décompose ainsi le prix au détail comme il était formé sur le marché d'Athènes en 1955 : production, 50 % ; intermédiaires au rassemblement, 1,7 % ; rassemblement local sur la place de la production, 0,5 % ; frais de chargement et de transport jusqu'à l'emplacement définitif, 0,1 % ; emballage, 1,4 % ; frais de transport jusqu'au marché de consommation, 3,9 % ; autres frais, 0,8 % ; bénéfices du commerce de gros et de détail, 41,6 %.

A. ΜΠΕΡΝΑΡΕΣ : *Proshedion synoptikes ektheseos epi tes diakineseos kai emporias ton nopon proionton kai tes idryseos kentrikes agoras en Athenais*, Ekdosis Agrotikes Trapezes tes Hellados, 1955, p. 4. Il serait intéressant de mentionner ici une donnée fournie par J.-B. JAFFERS : *The Distribution of Consumer Goods*, Cambridge University Press, 1950, p. 46. Il y est indiqué qu'en Angleterre le coût de production des biens de consommation n'est grevé que d'un pourcentage d'environ 30 % jusqu'au stade de la consommation.

- (5) BUCHANAN and ELLIS : *Approaches...*, op. cit., p. 58.
- (6) Une thèse semblable est soutenue par P.-T. BAUER tout au long de son ouvrage théorique : *West African Trade*, Cambridge, 1954.

CHAPITRE VI

LA NOTION DE RATIONALITE DANS LE SECTEUR SECONDAIRE

La rentabilité financière d'une entreprise industrielle ne constitue pas la preuve de sa rentabilité sociale, en d'autres termes de son utilité pour l'économie. Une entreprise peut manifester une certaine prospérité, bien que son fonctionnement soit absolument anti-économique, dans le sens large du terme. Pour employer le langage de Von Neumann et Morgenstern, comme il est exposé dans *Theory of Games*, il y a deux catégories de jeux économiques : les « zero-sum games » et les « non-zero-sum games ». Or, il est indifférent à l'entrepreneur qu'il joue dans un « zero-sum » ou dans un « positive-sum game », c'est-à-dire si son activité consiste à modifier uniquement la distribution interne du revenu ou à accroître le revenu national. On pourrait même se permettre de parler en l'occurrence de « negative-sum games », car il n'est pas impossible que la formation d'un bénéfice privé soit associée à un acte préjudiciable pour l'économie qui conduirait à la réduction du revenu national.

Ce caractère irrationnel de certaines activités, qui est d'ailleurs la conséquence du cercle vicieux de la pauvreté, prend parfois des dimensions encore plus importantes à cause de facteurs arbitraires qui entrent en jeu. Nous pensons ici, surtout, à la protection finan-

cière accordée pour des raisons purement politiques par les gouvernements, par exemple au moyen de subsides. D'autres causes, encore, comme certaines prétendues modernisations de l'équipement, répondent à des préoccupations non économiques. Parmi ces raisons, purement subjectives, il y aurait lieu de remarquer que de nombreuses initiatives irrationnelles répondent à des prétentions de mégalomanie. En effet, cette modernisation industrielle, dirigée vers l'introduction de recettes techniques les plus modernes non pas tant dans l'outillage structurel que dans celui des manufactures de transformation, est souvent dictée par un sentiment d'orgueil personnel. D'ailleurs ces réalisations irrationnelles constituent même souvent pour le peuple des symboles de prestige national et de développement économique. Veblen attribue à cette pratique l'appellation caractéristique de « production voyante ». Les calculs de rentabilité, qui, par hypothèse, précèdent toute initiative productive et sont menés soit par l'entreprise intéressée, soit par l'institut de crédit associé au plan précis, ne sont pas entrepris, pour la simple raison que les spécialistes font défaut. On pourrait peut-être, à ce sujet, reprocher aux techniciens de l'aide américaine d'être trop influencés par le schéma d'une économie fortement développée. Dans de nombreux cas, ce sont justement ces experts qui ont contribué à la formation de cette mode de modernisation trop luxueuse.

Un rapport des Nations Unies (1) rappelle que dans les sociétés de subsistance « la possession du bétail détermine la place de l'individu dans la collectivité; son rang social, son influence et son potentiel économique sont jugés à l'importance de son troupeau ». C'est ce que les sociologues appellent le « complexe du cheptel ». L'accumulation de capital dans l'économie moderne constitue également, indépendamment de sa nature, un phénomène d'ordre social (2). Malheureusement, dans les économies pauvres cette accumulation doit s'étaler d'une manière ou d'une autre, ce qui prive ces pays de la force énorme qui a conditionné l'essor économique des pays non planifiés, soit l'accumulation de la petite épargne anonyme et son utilisation par quelques mains capables. Quant à l'idée que le développement d'un pays dépend du capital accumulé, il serait important d'ajouter qu'il dépend surtout de l'utilisation qui est faite de ce capital. Des investissements inconsidérés peuvent compromettre le développement ultérieur. La construction d'immeubles luxueux en est un exemple classique. En outre, une politique d'investissements est utile afin d'éviter que la concurrence ne naisse entre les industries de biens de production et les

industries de biens de consommation pour s'assurer les facteurs de production disponibles. Un tel antagonisme aurait, à part ses implications inflationnistes, un résultat négatif sur l'économie puisqu'il favoriserait le financement des entreprises à rendements rapides et élevés.

On prétend que le contrôle des investissements entre en conflit avec ce qu'on appelle la liberté d'entreprise. Cette conception nous paraît erronée, car de même qu'on contrôle l'utilisation des devises étrangères, il serait parfaitement logique d'instituer un système de contrôle qui, outre sa mission proprement économique, traduirait la volonté d'éviter l'apparition d'effets antisociaux (3).

Dans les pays où l'économie se trouve aux premiers stades de développement, les investissements publics favorisent souvent les entreprises de grande envergure, mais souvent peu utiles (4), au détriment de travaux plus modestes de l'infrastructure et les investissements privés, les industries de transformation, au détriment des autres industries, surtout d'industries de base. Il faudrait peut-être, à ce propos, ouvrir une parenthèse pour dissiper une confusion dont sont victimes même certains économistes. En effet, on a tendance à assimiler l'industrie lourde aux industries de base, ce qui est à l'origine de l'erreur fondamentale qui se manifeste dans la prétention que seule l'installation d'un laminoir serait en mesure de les libérer de leur état économique arriéré.

Toutefois, la situation la plus inquiétante découle de la constatation que les investissements publics répondent, plus que n'importe quelle autre décision de la politique économique des gouvernements, à des critères de politique interne. A. Hirschman rapporte même que certaines sociétés conçoivent le progrès économique comme une force qui devrait toucher de manière égale tous les membres de la communauté (5). Ainsi, un programme précis qui se réaliserait dans une région serait en mesure de créer une atmosphère de mécontentement dont il serait politiquement dangereux de ne pas tenir compte. Dans ces conditions, il ne sera pas étonnant de constater que des sommes importantes sont dépensées pour des projets locaux d'importance économique négligeable. Mais, ce qui est encore plus grave, c'est que ces projets locaux dépendent directement du budget national, de telle sorte qu'une augmentation des dépenses publiques ou une diminution des recettes fiscales engendre des arrêts dans l'accomplissement de ces constructions. Or, cette rupture dans le rythme d'exécution conduit, à cause des détériorations inévitables, à la diminution du capital investi.

On pourra même aller plus loin et faire remarquer que la politique des investissements a une grande importance, également pour régler le débit des investissements sociaux. En effet, si ces investissements, et nous entendons par là les programmes de prévoyance sociale, de logements, etc., favorisent jusqu'à un certain point le reste du programme de développement, cette marge dépassée, l'accroissement des besoins à satisfaire qui en résulte concurrence les autres investissements productifs (6). Car c'est un fait que le développement économique ne se réalise pas dans le vide, mais dans un complexe social donné, où son déroulement provoque des conflits et des résistances. Si un régime totalitaire peut se permettre de passer outre ce problème, une société démocratique doit pouvoir être en mesure d'affronter cette situation, dont l'essence même est souvent de contrecarrer l'effort de développement en accomplissement.

Tandis que les pays pauvres recherchent la voie du progrès, des personnalités académiques de l'envergure de N. Buchanan et H. Ellis se lancent dans la littérature du développement économique pour soutenir que, parallèlement à l'effort des pays évolués vers de nouvelles techniques qui économisent le facteur travail, les économies pauvres devraient chercher des méthodes qui élargiraient le champ de la substitution des facteurs de production, en ce sens qu'elles augmenteraient la part du travail et diminueraient la part des ressources naturelles et du capital. En même temps, la demande des pays développés devrait être encouragée pour absorber les produits de l'artisanat, par exemple la céramique, les objets d'art, etc. (7). Sans prétendre concurrencer la terminologie marxiste, on ne peut s'abstenir de remarquer que de tels conseils constituent une sorte d'opium, par lequel on tâche d'empêcher les pays pauvres d'accéder à la prospérité économique, car il est évident que le problème n'est pas de résorber le chômage en créant du travail artificiel, mais d'aider ces pays à accéder au processus cumulatif de croissance.

W. Arthur Lewis (8) reprend la même idée, mais sous une forme plus nuancée. En Europe occidentale, dit-il, où elle naquit, l'industrie a été créée par l'expansion de l'artisanat et de la petite manufacture. Le travail artisanal a ainsi servi de réservoir d'habileté technique. Or, cet état de choses, renforcé par la rareté du capital dont font preuve les pays pauvres, amène le Professeur Lewis à appuyer la petite manufacture. En raisonnant ainsi, on a l'air de ne pas s'apercevoir que la chance des pays pauvres consiste justement dans l'espoir de brûler les étapes du processus de déve-

loppement. En effet, si leurs économies devaient s'acheminer selon le prototype connu, et en admettant que cette évolution demeure possible, la marge du retard enregistré aujourd'hui vis-à-vis de leurs partenaires déjà développés se transformera en constante. Aussi, dans le cas précis, nous estimons qu'il est absurde de se référer à l'histoire. Les économies occidentales ont pu observer le schéma connu d'expansion justement parce qu'elles étaient des précurseurs. D'autre part, la demande actuelle, orientée de plus en plus vers une production standardisée, n'est nullement disposée à envisager des articles dont la caractéristique serait le goût, l'individualité, voire le talent. On répond (9) à cet argument que la petite manufacture peut prospérer là où il n'existe pas une demande de masse pour les produits standardisés. Mais, si, en effet, une pareille demande existe, elle est due pour une part à un manque d'information et pour le reste aux désirs d'une clientèle de luxe. Pour ce qui concerne la première catégorie de demande, outre le fait qu'elle est par définition irrationnelle, le jeu de l'effet démonstratif démontre qu'elle ne peut être considérée comme une donnée constante. Quant à la demande de produits de luxe, il n'y aurait pas un économiste qui préconiserait comme moyen d'expansion l'installation d'un outillage ou l'appui d'une production existante dont le débouché serait non seulement incertain mais en voie de disparition.

Il apparaît d'ailleurs comme certain que l'introduction dans la production industrielle des effets de la cybernétique, de plus en plus poussée, permettra l'utilisation d'une main-d'œuvre de moins en moins qualifiée. Cet argument n'est, toutefois, pas absolu, car si la technique contemporaine a tendance à simplifier le travail ouvrier, la fabrication même de l'outillage qui représente cette technique, ainsi que son entretien, exigent le concours d'un personnel hautement qualifié. C'est à ce propos qu'on sera heureux de reconnaître que la formation de spécialistes est, dans les pays en question, plus aisée que dans les autres pays pauvres souffrant, en plus, du sous-développement intellectuel.

Un autre exemple, dans ce même ordre d'idées, est fourni par l'argumentation de A. Cairncross et H. Habakkuk qui soutiennent d'une part que l'industrialisation de l'Europe occidentale ne s'est engagée qu'avec de petits montants d'épargne, que l'accumulation du capital n'a pas exigé une baisse des niveaux de consommation (10) et que le processus de développement a été soutenu avec le concours d'une augmentation annuelle du revenu qui n'était, par exemple en Grande-Bretagne, que de l'ordre de 2 pour cent (11).

Ils affirment d'autre part, qu'il n'y aurait pas de raison de croire que l'accumulation du capital exerce par elle-même une influence « tellement prédominante » sur le développement économique (12).

Si nous sommes fondamentalement opposés à la suggestion de Buchanan et Ellis, déjà émise d'ailleurs par d'autres auteurs (13), selon laquelle les hommes de science devraient se consacrer à la recherche de nouvelles méthodes de production où le travail intensif remplacerait le capital, il nous apparaît, toutefois, logique que les pays à main-d'œuvre abondante non employée se spécialisent, tout au moins pour la période transitoire d'adaptation, dans ces industries dont la nature même exige un rapport travail-produit élevé. Cette tactique favoriserait la solution du problème du sous-emploi tout en servant la cause de l'effort d'exportation, étant donné le coût moins élevé de la main-d'œuvre. Les pays pauvres qui ont subi des tentatives malheureuses d'industrialisation bénéficient, néanmoins, d'un avantage considérable du fait que cette structure industrielle peut être aisément modelée car, par hypothèse, le capital investi n'est pas très important. Nous pouvons encore affirmer que les économies pauvres disposent même sur le plan de la concurrence pour le marché mondial d'un avantage considérable qui découle précisément de la lutte entre l'équipement moderne et l'équipement déjà en fonction chez les pays développés (14).

En ce qui concerne le mécanisme d'auto-élimination des entreprises considérées comme irrationnelles, nous estimons que, contrairement à ce qui est généralement admis, ce n'est pas uniquement par le truchement de la dépression qu'on obtient ce résultat — on préconise à cet effet une politique alternative de dépression et d'expansion — mais également par la croissance à un rythme accéléré. Ce processus découragerait les activités qui subsistent, grâce à des arrangements économiquement nocifs, privant l'appareil productif de facteurs de production déjà rares. L'avantage d'utiliser la courbe ascendante comme remède consiste dans la détermination de la rationalité des activités économiques, non plus à travers un critère statique, mais sur une base dynamique. La stagnation ou l'expansion économique au ralenti offrent le climat le plus apte à faire subsister des activités irrationnelles, hautement préjudiciables puisqu'elles font, entre autres, appel au capital constitué de réserves.

Il est certain qu'un des dangers majeurs résulte de ce développement au ralenti du fait que les entreprises existantes ont la capacité de combler, au fur et à mesure, la nouvelle marge d'accrois-

sement de la demande qui apparaît comme conséquence de la lente augmentation du revenu national. Procédant ainsi, ces entreprises renforcent le degré de monopole de l'économie ainsi que leur position financière et, par conséquent, leur capacité de « pression ».

En étudiant la situation économique des pays pauvres, on s'aperçoit que certains d'entre eux disposent d'une capacité industrielle inexploitée (15). Or, et bien que la tentation soit forte, cette constatation, en soi paradoxale, ne peut pas être expliquée qu'en termes keynésiens. En effet, s'il est vrai que la mauvaise distribution du revenu réduit sensiblement la demande qui se jette sur la production industrielle nationale, il n'en reste pas moins que d'autres facteurs concourent à l'établissement de cette situation. Parmi ceux-ci, il convient d'attribuer une attention toute particulière à la « mentalité de monopole », qui restreint volontairement la production. En effet, les entrepreneurs ont tendance à raréfier la production afin de pouvoir se réfugier derrière le niveau de productivité des industries nationales les moins bien placées, productivité dont dépend la marge de protection accordée à la production indigène.

Une autre part de la vérité revient à la nature même de l'unité de la production industrielle. Il est bien connu que de nos jours la technique courante impose des installations dont l'exploitation optimum correspond dans la plupart des cas à un total de production qui ne peut être absorbé par le pouvoir d'achat des pays pauvres pendant les premiers stades de leur croissance économique. Enfin, pour les pays qui ont reçu l'aide américaine, cette tendance à la coexistence d'une marge de capacité productive inexploitée et de goulots d'étranglement dont font preuve les autres secteurs de la production a été aggravée par le fait que les entrepreneurs, désireux de bénéficier de prêts offerts à des conditions très favorables, se sont empressés de monter toutes sortes d'affaires, sans se soucier d'étudier, au préalable, le marché et les perspectives de l'avenir.

NOTES DU CHAPITRE VI

- (1) *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés*, New York, 1955, p. 27.
- (2) T. VELEN considère la consommation ostentatoire des classes aisées comme un moyen de preuve de leur puissance pécuniaire : *The Theory*

of the Leisure Class (1^{re} édition : 1899), London, 1934, p. 68. Nous estimons que la remarque de VEBLEN est pertinente et absolument valable même de nos jours. Cette consommation est, en effet, en mesure de relever le crédit moral et financier des hommes d'affaires auprès de la population et des institutions de ces pays.

- (3) Un rapport de la C.E.E.E. — *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1953*, p. 203 — soutient qu'une intervention de l'Etat dans le domaine de la répartition des ressources disponibles pour les investissements est nécessaire, car la recherche par l'entreprise privée des bénéfices les plus élevés possibles conduit à une répartition qui n'est pas la plus profitable pour l'ensemble de la collectivité. L'excédent de main-d'œuvre incite l'entrepreneur à économiser davantage sur le travail, c'est-à-dire à comprimer davantage son coût du côté de la main-d'œuvre, que ne le justifie l'intérêt général. Les avantages qui peuvent résulter d'un investissement donné pour d'autres entreprises ou pour la collectivité en général n'apparaissent pas dans les calculs financiers de l'entrepreneur.
- (4) Le Professeur G. MYRDAL soulignait, au cours de ses conférences (op. cit.), qu'il avait remarqué à Ankara la construction d'un bloc immense destiné à devenir le Centre Statistique. Or, il affirmait qu'au cours de ses voyages à travers les Etats-Unis, il n'a jamais remarqué de centre statistique de pareille importance.
- (5) « Investment policies and « dualism » in underdeveloped countries », *American Ec. Review*, Sept. 1957, p. 551.
- (6) G. CHALKIOPOULOS : « Προϋποθέσεις οικονομικής αναπτυξίας του καθυστερημένου χόρου », *Επιθεωρήσεις οικονομικών και πολιτικών επιστημών*, Απρίλιος-Σεπτέμβριος 1947, p. 199.
- (7) *Approaches...*, op. cit., p. 46. En ce qui concerne le rapport travail-capital, v. notre développement inclus dans le chapitre III.
- (8) *The Theory of Economic Growth*, op. cit., p. 137.
- (9) A la page 138 de son ouvrage : *The Theory of Economic Growth*, op. cit.
- (10) H. HABAKKUK : « The historical experience on the basic conditions of economic progress ». *Le Progrès économique*, op. cit., p. 161.
- (11) Voir à ce propos notre estimation mathématique citée à la page 120, note 7, visant l'évolution dans le temps du revenu d'un pays pauvre et d'un pays riche.
- (12) A. CAIRNCROSS : « The place of capital in economic progress », *Le Progrès économique*, op. cit., p. 235 et 245.
- (13) v. aussi B. HIGGINS : « Economic development of underdeveloped areas : Past and present », *Economics and Finance in Indonesia*, p. 778.
- (14) Une illustration de cet argument est fournie par l'expérience de la Suède qui, industrialisée avec un retard vis-à-vis des pays de l'Europe occidentale, a pu s'imposer sur le marché grâce à la supériorité de son équipement.
- (15) Nous devons à H. ERGAS, membre du Secrétariat de la C.E.E., d'avoir rappelé cette situation et esquissé une explication au cours d'une conférence donnée en décembre 1957 devant l'Economics Club de Genève. Au cours du développement qui figure dans notre texte, nous nous sommes efforcé d'approfondir cette question.

CHAPITRE VII

LA NOTION DE RATIONALITE DANS LE FINANCEMENT DU PROCESSUS DE CROISSANCE (1)

a) PREMIER ASPECT : L'ÉPARGNE VOLONTAIRE

La théorie post-keynésienne qui, à certains égards, innove par rapport à la théorie classique des relations internationales dans l'optique des prix, demeure cependant fidèle à la tradition classique sur beaucoup de points essentiels. Elle suppose toujours un grand nombre d'agents, des puissances égales et certains comportements précis. Ainsi, comme le souligne le Professeur Byé (2), la théorie classique et la théorie post-keynésienne, c'est-à-dire l'ensemble des théories importantes de langue anglaise, présentent cet inconvénient majeur de ne pas avoir assimilé les apports d'une construction qui est, en grande partie, continentale, celle de la théorie de l'intégration.

Puisque, dans les pays pauvres, le nombre des entreprises industrielles est, par hypothèse, limité, il serait conforme à la réalité de raisonner en fonction de marché monopolistique. Par ce terme, nous entendons soit que l'entreprise d'offre d'un produit donné est unique, soit que ces unités sont peu nombreuses mais disséminées dans l'espace et d'importance productive restreinte. En effet, tel est l'exemple des situations analysées.

A ce sujet, on évoque deux théories. L'une prétend que les monopoles freinent la transformation, l'autre, diamétralement opposée, soutient que les formations non concurrentielles stimulent, en général, le progrès, grâce à la réduction des coûts et à la rationalisation de la production (3).

Si, dans les pays riches, la formation des monopoles est souvent le résultat des forces de la concurrence qui éliminent les entreprises marginales, processus qui peut se développer grâce au rythme rapide de la croissance économique de ces pays, favorisé par l'abondance de capitaux et l'expansion des marchés, les structures monopolistiques rencontrées dans les pays pauvres ont une origine bien différente.

Tout d'abord, certaines d'entre elles ont exigé, comme condition de leur création, l'assurance législative de certains privilèges monopoleurs. D'autre part, dans un certain nombre de secteurs, à cause de la croissance de l'économie à un rythme ralenti, de la rareté du capital et d'une demande insuffisante pour soutenir une nouvelle entreprise, la concurrence n'a jamais joué. Enfin, les entreprises déjà installées, du fait de leur caractère monopolistique, constituent un « groupe de pression » puissant qui est, en général, en mesure sinon de dicter, tout au moins d'influencer le pouvoir étatique afin d'éviter que l'économie prenne une structure défavorable à leurs intérêts. En effet, les entreprises se rendent compte que leur sécurité est liée à l'état présent de la conjoncture et que leur position devient de plus en plus instable, au fur et à mesure que l'économie se développe.

On ne sera pas, ainsi, étonné de remarquer que les entrepreneurs apportent généralement leur appui pour limiter la concurrence non seulement dans leur propre sphère d'activité, mais également dans les autres branches du secteur industriel. Cette tactique ne s'explique pas seulement par un esprit de solidarité, mais elle vise à empêcher la formation de toute situation qui pourrait devenir une force de progrès économique, bien que, procédant ainsi, le monopole aille manifestement à l'encontre de ses propres intérêts. En effet, même si celui-ci ne bénéficie pas directement d'une baisse des prix des produits de l'industrie à protéger, il tire, néanmoins, indirectement profit de toute augmentation du pouvoir d'achat de la population. On sera ainsi tenté de remarquer que si le pouvoir étatique ne fait pas preuve d'une vue dynamique de l'évolution de l'économie nationale, les entrepreneurs privés, eux, savent prévoir et prendre les dispositions nécessaires que dictent

leurs intérêts réels, sans se soucier de savoir si ceux-ci vont à l'encontre de l'intérêt général.

Le Professeur J.-K. Galbraith a émis récemment une théorie fort intéressante selon laquelle la croissance des monopoles dans les pays évolués a été accompagnée par le développement de « forces de compensation » dans le côté opposé du marché, et il cite comme exemples les syndicats, les sociétés coopératives. Il soutient, ainsi que la croissance des monopoles favorise la formation de cette force de compensation qui constitue, en même temps, un nouveau mécanisme auto-régulateur dans un monde de plus en plus monopolisé (4).

La différence avec les données du problème des économies pauvres est que dans ces dernières la constitution des monopoles n'a pas été le résultat du jeu acharné des forces de la concurrence, mais est préalable à son fonctionnement, de façon à ce qu'aujourd'hui des intérêts puissants dominent la vie économique et sont en mesure d'éviter toute transformation de structure qui leur serait préjudiciable.

Le problème qui consiste à mesurer le degré de monopole des entreprises, considérées individuellement, dans les pays pauvres paraît être délicat. Premièrement, il n'est pas possible d'admettre comme critère les relations des prix, c'est-à-dire soit la comparaison du coût et du prix, soit du coût marginal et du prix car, comme nous le verrons, la situation monopolistique ainsi que le désir de ne pas provoquer une expansion qui détruirait les positions acquises amènent les entreprises à conserver des techniques désuètes qui ne sont pas, en tout cas, les plus rationnelles. Ainsi, les deux formules établies pour mesurer le degré de monopole, celle de Lerner et celle de Kalecki, ne peuvent servir dans notre cas. En effet, la première est axée sur le coût marginal tandis que la seconde suppose explicitement non seulement que le montant des profits est mesurable, donc divulgué, mais également que les salaires sont non pas en concurrence avec les profits mais qu'ils profitent pour autant de la situation, ce qui, d'après notre modèle, ne constitue qu'une exception qui pourrait se manifester pendant une période transitoire. Ces considérations sont aussi basées sur l'hypothèse explicite que l'état d'esprit de l'opinion publique, le contrôle des autorités et l'étroitesse du pouvoir d'achat de la population limitent l'entrepreneur dans ses desseins de gonfler délibérément ses prix. Si les facteurs mentionnés ne sont pas puissants, au point d'avoir un effet restrictif, on pourrait parfaitement envisager une inflation des coûts, et ceci

constitue une raison supplémentaire pour rejeter l'indice des profits réalisés comme une indication du degré de monopole.

Il nous paraît que la meilleure méthode pour se faire une idée du degré de monopole est d'étudier l'offre, où il sera tenu compte des ententes conclues entre les producteurs ainsi que des substituts qui se trouvent offerts sur le marché. Toutefois, étant donné la distribution spatiale possible des débouchés, donc l'existence de monopoles régionaux, cette étude ne devra pas être faite pour l'ensemble de l'économie nationale, mais analyser séparément chaque marché. Il apparaît donc que le degré de monopole constitue plutôt une notion non mathématique puisqu'il dépend de facteurs qui ne peuvent pas être généralement exprimés de manière quantitative et ne peuvent pas, par conséquent, être exprimés par une formule simple. Ainsi, toute appréciation valable ne peut découler que d'une analyse qualitative.

Le pourcentage élevé des profits (5) par unité de produit, conséquence logique de la structure monopolistique de l'économie, est également fonction du taux élevé de l'intérêt qui caractérise ce stade de la croissance économique. Il ne serait pas, ainsi, exagéré d'affirmer qu'on se trouve en présence d'un tel état d'esprit où les profits sont transformés en rentes, selon la fameuse phrase de Sauvy. On ne sera pas alors étonné de constater que, lors de l'établissement de leur coût de production, les entrepreneurs, même ceux qui ne jouissent pas d'une position monopolistique, sont habitués à calculer un pourcentage fixe de profit ! (6).

Une situation monopolistique, accompagnée de profits démesurément élevés, pèse d'ailleurs lourdement sur le niveau de la rémunération du travail. En effet, on a été accoutumé, dans les pays pauvres, à l'idée que toute hausse des salaires entraîne inévitablement la spirale des prix, principe qui se trouve même admis par les organisations syndicales. Or, nous estimons que cette conception est foncièrement fausse, car dès que le degré de monopole n'est pas égal à zéro, c'est-à-dire dès le moment où la concurrence parfaite n'est pas assurée, il est possible qu'une augmentation de la rémunération du travail n'entraîne aucune hausse du niveau général des prix. Il suffit pour cela que le pourcentage des profits, dans la composition des prix, se comprime en faveur de la part du travail. En pratique, on observe généralement une tendance contraire, soit à la stabilité nominale, soit à la décroissance relative des salaires contre le gonflement de la part des profits dont les bénéficiaires considèrent comme normal l'accaparement de la hausse de la productivité du travail. Il est ainsi foncièrement

erroné de prétendre que la rémunération du travail est équitable pour autant qu'elle suit la courbe du niveau des prix, théorie qui a été concrétisée par le système de l'« échelle mobile » (7). Bien que cette mesure constitue, dans un sens, une conquête sociale, il est indispensable d'ajouter que les travailleurs ont des droits sur l'accroissement de la productivité. Ainsi, et pour autant que l'accroissement du revenu national n'est pas entièrement dédié à des fins d'investissements, ce qui sous-entend qu'une distribution de ce revenu doit être opérée, toute augmentation de la productivité justifie une hausse équivalente du niveau des salaires sans que pour cela la stabilité monétaire soit mise en danger. Si tel n'est pas le cas, nous avons une redistribution du revenu national. Nous estimons qu'au contraire la non-augmentation des salaires réels et l'accaparement de l'augmentation du revenu national par les non-salariés provoquent des pressions inflationnistes, à cause, justement, de l'accroissement de l'inégalité de distribution du revenu, du fléchissement de la production nationale et de l'accroissement des importations.

En effet, tout fléchissement de la production nationale porte en soi les germes d'un déséquilibre monétaire qui deviendra apparent au moment où un accroissement de la demande exigera de l'appareil productif qui est, par définition, inélastique, un surplus d'offre. Or, l'accroissement de l'inégalité de distribution du revenu, qui a justement résulté de l'accaparement du bénéfice de la hausse de la productivité par la classe la plus fortunée de la population, est susceptible de mettre en œuvre le processus de l'effet démonstratif qui poussera le niveau individuel de consommation de la nation vers la hausse. En plus, puisque tout accroissement des importations de biens non essentiels provoque, du fait de l'inélasticité prononcée des exportations, une hémorragie en devises, celle-ci porte, dans un pays pauvre, directement atteinte à la stabilité de la monnaie nationale. D'autre part, si les importations sont contrôlées, ceci donnera naissance à une pression spéculative avec effet direct sur les prix.

Si les prix demeurent stables, l'amélioration des salaires conduira à une redistribution du revenu avec des effets positifs sur la dépense réelle totale, sur l'accroissement de la demande des produits nationaux — au stade de croissance où se trouvent situés les pays en question il s'agira, d'après notre modèle déjà exposé, surtout d'une stimulation à la production industrielle (8) — et, indirectement, sur la demande réelle de capitaux. Il sera toutefois utile de remarquer que l'incidence d'un accroissement des revenus

des salariés sur la demande totale et, de là, sur l'expansion de la production nationale, ne sera pas identique si celui-ci affecte la main-d'œuvre déjà en fonction ou est utilisé à fournir de l'emploi aux chômeurs. La distinction ne vise pas tellement le montant de l'épargne puisque, d'après notre position, l'épargne volontaire a tendance à être réduite au minimum dans la société contemporaine, mais la distribution du nouveau revenu sur les différents secteurs du marché de consommation. En effet les salariés, dépourvus jusqu'alors d'emploi, ressentent un plus pressant besoin pour l'acquisition de biens essentiels dont, on le sait, l'offre est moins élastique que celle des biens de consommation non essentiels. Le contraire se produira dans l'hypothèse inverse. Il convient, toutefois, de remarquer que cette analyse de la propension à la consommation est tempérée par un élément stabilisateur représenté par le remboursement des dettes que les chômeurs avaient conclues durant la période d'inactivité, élément qui sera bien plus puissant dans un pays pauvre où le développement des caisses de compensation ne connaît pas l'ampleur dont elles jouissent dans les pays évolués.

De plus, la hausse des salaires sera un stimulant à une nouvelle augmentation de la productivité (9). En effet, quand la rémunération du travail est inférieure aux charges sociales du travailleur, toute amélioration de son revenu accroîtra non seulement son rendement physique, mais stimulera également son effort qui dédommagera l'entreprise du sacrifice, consenti librement ou non. car quoiqu'on en dise, les ouvriers se sentent solidaires de la vie de l'entreprise qui assure leur « pain quotidien » (10). Dans certaines sociétés où la somme des besoins est inélastique, toute augmentation réelle des salaires pourrait engendrer une réduction volontaire de l'effort, soit que les loisirs occupent une part plus appréciable de l'activité, soit que l'individu considère comme inutile d'accroître son revenu tandis que ses dépenses demeurent fixes. Dans notre modèle, où l'agent économique est, par définition, informé, cette situation peut difficilement apparaître.

Il est évident que l'attitude résultant de la hausse de la rémunération du travail est étroitement liée au degré de développement intellectuel, ainsi qu'à l'idéal qui régit la communauté considérée. Dans le cas où une grande valeur serait attribuée au travail, il reste encore à savoir si cette noble tâche est orientée vers l'acquisition présente ou future de biens matériels, ou si les individus préfèrent consacrer leur activité à la poursuite de buts plus élevés que les biens matériels. Mais, à part cette considération, quelque

peu accessoire, la plus ou moins vive réaction des individus vis-à-vis de la hausse de la rémunération du travail a une importance capitale. En effet, toute la politique économique visant le développement de ces pays dépend de l'élasticité du courant du travail. c'est-à-dire de la plus ou moins grande facilité avec laquelle on arrive à obtenir le transfert de main-d'œuvre sous-employée ou engagée dans des activités irrationnelles vers de nouvelles fonctions, moyennant la manipulation des niveaux des salaires.

L'évolution analysée par rapport à la relation productivité-salaires, qui est économiquement et socialement souhaitable, est évidemment conditionnée par la stabilité monétaire. La hausse des prix n'accompagnera inévitablement l'augmentation des salaires — il est indifférent que celle-ci reflète ou non la hausse de la productivité — que si l'on est en présence d'une inflation de la demande. Une telle situation favorise l'inélasticité vers le bas des profits, monopolistiques ou autres. Le manque d'une demande abondante conduit soit à une baisse des profits, qui supportent alors la nouvelle charge salariale, soit la solution transitoire qui sera l'augmentation des stocks, si les entrepreneurs considèrent que ceux-ci ne sont pas déjà démesurément gonflés. Si cette dernière possibilité n'est pas retenue et si la propension à l'inélasticité des profits demeure forte, l'augmentation du coût amènera une baisse de la production, soit absolue, soit relative en comparaison du rythme de développement escompté.

Si aucune pression gouvernementale ou inhérente aux forces du marché n'est exercée, il est probable que les entreprises qui jouissent d'une position monopolistique ne consentiront volontairement à sacrifier une partie de leurs profits en faveur de la rémunération du travail que quand leur position sera mise en danger. Elles tâcheront alors, vraisemblablement, de s'assurer de la coopération et du soutien ouvrier pour maintenir leurs positions privilégiées. Les ouvriers travaillant dans ces entreprises deviendront ainsi des partenaires qui se partageront les profits avec leurs employeurs. Ce gonflement des revenus d'une catégorie de salariés conduira à une modification du rapport antérieur de rémunération du travail entre les différents secteurs de l'économie. Il en résultera une tendance générale à la hausse des salaires, tendance qui se manifestera de la manière la plus aiguë dans les entreprises en concurrence directe, pour se répercuter ensuite rapidement dans la totalité du secteur industriel. L'idée principale de cette analyse est qu'une telle évolution ouvrera dans le sens d'un décalage entre la rémunération du travail dans le secteur industriel d'une part et le

reste de l'économie d'autre part, décalage qui accroîtra l'attrait que l'industrie doit assurer envers la grande masse de la population travailleuse.

Il ne faudrait pas, par ailleurs, sous-estimer le fait que plus une entreprise domine son secteur, plus elle offre à ses ouvriers une force de négociation considérable. En effet, toute suspension du travail serait en mesure de causer des perturbations qui pourraient paralyser la vie économique dans une plus ou moins grande étendue. Cet avantage est, toutefois, limité dans le temps et la durée dépend précisément du degré de qualification et de spécialisation de la main-d'œuvre exigée pour le fonctionnement de la dite entreprise.

Il existe, enfin, un argument théorique qui justifie la mission économique des profits (11). En effet, si dans les économies évoluées les profits peuvent, parfois, jouer un rôle sélectif en ce sens que leur formation permet d'attirer des facteurs de production additionnels en vue d'une plus grande production qui diminuera les prix, rien ne confirme que les monopoles dans les pays pauvres soient les entreprises les plus utiles et plus précisément que leur expansion soit la plus indiquée pour que la répartition des facteurs de production en leur faveur soit souhaitable. Il serait ainsi absolument faux de soutenir que le blocage des profits à un niveau raisonnable, en faveur des salaires distribués, puisse engendrer une mauvaise répartition des ressources et une perte de richesse potentielle.

La structure des économies pauvres est caractérisée par une complexité de contradictions. Si nous avons déjà eu l'occasion de déplorer le goût pour une modernisation trop luxueuse, le phénomène contraire est, sans doute, le plus préoccupant. Certaines entreprises sont amenées à estimer, tenant compte de tous les facteurs en présence, qu'il leur serait plus rentable de travailler avec l'équipement primaire, puisqu'elles seraient ainsi en mesure de concurrencer à un stade postérieur les nouvelles entreprises sur une base de prix qui ne couvre pas le coût de remplacement. Le moment du décalage dépend de la croissance économique même du pays. En effet, le taux de l'équipement perfectionné dont dispose un pays dépend principalement de la naissance de nouvelles entreprises, ce qui nous amènerait à affirmer que l'efficacité de l'industrie d'un pays est fonction de la croissance de son économie. L'erreur fondamentale consiste dans la conviction généralement établie que dans les économies pauvres ce seront ces quelques unités indus-

trielles qui conduiront l'appareil productif national dans la voie de l'expansion.

Mais le danger majeur de l'existence de ces quelques unités économiques privilégiées se situe du côté purement financier. Quand il n'existe pratiquement pas de marché financier capable d'alimenter la branche industrielle en capitaux à long terme, cette dernière acquiert la tendance à se développer par autofinancement. La pratique de l'autofinancement, favorisée aussi par le caractère incertain de la valeur de la monnaie nationale, est tout particulièrement renforcée dans une économie caractérisée par l'« entreprise familiale ».

Or, cette méthode n'est guère de nature à permettre une répartition satisfaisante des investissements car, nous venons de le rappeler, la formation des profits n'est nullement la preuve de l'utilité sociale de l'entreprise. Cette pratique est toutefois encouragée officiellement par le fait que certains gouvernements accordent des avantages d'ordre fiscal aux bénéfices non distribués. En outre, l'assistance économique accordée par les autorités est parfois subordonnée au réinvestissement des bénéfices (12). Ce cas se présente, bien entendu, différemment si l'on encourage le réinvestissement des profits qui reviennent à des non résidents et qui passeraient, officiellement ou non, la frontière. A part l'utilisation de leurs propres capitaux, ces entreprises, par le fait même de leur importance comparative locale, attirent également d'autres capitaux disponibles sur le marché financier (13).

On pourrait expliquer théoriquement ce phénomène par le fait que la pénurie d'économies extérieures dont fait preuve la structure nationale oblige les quelques entreprises importantes à procéder à une intégration verticale et horizontale du processus de production pour donner ainsi naissance à ces substituts que sont les économies intérieures. Cet élargissement de l'activité d'une entreprise en largeur est en mesure de renforcer le crédit dont elle jouit auprès de la population. Ainsi, le pourcentage nettement insuffisant du revenu national qui est investi a tendance à se diriger vers le renforcement de la structure de production existante qui, par hypothèse, n'est pas celle qui favorise le développement économique du pays.

Enfin, la formation de profits monopolistiques affecte sérieusement la balance des comptes. En effet, ces profits ont tendance à franchir la frontière, soit sous forme d'expatriement de capitaux, soit à travers l'accroissement de la demande de biens de consommation importés. Pendant une deuxième phase, qui sera celle

des conséquences induites, on devra faire face au renforcement de l'instabilité monétaire, d'où hausse des prix, découragement des exportations et nouvelle diminution des recettes en devises.

On se plaint souvent de l'inexistence d'un vrai mécanisme bancaire dans les pays pauvres. Or, nous estimons que les institutions bancaires, dans le sens courant et commercial du terme, par leurs procédés et les fins auxquelles elles aspirent, constituent un obstacle majeur au fonctionnement du processus de croissance. Tandis que la politique économique doit être conçue à long terme et voir les avantages d'un projet, non pas dans les profits espérés, mais dans la mission économique, les banques, avec leur mentalité étroite, leur quête de solvabilité, leurs recherches d'entreprises disposées à payer le plus haut intérêt possible — sous forme de commission ou autre — et enfin avec leurs prêts de « trois mois », ne peuvent que s'opposer, quoique inconsciemment, par leurs pratiques, à la tâche économique du pays.

Un rapport de l'O.E.C.E. rappelle que les prêts à court terme permettent aux banques non seulement de pratiquer des taux d'intérêts élevés, mais encore de percevoir diverses commissions qui les rendent plus avantageux que les crédits industriels à moyen ou à long terme (14). Le fait que les institutions de crédit soient destinées à alimenter les prêts à court terme est aussi la conséquence de l'histoire économique de ces pays où le commerce extérieur a toujours représenté une des activités les plus importantes. Ces crédits permettent, d'une part, la constitution de stocks de spéculation ou de refuge contre les pressions inflationnistes; d'autre part, ils permettent à un petit groupe de marchands de maintenir leurs positions monopolistiques dans le commerce d'exportation et d'importation.

Cette activité bancaire est également le résultat de la pénurie de dépôts reçus. Mais même si on arrive à créer de l'épargne volontaire par des méthodes qui sont en mesure d'inspirer confiance, les banques insisteront à nier leur compétence de collaborer au développement économique en fournissant les capitaux nécessaires à long terme. Car si, en effet, les banques doivent décider de leur politique de crédit en fonction de la nature et du caractère des dépôts qui leur sont confiés, on peut admettre, comme loi, que dans les économies pauvres l'épargne est des plus instables. La réflexion suivante, formulée dans un rapport des Nations Unies (15), est à ce sujet bien indicative : « Les institutions économiques existantes, créées pour fournir leurs services aux secteurs primaires et commerciaux de l'économie préindustrielle ne pourront devenir

des instruments efficaces d'industrialisation qu'après une transformation profonde. » En revanche, cette insuffisance de liquidité dont souffrent les banques dans les pays pauvres indique non seulement que du point de vue monétaire le rôle de ces institutions est neutre, mais également que toute la politique bancaire ne reposant pas sur une clientèle privée de déposants se trouve à la merci du pouvoir étatique, qui est en mesure de dicter les méthodes nouvelles à adopter.

Certains auteurs présentent une image idyllique de la formation du capital, dans laquelle l'homme moyen s'adaptant au cadre, épargne de petites sommes et améliore graduellement sa situation (16). Les économistes qui se vouent aux problèmes du « sous-développement » ont souvent tendance à oublier que, primo, il faut affronter un niveau de consommation qui est, dans certaines situations, inférieur à ce qu'on considère comme consommation incompressible (17) et que, secundo, le processus de la croissance économique nécessite des capitaux considérables pour procéder aux investissements de l'infrastructure. Le problème n'est plus ici que l'homme moyen épargne plus pour améliorer sa capacité productive, mais que des personnes, que ce soit des personnes privées ou des corporations, des organismes gouvernementaux, des institutions internationales, emploient d'importants capitaux pour l'élaboration de projets coûteux. Une telle tâche ne peut être à l'échelle de l'épargne volontaire privée qui, sous tous les continents et toutes les latitudes reste toujours considérée comme un sous-produit de la consommation.

Dans les pays pauvres on a malheureusement trop souvent la tentation de confondre la défense des valeurs du monde libre avec les formes d'un conservatisme désuet dont la justification ne doit pas être uniquement cherchée dans les intérêts privés mais également dans des facteurs sentimentaux. On a, ainsi, du mal à comprendre que la défense de notre système économique ne veut et ne peut pas signifier celle, par exemple, du principe des entreprises familiales qui sont si répandues sinon même liées à la structure économique de ces pays, car c'est un fait que le capitalisme « atomistique » est désormais révolu.

Il serait encore intéressant de souligner que les mesures de prévoyance sociale — assurances contre le chômage, les maladies, la vieillesse — amènent de plus en plus la grande masse des salariés à consommer la totalité du résidu de leurs revenus. Ainsi, l'application de la loi des probabilités pour la couverture des sinistres joue en défaveur de la somme totale épargnée. Par contre,

si dans les pays pauvres l'avenir n'est pas toujours assuré, ceci ne constitue pas un facteur favorable par la constitution de réserves puisque les sommes épargnées sont, la plupart du temps, thésaurisées.

L'épargne est d'autre génée, dans les économies pauvres, par la présence d'un facteur récemment énoncé, à savoir la connaissance de plus en plus répandue et, en conséquence, l'imitation du train de vie des populations des pays évolués. Ce facteur excite l'imagination et élargit constamment la liste des biens qu'on se plaît à définir « de première nécessité ». Si cette tendance se vérifie actuellement sur le plan international, le principe est également valable dans le cadre national en ce sens que plus l'inégalité de la distribution du revenu est prononcée, plus l'effet démonstratif sera puissant. On peut donc affirmer que l'interdépendance de la consommation constitue un élément puissant, qui pousse les pays les moins fortunés à la réduction de l'épargne physiologique.

Remarquons enfin que la perméabilité des populations déshéritées aux influences étrangères et à l'extravagance nationale trace une courbe contraire à ce que l'on pourrait penser à priori, car elle dépend du niveau absolu du revenu de ces populations; plus celui-ci est élevé, plus l'effet démonstratif fait preuve de puissance et produit des pressions de plus en plus fortes vers les niveaux de consommation les plus élevés. Mais puisque cette tendance à la consommation par imitation est, d'une part, fonction du montant absolu des revenus et, d'autre part, de l'écart qui sépare ceux-ci des revenus les plus élevés, nous apercevons un danger qui, vu les forces en jeu qui tendent à l'accroissement progressif de l'inégalité internationale, acquiert un caractère chronique de plus en plus angoissant. La reconnaissance des implications de l'effet démonstratif dans les pays pauvres infirme le principe keynésien d'après lequel le pourcentage épargné augmente au fur et à mesure que le revenu moyen s'accroît (18).

A ce propos, nous aimerions évoquer le rôle qu'a joué dans ce domaine l'aide américaine de l'après-guerre. Cette aide étant appuyée par une campagne visant à diffuser les bienfaits de la prospérité américaine a contribué à l'instauration de nouvelles habitudes. On a ainsi assisté, comme nous l'avons précisé, à l'imitation des méthodes de production d'outre-Atlantique qui, pratiquées à l'étranger, se sont dans la plupart des cas révélées irrationnelles. D'autre part, la constante incitation à la dépense est pour l'économie américaine un élément essentiel de sa politique

économique afin de maintenir la conjoncture à son niveau élevé. Mais importer inconsciemment cette tendance dans les régions pauvres équivaut à un non-sens, car, par une contradiction frappante, une telle politique conduit à l'augmentation du sous-emploi (19).

Nous attribuons enfin une certaine importance à la position de Wolf qui arrive à formuler une loi inverse de celle de Say : « Une demande de capital suffisamment forte peut créer sa propre offre d'épargne. » Nous comprenons cette loi, en ce sens qu'une demande de capital qui offre de sérieuses perspectives d'utilisation productive et de paiement des redevances sera en mesure d'amener non seulement des épargnants à offrir leurs fonds jusque-là dissimulés, mais également d'autres particuliers à commencer à épargner. Le Professeur G. Myrdal estime même que l'assistance technique des Nations Unies a contribué au « grand réveil » des pays pauvres sans, parallèlement, être en mesure de répondre à la demande croissante de capitaux qu'elle a suscitée (20).

Il serait peut-être utile d'ouvrir ici une parenthèse pour insister sur le fait que, dans les pays pauvres, le problème n'est pas un problème de demande globale qui, dans une économie de marché, ouvre aux entrepreneurs des perspectives de nouveaux investissements. Cette demande efficace existe mais elle s'approvisionne à l'étranger, fait qui est aggravé par une distribution du revenu mauvaise, inéquitable et inefficace, et par la politique des importations qui joue généralement la fonction de soupape de contrôle contre les pressions inflationnistes internes. Il est nécessaire de préciser que, dans une économie dominée par des activités improductives, le pouvoir d'achat confié entre les mains de la population est davantage un pouvoir d'achat en termes monétaires qu'en termes réels.

La carence de l'épargne privée volontaire destinée à financer les investissements productifs ainsi que sa tendance au fléchissement pose le problème de savoir comment le système de l'initiative privée, dit capitaliste, saura surmonter la crise qui affecte son fondement même. En effet, le problème de l'épargne physiologique insuffisante et la nécessité de recourir à l'épargne forcée implique nécessairement le transfert de la propriété des moyens de production des mains privées vers l'Etat. L'histoire montrera si on va aborder une période transitoire où l'entreprise publique jouera le rôle d'initiateur et de stimulant, selon l'exemple japonais, ou si cette situation où se trouvent aujourd'hui les pays sous-

développés les conduira à une refonte complète de leur système économique (21).

*
**

« Quant aux valeurs accumulées sans être consommées productivement, comme les sommes entassées dans les coffres de l'avare, ni Smith, ni moi, ni personne, n'en prennent la défense, mais elles nous effrayent peu : d'abord parce qu'elles sont bien peu considérables, comparées aux capitaux productifs d'une nation ; et en second lieu, parce que leur consommation n'est jamais que suspendue. »

J.-B. SAY,
Mélanges, p. 214.

Si, pendant la période classique, le phénomène de la thésaurisation n'affectait, comme Say veut l'affirmer, qu'une partie insignifiante de l'épargne, et ceci à cause de préoccupations extra-économiques, les pays pauvres affrontent aujourd'hui une situation qui est beaucoup plus sérieuse parce que plus logique. Les caractéristiques de la pratique actuelle sont, d'une part, l'importance de la thésaurisation et, d'autre part, la suspension définitive de la consommation jusqu'au moment où des conditions économiques améliorées permettent que l'épargne thésaurisée soit utilisée d'une façon productive dans des conditions satisfaisantes de sécurité et de rendement. Il ne faudrait pas, toutefois, perdre de vue que si, dans les conditions monétaires dont jouissent les pays pauvres, la propension à thésauriser est élevée, cette faculté est, par la force des choses, surtout réservée à une minorité. Nous avons d'ailleurs déjà exposé les raisons pour lesquelles la grande masse de la population est de plus en plus amenée à dépenser la totalité de son revenu. Il nous apparaît que le problème de la thésaurisation dans les économies pauvres n'a pas retenu l'attention qu'il mérite de la part des auteurs, à tel point que la littérature économique offre une analyse insuffisante et une image bien peu conforme à la réalité. Ainsi P. Bauer soutient que, quand les gens épargnent, ils consomment moins de leur revenu, ce qui accroît les ressources disponibles pour le reste de la population. Et il en déduit que, par conséquent, il doit y avoir une formation correspondante de capital sauf si leur action est neutralisée par la disépargne d'autres (22).

N. Buchanan va même jusqu'à affirmer qu'en Amérique latine et dans certaines régions en cours de développement, l'inflation paraît être endémique et que la thésaurisation rend un service public en compensant l'inflation sur une très vaste échelle (23). Nous pensons que Buchanan arrive à cette constatation étonnante par un syllogisme pur, car si ce procédé se vérifiait dans la pratique, on devrait commencer à douter sérieusement de l'intelligence humaine. Si la thésaurisation arrive à compenser l'effet inflationniste, ceci signifie que les thésaurisants font un marché de dupes en payant bénévolement les frais de l'inflation. Il serait certainement exagéré de se faire une opinion si peu optimiste de l'être humain, d'autant plus que le raisonnement vise les personnes qui vivent les péripéties de l'économie pauvre et qui, par conséquent, sont censées savoir par expérience défendre leurs propres intérêts.

La thésaurisation, sous forme d'accumulation de monnaie fiduciaire légale, pourrait être, en effet, considérée comme un substitut à l'épargne, épargne même plus efficace puisqu'elle permettrait la distribution des crédits en monnaie nouvellement produite, selon les exigences du plan de développement. Mais l'inflation qui est en même temps la cause et la conséquence de la thésaurisation, pratiquée sur une large échelle, déprécie la valeur réelle de cette épargne en redistribuant la marge inflationniste au profit d'autres classes d'agents économiques. C'est ainsi que l'expérience a amené les intéressés à thésauriser des stocks (24), des métaux précieux, à investir dans des monnaies-refuge ou enfin à exporter ces sommes dans les pays offrant le plus de sécurité. Sous cette dernière forme on a le plus souvent recours aux dépôts bancaires à vue (25) dont le rendement est pratiquement nul en comparaison avec les profits nominaux réalisés dans les économies pauvres.

Outre son effet pur qui peut se résumer dans la constitution de capitaux improductifs et dans la propension à l'inflation (26) du fait de la fuite devant la monnaie nationale, la thésaurisation engendre une perte pour l'économie nationale, puisque la transformation de l'épargne en valeur thésaurisée aura provoqué des ventes à l'étranger à des taux défavorables. Il est vrai que cette accumulation de fonds représente, à long terme, une richesse potentielle. Le jour où elle sera forcée de se liquider, de nouvelles forces économiques apparaîtront. Il faudra toutefois soustraire alors deux pourcentages : la dévaluation des stocks en valeur réelle, ainsi que la prime des valeurs monétaires et métalliques que la demande avait fait naître. Le montant de la dépréciation des stocks et l'annulation des primes sont des pertes nettes pour l'économie.

Il reste à savoir quelles sont les raisons profondes qui engendrent le mouvement de thésaurisation (27). Il nous apparaît que si on va au-delà de l'explication inflationniste on retrouve, dans la plupart des cas, une défection ou plutôt une conception erronée de la politique monétaire. Dans des conditions de concurrence, le taux d'intérêt est, en économie pauvre, fonction des risques affrontés et de la rareté du capital. Les premiers sont dus à des causes subjectives, notamment le souvenir d'expériences inflationnistes passées, et à des causes objectives, prime d'assurance contre la dévaluation du numéraire, risques accrus du marché et instabilité politique. Faisant abstraction de cette prime, il est évident que la position qui a pendant longtemps été celle de l'école libérale n'est plus tenable; ainsi, le taux élevé de l'intérêt tient plutôt à la rareté du capital, dans les conditions actuelles, qu'à sa haute productivité. D'ailleurs, c'est justement le fait que le prix payé pour ce capital ne correspond pas à son efficacité — la productivité marginale du capital — qui handicape la croissance des économies pauvres dans le cadre de la concurrence parfaite.

La pratique actuelle apporte à cette situation inconfortable un nouvel inconvénient. Introduire des méthodes artificielles sous forme de mesures législatives, pour empêcher la libre formation du taux de l'argent, signifie neutraliser le stimulant naturel qu'offrent les lois économiques pour accroître la disponibilité du capital. On serait fondé à affirmer que le rétablissement du taux d'intérêt à son niveau physiologique, en l'occurrence le taux « naturel » au sens wicksellien du terme, déterminé par les forces du marché, n'aurait pas uniquement comme conséquence la liquidation d'une partie de la richesse thésaurisée mais rapatrierait également des capitaux qui avaient fui en quête de placements plus avantageux. Le marché parallèle des capitaux est d'autant moins profitable pour l'économie qu'il favorise les placements spéculatifs et parasitaires et en même temps permet à des fraudeurs d'exploiter l'illégitimité de ces transactions.

En effet, l'activité spéculative, bien qu'elle contredise en apparence le désir de sécurité qui est à la base même de la thésaurisation, s'explique, généralement, par des mobiles analogues. La vitesse de rotation des capitaux qui caractérise ordinairement ces opérations permet souvent une liquidation rapide des immobilisations, avantage très apprécié en période d'incertitude. Par rapport aux opérations industrielles, les opérations spéculatives présentent en outre l'intérêt d'être plus simples à entreprendre et à poursuivre.

Elles échappent encore à l'impôt et à la plupart des mesures de réglementation (28).

L'intervention étatique constitue certainement le fruit de l'évolution mais ne peut s'exercer qu'en observant les lois économiques pour pouvoir se servir de celles-ci.

Il est aujourd'hui à peu près généralement reconnu qu'un effort sérieux de développement n'a de chances d'aboutir que si la stabilité monétaire lui est acquise. Or celle-ci est dans le schéma de la pauvreté bien plus fragile que ce que laisse apercevoir la théorie keynésienne qui reflète dans ses formules seules les conditions de l'économie émancipée. Ainsi, la monnaie nouvellement frappée n'utilise pas les détours de la baisse du taux d'intérêt, de l'incitation à l'investissement et de l'augmentation de l'activité pour influencer la hausse des prix. Plus efficace, elle adopte le raccourci pour passer de l'émission à l'inflation, déjouant ainsi la phrase fameuse de Joan Robinson : « Les billets de banque n'ont pas de jambes pour se précipiter dans les boutiques dès qu'ils sont imprimés et demander aux prix de monter. » (29). Nous estimons même, et contrairement à l'idée généralement établie, que la préservation de la valeur nominale de la monnaie est en mesure de rendre aux autorités monétaires un autre avantage remplaçant celui des « solutions de facilité ». En effet, la stabilité monétaire augmente la propension de l'économie à absorber de la monnaie nationale en ce sens que, une fois le climat de confiance créé, les agents économiques auront tendance à accroître le montant des liquidités courantes maintenues sous forme de monnaie fiduciaire légale. Cette tactique agrandit le cycle monétaire et offre une élasticité nouvelle à la fonction émission-prix qui, à son tour, peut servir pour faire face soit aux besoins budgétaires courants, soit aux nécessités du développement de l'économie.

Dans le schéma que nous venons d'analyser, ce n'est pas l'augmentation de l'activité qui détermine le résultat inflationniste, mais le degré de liquidité ou plutôt ce que nous appellerons l'*aisance* quant à la liquidité (30). C'est d'ailleurs ce même désir de liquidité qui dirige les capitaux en quête de placements dans les pays pauvres vers les opérations commerciales, les affaires immobilières, les prêts à court terme, au lieu d'être investis dans l'industrie et en général dans les opérations de financement à long terme (31).

Dans le modèle théorique classique, l'investissement de capitaux neufs diminue le rendement unitaire à cause de l'accroissement du capital investi par tête d'habitant qui en résulte. Dans le cas où des investissements sont entrepris à l'étranger, ce procédé aura tendance

à égaliser progressivement les rentabilités marginales du capital dans les différents pays. Remarquons déjà que, d'après ce canevas, l'effet de concurrence tend à égaliser non pas le dosage du capital par tête d'habitant parmi les différents pays ou le rendement moyen par unité de capital, mais uniquement les rendements marginaux des nouveaux investissements. Toutefois, ce modèle ne correspond pas à la réalité. Il ne serait vérifiable que dans une situation de plein emploi *en équilibre* qui, d'après nous, ne peut être qu'hypothétique. Dans la conjoncture actuelle, les nouveaux investissements, vu leur action stimulatrice sur le processus cumulatif d'expansion, ont tendance à accroître la rentabilité du capital et à maintenir ainsi dans les pays développés les rendements marginaux à un niveau trop élevé pour que les pays pauvres puissent les concurrencer.

La doctrine du rendement du capital déclinant au fur et à mesure que le revenu s'élève date du ^{xvii}e siècle et est acceptée pratiquement par toutes les écoles. C'est Alfred Marshall qui le premier a soutenu l'affirmation selon laquelle là où la croissance du capital par tête d'habitant tend à réduire son rendement, le progrès technologique ouvre de nouvelles perspectives à l'utilisation du capital et fait hausser ainsi le taux des bénéfices (32). L'histoire économique vérifie cette argumentation de la manière la plus probante, ne serait-ce que par la course à la technique dont fait preuve la production américaine. C'est ici qu'il faudrait rechercher l'explication du maintien des rendements élevés qui découragent les mouvements internationaux de capitaux depuis la « City » d'aujourd'hui (33). Un rapport des Nations Unies (34) indique que le capital investi dans l'industrie manufacturière des Etats-Unis rapporte en moyenne environ 15 à 20 pour cent de manière que ces capitaux ne puissent être attirés dans les pays insuffisamment développés à moins d'être rémunérés à un taux encore plus élevé (35).

Il ne serait pas, d'ailleurs, inutile de faire remarquer que l'analyse classique indique bien que la productivité du capital est supérieure dans les pays pauvres puisque celui-ci est plus rare. toutes choses étant égales. Mais justement « toutes choses ne sont pas égales » à cause du fait que les économies externes, celles qui existent ou qui sont en formation, ainsi que la course au progrès technologique ne sont pas aussi importantes que dans les économies déjà développées.

En considérant le financement du développement des pays pauvres, il ne faut pas perdre de vue, comme nous l'avons déjà

souligné, le fait que le rendement énoncé du capital ne correspond qu'au rendement nominal brut. Or, ce chiffre tient compte dans la plupart des cas, bien qu'inconsciemment, non seulement de la rétribution du capital investi mais également de la valeur de la prime d'assurance contre les risques monétaires, l'instabilité économique et les dangers politiques qui sont, assurément, les plus importants. Toutefois, le véritable danger politique ne découle pas tant des révoltes et des changements brusques des régimes autoritaires que du flottement qui se manifeste dans la ligne de conduite des gouvernements et des Parlements. Cette inconstance reflète la poursuite d'objectifs économiques souvent contradictoires et, plus encore, le manque d'un programme à long terme bénéficiant d'un large soutien national. Ainsi, si dans certains pays le rendement américain peut paraître dérisoire en comparaison du loyer payé sur le marché des capitaux, il est certain que dans ces derniers la prime d'assurance atteint un niveau plus ou moins important. Cette remarque nous amène à affirmer que si les gouvernements sont impuissants à modifier les causes profondes du malaise économique ils sont, par contre, en mesure d'abaisser considérablement, par des mesures indirectes appropriées, la prime de risque. L'argument de la sécurité des placements est encore lié à une autre considération qui relève de la nature des fonds des mouvements internationaux de capitaux.

L'épargne disponible dans les pays riches provient de moins en moins de personnes physiques fortunées, pour être régie par des institutions d'assurances, des caisses mutuelles et des sociétés fiduciaires servant les intérêts de la collectivité. Or, ces organisations ne peuvent assumer l'initiative d'engager la petite épargne de leurs adhérents, vitale pour ces derniers, dans des investissements ayant une part de risque tellement élevée. Il serait d'ailleurs intéressant de relever que si l'on exclut les prêts qui interviennent entre pays de la zone sterling ainsi que les transferts spéculatifs, on peut affirmer que depuis la guerre ce sont surtout les pouvoirs publics qui sont à l'origine, comme à l'aboutissement, des mouvements internationaux de capitaux des pays riches vers les pays pauvres. Il en est de même des opérations de la B.I.R.D. qui, bien que ne répondant pas par définition à des critères strictement commerciaux, sont effectuées d'après des garanties offertes par l'Etat emprunteur.

Enfin, il nous semble que le prix du capital est démesurément élevé à cause du degré élevé de monopolisation et du pourcentage également élevé de profits qui en résulte. La rentabilité du capital

est ainsi, et contre toute logique économique, liée au niveau des profits. En d'autres termes, les profits élevés font hausser le coût de l'argent indépendamment du fait que celui-ci est dirigé vers un investissement productif ou vers le financement de transactions improductives.

Comme nous l'avons déjà souligné, les profits par unité de produit sont exagérés pour des raisons réelles et historiques. Toutefois, la création de nouvelles entreprises de même type conduit généralement à la perte du capital parce que la demande est insuffisante, elle suffit uniquement pour le maintien de l'activité établie. On pourrait même avancer qu'en cas de défaut d'une structure monopolistique qui garantisse des profits élevés pour les investissements entrepris, les capitaux des pays pauvres auraient suivi la voie de l'exode.

Mais la carence d'agents disposés à confier leurs fonds aux pays pauvres jointe à la haute spécialisation des projets de développement ainsi qu'à l'importance des capitaux nécessaires pour exécuter ces plans (36) évoquent un nouveau problème. En effet, de nouveau des éléments sérieux de concurrence imparfaite interviennent qui permettent au capital étranger de s'approprier un montant supérieur à la part du revenu national qui lui revient. La nature des projets est telle qu'elle ne permet qu'à certaines entreprises au monde ayant de l'expérience, des relations et le capital nécessaire, d'entreprendre avec succès ces opérations (37). On serait même en droit de penser que le rendement en pourcentage du capital investi ne constitue pas un critère absolu. Les perspectives de financement sont, en premier lieu, considérées à travers l'optique quantitative, c'est-à-dire qu'on prend en considération la somme du capital exigé pour entreprendre une opération. Nous n'apportons rien de nouveau en soulignant qu'une grande partie du capital qui est investi est contrôlé par des groupes importants et employé comme un instrument de marchandage afin d'élargir les avantages du créancier ou comme moyen de contrôle de positions d'importance économique, au lieu d'être utilisé selon le modèle du marché de concurrence en petites parts en tenant compte uniquement du taux d'intérêt ou du dividende.

Enfin, nous pensons qu'il ne faut pas attribuer une importance démesurée aux crédits qui sont occasionnellement ouverts par les banques des pays riches. En effet, si le commerce, et tout spécialement le commerce d'exportation, bénéficie souvent du soutien financier de l'étranger, l'industrie, qui écoule la majeure partie de sa

production sur le marché intérieur, n'offre pas les mêmes conditions de sécurité.

Si on laisse maintenant de côté la question du transfert des capitaux des pays riches vers les pays pauvres, il nous apparaît que la résistance à l'introduction productive de la richesse indigène constitue un problème bien plus grave. En effet, s'il est intéressant d'investir à l'étranger dans des opérations qui, considérées sur le plan de la concurrence, bénéficient d'un niveau élevé de productivité leur permettant d'affronter le marché international, il est difficile de placer les capitaux, déjà rares, dans des entreprises nationales dont la viabilité dépend souvent du degré de protection du marché intérieur (38).

Il serait intéressant de connaître l'importance réelle des capitaux qui s'acheminent des pays déshérités vers les économies déjà évoluées. Il nous apparaît que cet exode, auquel on ne prête que trop peu d'attention, compense largement le volume du mouvement inverse, soit l'importance des capitaux transférés dans les pays pauvres. Il convient d'insister sur le fait qu'une part appréciable de l'importation des fonds, sous forme de placements ou de dons, est immédiatement réexportée par les groupes indigènes influents qui, sous forme de services ou de prêts, arrivent à constituer des bénéfices faciles. D'ailleurs, une partie des fonds qui sont importés proviennent justement de ces capitaux indigènes expatriés qui, pour tirer profit d'un complexe avantageux, sont provisoirement réimportés.

On a déjà souligné que les investissements d'infrastructure donnent l'impression d'être moins productifs parce que leur apport monétaire n'est pas en mesure de concurrencer les bénéfices formés sur le marché. Nous savons combien cette idée est trompeuse, car l'apport de ces investissements est justement diffusé dans l'ensemble de l'économie. Ces projets peuvent se diviser en programmes à caractère social et à caractère purement économique, comme c'est le cas pour l'électrification. Or, ces derniers projets peuvent généralement être rentables, même en termes monétaires. La raison pour laquelle l'entreprise privée n'est pas disposée à entreprendre de pareilles initiatives est liée au fait que ces travaux engendrent, outre une part élevée de risques, précisément à cause de leur caractère fondamental pour l'économie, des immobilisations de capitaux considérables. Toutefois, le coût de ces projets paraît être sensiblement inférieur aux mêmes travaux entrepris dans les pays développés. Cela tient au fait qu'à part les installations mécaniques, ces travaux d'infrastructure prévoient une importante

immobilisation de travail qui, pour les pays pauvres, représente, par définition, un moindre fardeau financier.

Le fait que les investissements d'infrastructure ne sont pas toujours rentables en termes financiers, met en relief la valeur des méthodes du financement public. Ainsi, K. Mandelbaum (39), considérant que les économies pauvres sont gênées par le fait que les industries ne peuvent pas supporter individuellement les dépenses qu'engendre la constitution des économies extérieures — qui provoquent et maintiennent ensuite le processus cumulatif de l'économie —, suggère que les industries complémentaires pourraient former, dans le cadre du plan de développement de l'économie, une immense entreprise qui serait considérée, au moins quant au financement, comme une entreprise unique. Cette solution de transformer des économies extérieures en économies intérieures réduirait les risques des créanciers.

Bien que l'idée soit intéressante, l'auteur ne paraît pas se soucier de l'élément monopolistique qui est intégré dans le raisonnement. Cette idée serait, par contre, applicable sur le plan étatique, car seule l'économie nationale bénéficie de la totalité des économies extérieures résultant de la production domestique.

Toutefois, le spectre que le prêt sera géré par le pouvoir étatique décourage le capitaliste (40) étranger, alors que c'est uniquement ce pouvoir qui est en mesure d'assurer le service d'une dette, donc de l'investissement correspondant, dont l'ensemble de l'économie du pays tire profit. On pourrait même avancer que ce sont justement ces investissements qui sont les plus sûrs, car ils sont les plus utiles.

Il serait intéressant de dresser un tableau divisant les investissements d'infrastructure en « auto-amortissables » et « non auto-amortissables ». Dans la première définition, on insérerait la production électrique, certaines industries métalliques; dans la seconde les programmes d'enseignement, de formation professionnelle, la santé publique. Théoriquement, le financement des projets à l'aide de prêts peut donner une solution à l'ensemble du problème puisque chaque dépense qui augmente la productivité nationale peut supporter les charges d'amortissement. La difficulté majeure se situe plutôt sur le plan technique, car le gouvernement qui assure le financement de ces projets, s'il doit disposer d'un crédit à très long terme pour mener à bien les programmes auto-amortissables, se trouve dans une position bien plus difficile pour soutenir la charge financière des projets non auto-amortissables car,

en général, aucune fraction du rendement de ceux-ci ne s'accumule dans les caisses du trésor public.

Ainsi, il apparaît nécessaire de faire miroiter aux entrepreneurs privés et aux contribuables, en général, l'avantage qu'ils tirent des investissements publics et de justifier ainsi la politique fiscale imposée par les obligations correspondantes de l'Etat.

Toutefois, en examinant les possibilités d'attirer des capitaux de l'étranger, il faudrait souligner que l'esprit actuel constitue en quelque sorte un facteur négatif, puisqu'il n'est pas favorable au paiement d'intérêts et de redevances diverses par les pays pauvres aux pays riches. Ainsi l'aide économique fournie depuis la guerre de la part du gouvernement des Etats-Unis (41) a semblé prendre la relève du circuit financier international qui depuis Quarante-cinq indiquait son inflexibilité et son incapacité de maintenir le flux de l'entre-deux guerres, déjà nettement insuffisant. Or, on ne peut être qu'étonné de s'apercevoir que cette aide financière sans précédent, offerte pour la plus grande part sous forme de dons, s'est finalement aventurée dans des opérations dont l'utilité est bien discutable. Au lieu de s'attaquer à l'édification de l'infrastructure des pays demeurant à l'écart du mouvement expansionniste justement parce que le bilan de ces investissements est hautement capitalistique et commercialement peu intéressant, elle a été amenée à concurrencer le marché financier interne en fournissant des prêts pour l'élargissement d'entreprises déjà existantes, pour la construction de nouvelles industries de transformation, ce qui a favorisé indirectement toute activité de caractère spéculatif visant à profiter d'une conjoncture économique en déséquilibre. Cette remarque est d'autant plus pertinente que l'esprit même dans lequel le programme d'aide a été entrepris fut de permettre le développement économique des pays pauvres sans qu'ils soient obligés d'entreprendre les transformations économiques et sociales radicales qui seraient rendues indispensables en vue de la mobilisation d'un montant suffisant de ressources exclusivement à partir des sources domestiques.

Il existe, toutefois, une autre explication, de nature théorique, de l'aide économique qui la différencie du rôle des prêts. Si les prêts internationaux répondent à des initiatives purement commerciales, l'aide, sous forme de dons, répond à la reconnaissance de l'inégalité internationale, en d'autres termes des différences énormes d'utilité marginales que présentent les biens essentiels pour les consommateurs dans les diverses régions du globe. Cette théorie, dont l'essence est aussi bien philanthropique que patriar-

cale, opère une nette distinction entre le problème des besoins et celui de la productivité privée, voire même sociale (42) des investissements. Il est ainsi explicitement supposé que puisque la productivité sociale des investissements est supérieure dans les pays développés, la maximisation de la production mondiale opte pour une canalisation du capital vers son emploi le plus rentable tout en assumant que par la suite une redistribution devra être opérée sous forme de biens de consommation et de services.

En raisonnant ainsi, et bien que nous ne soyons pas prêts à admettre la conclusion que la productivité sociale des investissements, cette conception que Pigou a émise sans nous munir d'un outil de mesure, est plus élevée dans les pays développés, nous remarquerons qu'on a tendance à oublier que le cœur même du problème des pays pauvres n'est pas tant celui d'une distribution inégale du revenu que celui de la participation inégale au processus de l'activité économique.

b) DEUXIÈME ASPECT : L'ÉPARGNE FORCÉE

Lors de la discussion du problème des investissements de provenance interne, on fait souvent état d'un argument anti-social d'après lequel l'inégalité des revenus permet l'accumulation d'une épargne considérable, ce qui paraît particulièrement exact pour les économies pauvres où, étant donné la rémunération restreinte du facteur de production, du travail, la propension à la consommation est voisine de l'unité. En exposant cette thèse, on s'abstient toutefois de remarquer que c'est justement dans les pays pauvres que la distribution du revenu est la plus inégale, sans pour cela être en mesure de s'opposer à l'écart grandissant entre le revenu moyen de ces pays et celui des pays développés.

Posant le problème d'une autre façon, un rapport du Secrétariat général des Nations Unies, présenté au Conseil Economique et Social (44), soutient que « si, d'une façon générale, il est souhaitable pour les pays insuffisamment développés d'augmenter le revenu qu'ils tirent de l'impôt, il faut cependant tenir compte du fait que cette augmentation de l'impôt peut avoir pour résultat de diminuer l'épargne privée, en sorte que le total des sommes disponibles pour le développement du capital ne se trouve pas augmenté de la totalité des impôts perçus ».

Il nous paraît, tout d'abord, qu'une qualification de cette situation de « problème » est intentionnelle, car, dans aucun cas, l'impo-

sition ne réduit le total des sommes disponibles à l'investissement. La diminution de l'épargne privée n'arrivera à égaliser l'augmentation du produit fiscal que dans le cas extrême où l'imposition ne touche que les tranches du revenu destinées à l'épargne.

Le transfert de capitaux des mains privées aux organismes publics est hautement souhaitable puisque, même si la perception d'un impôt n'entraîne pas forcément une diminution de la consommation, cet impôt peut s'avérer utile, puisqu'il peut faciliter une meilleure utilisation des ressources disponibles pour l'investissement. En effet, les couches fortunées de la population constituent une source de demande constante pour des importations non essentielles et des placements. M. Levy soutient même que le comportement du groupe bénéficiant d'un revenu élevé conduit non seulement à la formation de capital non productif, mais aussi à la transformation de capital productif en capital improductif (45). Il ne faudrait pas sous-estimer le fait que c'est principalement ce groupe qui alimente le circuit d'exportation de capitaux. Le même rapport des Nations Unies (46) pense, enfin, que les inégalités existantes engendrent le découragement, l'instabilité et l'inquiétude dans la population, et tendent à retarder les investissements tant nationaux qu'étrangers.

Si la situation se présente ainsi, en face du problème d'une imposition directe additionnelle, il est par contre généralement admis que la redistribution équitable des revenus réduit l'épargne totale. Le même problème se poserait si, faisant abstraction du résultat de l'imposition ou si, considérant que les sommes qui en proviennent sont affectées à des dépenses courantes et non à des investissements, on voulait analyser le résultat de la ponction fiscale sur l'épargne volontaire. Dans ce cas, la théorie, aujourd'hui presque universellement admise, serait en effet pertinente si l'on pouvait se baser sur l'hypothèse que les préférences individuelles de consommation sont indépendantes. Or, il est aujourd'hui prouvé que le taux de dilatabilité de la consommation individuelle est fonction non seulement du montant du revenu personnel, mais également de l'interdépendance des revenus (47). Poursuivant ce raisonnement, on peut affirmer qu'en effet, pendant une première période, le taux d'épargne diminuera. Mais une fois l'adaptation progressive à la nouvelle situation accomplie, on remarquera que le groupe bénéficiant des revenus élevés sera amené à réduire sa consommation tout en conservant son taux élevé d'épargne. D'autre part, les bénéficiaires de revenus moins élevés ne seront plus attirés par l'ancien niveau élevé de consommation de la classe privilégiée,

de manière que le principe démonstratif jouera sur un niveau moins élevé. Du point de vue de l'épargne, les membres de ces groupes moins fortunés vont se comporter comme les individus dont le revenu accuse un accroissement relatif.

Cette démonstration fournit l'explication non seulement du fait que l'inégalité croissante rencontrée dans les économies pauvres est absolument anti-économique, mais également de la constatation que l'augmentation des revenus individuels des habitants de pays pauvres n'accroît pas, dans les conditions actuelles, leur capacité à épargner. Même dans le cas où la croissance du produit national net excède le taux de croissance de la population, rien n'indique *a priori* que la propension privée à épargner soit positive et encore moins qu'elle soit supérieure à la propension marginale à épargner *ex ante*.

S'il est intéressant de rapprocher l'effet d'un taux de consommation élevé d'un groupe d'individus sur le comportement économique du reste de la population et l'introduction de nouveaux produits sur le marché de pays développés, dans les deux cas le résultat consiste à atteindre une consommation totale de plus en plus forte, avec la seule différence que dans les pays en pleine croissance cette tendance maintient le rythme expansionniste tandis que dans les pays pauvres elle est simplement désastreuse.

Ces développements nous conduisent à penser que la condamnation, pour des raisons de principe et d'efficacité, de l'utilisation des signes extérieurs comme indicateur fiscal, devrait être reconsidérée pour ce qui concerne la politique économique des pays pauvres. En effet, quand on fait allusion à l'efficacité, on sous-estime le fait que c'est le revenu consommé qui aggrave le déséquilibre économique et non la partie des revenus qui est épargnée. La réintroduction des signes extérieurs de richesse comme facteur de détermination de l'importance du revenu conduirait les bénéficiaires des revenus importants à modeler leurs dépenses de consommation sur celles des classes moyennes, afin d'éviter d'alourdir leur situation fiscale. Cette fraude, qui n'en est réellement pas une, aurait non seulement un résultat immédiat se traduisant par l'assouplissement du marché des produits de consommation courante et la réduction des importations, et tout particulièrement des articles de luxe, mais déclencherait le fonctionnement du processus démonstratif dont nous venons de montrer les conséquences sur les propensions moyennes à consommer et à épargner. Toutefois, il apparaît clairement que ce raisonnement sous-entend que l'on poursuit une politique de stabilité monétaire interne, car si

les sommes non consommées se dirigent vers la thésaurisation, le résultat pourrait être plus que dommageable.

L'imposition d'une taxe spéciale à l'achat de certaines catégories de biens non essentiels amènerait, par la mise en œuvre du même processus, un résultat bénéfique analogue. D'autre part, cette taxe destinée à ne grever que l'achat de biens non essentiels, comme le sont les constructions luxueuses, n'acquerra pas la portée régressive qui constitue la caractéristique essentielle de l'imposition indirecte. Encore l'absorption d'une partie du pouvoir d'achat de la population n'aura pas d'effets négatifs sur l'encouragement de la production nationale, puisqu'elle est, par définition, destinée à restreindre la diffusion de biens à portée nocive pour la croissance de l'économie.

Considérant l'inégalité de distribution des ressources monétaires, J. Adler, enfin, indique qu'il n'est pas logique que le processus fiscal ne s'attaque qu'aux revenus, car, étant donné que la distribution de la fortune est dans les pays pauvres plus inégale que la distribution des revenus, une imposition proportionnelle sur la fortune serait plus efficace que l'imposition progressive sur les revenus (48). La proposition d'Adler présente un second aspect, en ce sens que, puisque la fortune n'est contrôlable que sous ses formes visibles, une pareille initiative découragerait certains investissements indésirables.

On peut en tout cas affirmer que tant que la distribution du revenu demeurera tellement inéquitable et que la consommation ostentatoire continuera à produire ses effets anti-sociaux, il sera illusoire de penser qu'on pourra faire appel au dévouement national de la population pour un effort sérieux en vue du développement économique du pays.

On pourrait ici se demander pourquoi l'effet démonstratif ne jouerait pas également en sens inverse, c'est-à-dire que, sur le plan international, la prospérité des pays développés fournirait aux pays pauvres un stimulant en vue d'imiter l'effort déployé dans ces premiers pays. Or, nous sommes persuadé que l'effet démonstratif joue, mais dans un sens défavorable, à savoir que les peuples des pays pauvres ont plus l'occasion d'être émerveillés par les niveaux d'existence élevés des peuples prospères que par les méthodes qui permettent la jouissance de cette prospérité. En ce qui concerne le cadre national, c'est-à-dire que la constitution de gros revenus voyants serait un stimulant à un effort supplémentaire de la part des travailleurs, nous estimons que ce processus a, aujourd'hui, peu de chances d'être effectif, car les temps

ont changé et les ouvriers voient plus dans l'aisance des autres la conséquence d'une injustice sociale qui est source de mécontentement qu'une raison de travail additionnel. Il serait d'ailleurs juste de remarquer que la morale bourgeoise avait à l'époque de la Révolution industrielle, pour des raisons qui tiennent de l'évolution historique, le sens de ses responsabilités. Or, aujourd'hui, la classe dirigeante des pays pauvres, se sentant attaquée sur le plan politique, emploie tous les moyens qui lui paraissent bons pour conserver ses intérêts, sauf ceux qui consistent à se pencher vers la source réelle du mal. On pourrait même avancer que les pays déshérités ont plus besoin de la formation de ce type d'entrepreneur qui considère comme but de son activité non seulement le profit direct mais également le service qu'il peut rendre à la collectivité, que de n'importe quel autre bienfait qui serait importé ou constitué sur place par la mise en valeur des ressources latentes.

NOTES DU CHAPITRE VII

- (1) Il est évident que dans ce chapitre il sera surtout question du financement du secteur industriel qui, comme nous l'avons déjà soutenu et comme nous avons essayé de le démontrer, constitue le moteur même du processus de la croissance.
- (2) Congrès... : *Le sous-développement et ses problèmes*, op. cit., p. 130.
- (3) J. SCHUMPETER : *Capitalism, Socialism and Democracy*, London, 1944, ch. VII et VIII.
- (4) *American Capitalism - The concept of countervailing power*, Boston, 1952, ch. X et XI.
- (5) Par le terme « profits », nous entendons la part du revenu qui ne revient pas au travail ; il désigne donc les bénéfices des entrepreneurs et la rémunération du capital employé.
- (6) J. KERSHAW, dans « Postwar brazilian economic problems », *American Economic Review*, 1948, p. 336, indique également que beaucoup d'entrepreneurs considèrent les profits élevés comme un « coût premier ». A titre d'exemple, il fait allusion à une éminente personnalité de l'industrie textile brésilienne qui prétendait avoir l'intention de fermer toute filature qui ne rapporterait pas un profit de 100 %. A. CHABERT — *Structure économique...*, op. cit., p. 235 — cite le cas de 256 sociétés de Sao-Paulo dont les profits nets étaient en 1942 d'environ 34 % du capital investi. Dans ce groupe, 25 sociétés avaient des profits supérieurs à 100 %.
- (7) En examinant les revendications ouvrières dans les pays pauvres, on remarquera qu'elles se fondent, pour la plupart, sur une hausse antérieure du niveau général des prix de façon que le but des prétentions soit le recouvrement des salaires réels des ouvriers.

- (8) Le *Boletín del Banco Central de Venezuela* constate qu'en Amérique latine la thésaurisation se produit uniquement dans les catégories très élevées de revenus, l'immense majorité des gens consommant entièrement leurs revenus en achat de produits nationaux (nov.-déc. 1948, p. 10).
- (9) v. F. MACHLUP : *The Political Economy of Monopoly*, Baltimore, 1952. Part. IV.
- (10) Cette question, à savoir le rapport entre l'accroissement marginal du revenu salarial et la variation du travail fourni par le bénéficiaire, occupe une place de choix dans la littérature économique. La position pessimiste, qui est le point de vue des employeurs, est notamment soutenue par J. HICKS (*The Theory of Wages*, New York, 1948, p. 97). Toutefois, la thèse néo-libérale, représentée par A. MARSHALL (*Principles...*, London, 1938, p. 528), se rallie à la position d'Adam SMITH (*The Wealth of Nations*, éd. New York, 1937, p. 81) qui considérerait que l'effet négatif résultant d'une hausse de la rémunération du travail ne constituait qu'une exception à la règle.
- (11) Joan ROBINSON : *The Economics of Imperfect Competition*. London, 1932 p. 291.
- (12) Nations Unies : *Méthodes permettant de financer le développement économique des pays insuffisamment développés*, New York, 1949, p. 5.
- (13) I. SVENNILSON (*Growth and Stagnation in the European Economy*, E.C.E., Genève, 1954, p. 116) soutient que les intérêts investis dans l'industrie française ont été capables d'empêcher, par leur influence sur le marché des capitaux, le développement de l'industrie hydraulique. Cette résistance n'a été vaincue qu'après la deuxième guerre mondiale, grâce à la nationalisation des industries de l'énergie électrique.
- (14) *Le Financement du développement industriel en Europe*, Paris, 1957, p. 40.
- (15) *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés*. New York, 1955, p. 43.
- (16) W.-A. LEWIS : *The Theory of Economic Growth*, op. cit., p. 264.
- (17) Y. MAINGUY donne à ce terme la définition suivante : « La consommation incompressible d'un agent économique est le volume de consommation qui, dans des conditions données de temps et de lieu, s'impose impérativement à cet agent pour la conservation de son équilibre physico-psychique » (*Economie Appliquée*, janvier-mars 1948, p. 69). Ajoutons que toute ponction qui rendrait négatif le niveau de la consommation vitale représente, sous l'angle purement économique, une mesure négative. Il faut, en effet, tenir compte de l'existence d'un cercle vicieux cumulatif physiologique. La sous-alimentation diminue la capacité de travail, d'où une baisse immédiate de la production, sans compter les répercussions qui découleront de la portée potentielle du sacrifice sur l'état de santé de la population. Nous sommes même persuadé que l'état léthargique de certaines populations des régions pauvres ne devrait pas être expliqué par des facteurs climatiques, sociologiques ou génétiques, mais plutôt en fonction du facteur santé. L'exemple de l'Europe méridionale est fort pertinent. En effet, non seulement les conditions atmosphériques sont extrêmement favorables, mais c'est précisément dans cette région que naquit la civilisation occidentale. Or, on remarque actuellement dans certaines régions un manque de vitalité prononcé.
- (18) Il paraît que cette loi a même été démentie en ce qui concerne les pays économiquement développés. M. ABROMOVITZ (« Economics of Growth », *A Survey of Contemporary Economics*, vol. II, American Economic Association, p. 145) indique que la règle à long terme pour les pays sur les-

- quels on possède des données confirme une constance ou un déclin du pourcentage de l'épargne comparé au revenu.
- (19) T. BALOGH : « Le déséquilibre des forces économiques », op. cit., p. 710.
 - (20) G. MYRDAL : *An International Economy - Problems and Prospects*, op. cit., p. 135.
 - (21) « L'idée maîtresse du plan italien de développement (note : il s'agit du plan Vanoni couvrant la période 1955-1964) consiste à créer les conditions appropriées pour le développement industriel, en employant diverses méthodes d'action, surtout dans le Sud. Ces mesures seront prises par les pouvoirs publics, mais le développement industriel, et en particulier le développement des industries manufacturières, demeurera la tâche de l'entreprise privée. Uniquement dans le cas où l'entreprise privée ne répondra pas dans un degré suffisant aux possibilités offertes par l'action publique dans les secteurs dits de relance, le développement industriel sera placé sous la responsabilité des pouvoirs publics. » (Les italiques n'appartiennent pas aux auteurs du rapport.) C.E.E. : *Report of the Expert Group on the Economic Development of Southern Europe*, E/ECE/233. Add. 1, p. 95.
 - (22) « Lewis's theory of economic growth », *The American Economic Review*, septembre 1956, p. 635.
 - (23) Op. cit., *Approaches...*, p. 302.
 - (24) Il est bien entendu que ces stocks sont spéculatifs en ce sens que la valeur de la marchandise équivalente détermine, à chaque moment, le prix de vente du stock constitué. Remarquons que cette pratique est contraire aux habitudes commerciales rencontrées dans les pays prospères où la hausse des prix n'influence généralement pas le prix de vente des stocks constitués à des conditions plus favorables. L'évaluation des stocks d'après le prix de revient est généralement désignée par le sigle L.I.F.O. (Last In First Out — dernier entré, premier sorti), tandis que l'évaluation d'après le prix du marché apparaît sous F.I.F.O. (First In First Out — premier entré, premier sorti).
 - (25) On objectera qu'il est faux de qualifier les dépôts bancaires de thésaurisation. Toutefois, considérée sous l'angle de l'économie nationale, toute exportation de capitaux dont les bénéfices ne sont pas rapatriés est parfaitement assimilable quant à son effet à la thésaurisation.
 - (26) Cette situation, bien que plus fréquente dans les pays en question, ne constitue pas une particularité du monde pauvre. En effet, même dans les pays les plus évolués économiquement, un taux élevé d'épargne, joint à une pratique restreinte d'investissements, peut produire une propension élevée à l'inflation. Cette idée, qui pour la pensée keynésienne serait un paradoxe, s'explique ainsi : le niveau peu élevé des investissements conduit à une structure de production rigide et inflexible dont l'inélasticité de l'offre est la conséquence. Dans ces conditions, lorsqu'à certains moments la demande se trouve gonflée, il en résulte non pas une augmentation de la production, mais une hausse des prix. (v. E. LUNDBERG : « Capital Formation... », op. cit., p. 106.)
 - (27) L'action de thésauriser, en soi parfaitement passive, paraît être tellement rétributive qu'un rapport spécialisé des Nations Unies : *Domestic Financing of Economic Development*, New York, 1950, p. 4, indique qu'elle est même pratiquée par les compagnies d'assurances. D'ailleurs, le phénomène de la thésaurisation se rencontre également sur le plan gouvernemental. En effet, les gouvernements thésaurisent sur une large échelle pour autant qu'ils appuient leur monnaie nationale sur des devises étrangères ou sur l'or. W.A. LEWIS — *Theory of Economic Growth...*, op. cit., p. 246 —

rappelle que les colonies britanniques maintiennent une couverture de 100 % de leur monnaie légale. On pourrait ainsi se demander si vraiment elles conçoivent la possibilité de voir disparaître totalement la monnaie de la circulation.

- (28) O.N.U. : *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés*, op. cit., p. 27.
- (29) A. CHABERT — *Structure économique et théorie monétaire*, Essai sur le comportement monétaire dans les pays sous-développés, op. cit. — apporte une démonstration statistique de la théorie fort séduisante de HANSEN, développée oralement dans son cours supérieur de théorie monétaire à Harvard, selon laquelle la théorie quantitative de la monnaie explique parfaitement les mouvements des prix dans les pays pauvres, de même qu'elle le faisait pour les pays aujourd'hui développés avant qu'ils accèdent au processus cumulatif de la croissance économique.
- (30) En parlant de « liquidité » comme facteur reliant l'impression du papier-monnaie à la hausse des prix, nous ne faisons nullement allusion à ce que l'analyse keynésienne dénomme par ce terme.
- (31) v. G. MEIER : « The problems of limited economic development », *Economia internazionale*, Nov. 1953.
- (32) *Principles*, p. 681.
- (33) W.-A. LEWIS : *Theory of Economic Growth*, op. cit., p. 248.
- (34) *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés*, New York, 1951, p. 19.
- (35) G. LEDUC, parlant devant le Congrès des économistes de langue française de 1952, disait à ce sujet : « J'oserais presque dire qu'à mon sens le pays encore le plus sous-développé du monde à l'heure où je parle, ce sont vraisemblablement les Etats-Unis. La meilleure preuve, c'est que le rendement des capitaux est encore extrêmement élevé... » (p. 112).
- (36) Un rapport de la C.E.E. — *Etude sur la situation économique de l'Europe depuis la guerre*, Genève, 1953, p. 245 — précise notamment que les frais d'équipement des industries de base sont énormes, que ces investissements doivent être organisés à échéance beaucoup plus longue que celles des autres. Il faut normalement près de deux ans pour construire une usine d'importance moyenne et les sommes à investir représentent environ une fois et demie la valeur de sa production annuelle. Les travaux de construction d'une centrale thermique (y compris le réseau de distribution) peuvent demander cinq ans et les sommes à investir peuvent représenter deux fois et demie, environ, la production annuelle. Pour construire une grande centrale hydraulique, il faut parfois dix ans et le coût des investissements peut représenter huit fois la production annuelle. En outre, la mise de fonds totale est beaucoup plus élevée pour ces entreprises que pour une usine d'importance moyenne. Une usine employant par exemple cent ouvriers, coûterait un demi-million de dollars, alors que le coût des projets de centrales thermiques monte jusqu'à 80 millions de dollars et certains projets d'installations hydrauliques représentent une somme encore plus élevée.
- (37) v. A. SINGER : « Trade and investment in underdeveloped areas », *American Economic Review*, June 1951.
- (38) C. WOLF and S. SUFRIN : *Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas*, Syracuse University, 1955.
- (39) *The Industrialisation of Backward Areas*, op. cit., p. 11.

- (40) Par ce terme nous désignons le propriétaire d'un capital liquide ou autre, que ce soit une personne physique ou morale, selon le sens logique de la définition.
- (41) L'aide américaine a été fournie dans une plus forte proportion sous forme de dons que sous forme de prêts. Pour les pays bénéficiaires, ces dons signifiaient une addition définitive à leurs ressources en capital. La contre-valeur de l'aide américaine dans la monnaie du pays bénéficiaire — les fonds de contrepartie — pouvait être utilisée soit pour augmenter les ressources budgétaires, soit pour équiper et développer l'industrie et effectuer des travaux publics. La technique utilisée le plus fréquemment en la matière a consisté, pour les autorités du pays bénéficiaire, à distribuer les fonds de contrepartie entre diverses institutions de crédit et d'investissement qui prêtaient ensuite les mêmes fonds sous forme de crédits amortissables portant intérêt. Toutefois, la création de monnaie nationale en contre-valeur d'une partie de cette aide a souvent été à l'origine de troubles monétaires, surtout quand les fonds étaient employés pour financer des travaux publics ou d'autres projets dont le rendement n'était pas imminent. Dans la mesure où les remboursements sont effectués, les institutions de crédit intéressées opèrent de nouveaux placements en consentant de nouveaux prêts, l'aide américaine devant ainsi devenir une source renouvelable et permanente de financement.
- (42) H. MYINT : « An Interpretation of Economic Backwardness », op. cit., p. 138.
- (43) BALOGH — « Some theoretical problems of post-war foreign investment policy », *Oxford Economic Papers*, mars 1945, p. 108 — remarque que les estimations pessimistes de Colin CLARK dans *The Conditions of Economic Progress*, qui ont démontré combien les espoirs d'un progrès économique rapide sont utopiques, sont basées sur l'hypothèse que l'accumulation du capital est financée exclusivement par l'épargne volontaire.
- (44) *Développement économique des pays insuffisamment développés. Méthodes à suivre pour accroître l'épargne interne et en assurer l'emploi le plus avantageux aux fins du développement économique*, New York, décembre 1949, p. 10.
- (45) National Bureau of Economic Research. *Capital Formation and Economic Growth*. « Some social obstacles to « capital formation » in « underdeveloped areas », p. 470.
- (46) A la page 40.
- (47) *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*, op. cit., p. 44.
- (48) « The Fiscal and Monetary Implementation of Development Programs », *American Economic Review*, May 1951, p. 593.

CONCLUSIONS (1)

Cette étude n'a pas été entreprise pour démontrer que le développement économique de chaque nation, si petite soit-elle, doit être poursuivi de manière individuelle. L'auteur reconnaît les avantages économiques mutuels des grands marchés et de la spécialisation entre les pays jouissant d'un degré de développement sensiblement égal. Notre argument est fondé sur le principe que tant que l'humanité n'a pas pris conscience de son unité et de son interdépendance, chaque pays est obligé d'avoir recours aux principes de la « politique économique appliquée » de l'unité. Notre ligne de pensée est donc liée au processus d'expansion des économies simples vers des économies complexes, et nous entendons ce terme dans le sens que lui a donné L. Brocard (2) qui désignait ainsi une économie qui tend à l'utilisation maxima de toutes les forces dont elle dispose.

L'argument selon lequel les petits pays du continent européen, comme la Suisse et la Suède, ont pu atteindre des niveaux élevés de prospérité grâce à une spécialisation poussée, ne peut être considéré comme un exemple militant en faveur de la spécialisation internationale fondée sur les avantages comparatifs actuels, mais aussi sur un état de croissance inégale. Nous pensons, au contraire, que les exemples cités prouvent le résultat bénéfique d'un sain développement des relations commerciales extérieures, fondées sur une structure industrielle interne parfaitement intégrée. De ce même exemple, on peut également déduire que l'étendue du marché domestique ne constitue pas le facteur unique, ni le facteur le plus important qui détermine la productivité de l'économie nationale (3).

En mettant en doute l'utilité de la croissance intégrée des pays pauvres, on évoque souvent des exemples malheureux de ce que l'on persiste à qualifier de « protectionnisme ». Si, aux yeux du grand public non averti, cette argumentation peut paraître pertinente, il est nécessaire que les hommes de science soient honnêtes vis-à-vis d'eux-mêmes et qu'ils reconnaissent que les diverses politiques de « protection de la production nationale » n'ont pas toujours été, ou plutôt ont rarement été, les plus conformes aux intérêts réels de ces économies. En effet, ces initiatives ont souvent été dictées par des vues restreintes, qui ne ménageaient que certains intérêts privés au lieu d'être guidées par des considérations salutaires pour l'économie considérée dans son ensemble et à longue échéance (4).

Nous aimerions encore ajouter quelque chose. En défendant les valeurs du monde libre on a malheureusement trop souvent tendance à confondre ces idéaux avec certains moments historiques pendant lesquels ceux-ci ont été, soi-disant, respectés; ce qui conduit à se cramponner à un conservatisme inutile, voire dangereux, comme si les idéaux indiquaient non pas le but mais la voie. Ainsi, les esprits ont été brouillés et on est arrivé, surtout dans les pays pauvres, à des situations impossibles où, au nom de principes loués on ne protège que les intérêts économiques et sociaux d'un groupe influent de la population. On remarquera, non sans amertume, qu'un argument souvent lancé en faveur d'une consommation non avertie identifie les principes du monde libre avec la liberté de circulation des biens, des hommes et des idées.

Si l'observateur qui vit dans les pays pauvres, comme c'est le cas de l'auteur, est choqué devant le manque de rationalité et l'absence, consciente ou inconsciente, d'une politique économique éclairée, nous sommes en outre persuadé que le développement de ces pays ne dépend plus du pouvoir de ces peuples et de leurs dirigeants. L'écart est aujourd'hui trop grand pour qu'il puisse être comblé par une *politique d'opportunisme* des pays pauvres. La solution de ce problème angoissant dépend plus du politique que de l'économique. Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que si la Révolution industrielle de l'Europe occidentale, ainsi que l'industrialisation soviétique, ont été bâties sur la misère de la masse ouvrière — et ce parallèle est irréfutable — il n'en reste pas moins que le niveau de vie de la grande masse de la population des pays pauvres, se trouvant déjà autour du niveau de subsistance, ne peut pas supporter, pour des *raisons physiques*, une

autre baisse afin qu'un supplément de ressources soit libéré pour l'effort du développement.

Mais si telle est la vision d'ensemble, il n'en reste pas moins que les pays pauvres ont la capacité d'améliorer considérablement leur situation par leurs propres forces. Ce serait une grave erreur que de se soumettre au fatalisme ou de se résigner à l'attente; ces pays doivent non seulement démontrer qu'ils sont conscients de l'inégalité existante, mais encore prouver leur désir et leur capacité de rationaliser leurs efforts et de travailler pour leur propre prospérité et celle de l'humanité toute entière.

On sera, en ce sens, satisfait de constater que dans le cadre des consultations relatives à la création d'une zone européenne de libre-échange comprenant la totalité des pays membres de d'O.E.C.E., les économies les plus faibles se sont aperçues du danger que constitue pour leur entité une telle entreprise et qu'elles ont su poser le problème sur le plan politique. Nous croyons ainsi savoir que ces gouvernements, conscients du fait que la liberté des échanges et l'unification économique absolue, envisagée comme une éventualité pour un stade ultérieur, ne sauraient provoquer un courant de capitaux vers les pays pauvres mais créeraient, selon toute probabilité, une tendance inverse, ont exigé, comme condition de leur adhésion, que l'organisation s'engage à assurer le financement d'un plan précis de développement pour chaque pays intéressé, pouvant justifier ce besoin.

On peut encore déplorer que le degré de solidarité humaine qui forme la base psychologique pour l'élaboration de politiques visant à la solution du problème de l'inégalité internationale, se trouve situé à un niveau aussi bas. En effet, l'atmosphère est dépourvue, à l'échelle mondiale, de l'état d'esprit qui caractérise essentiellement l'enclave nationale. Et cette solidarité nationale n'est parfois consolidée ni par une langue, ni par une religion, ni par une race commune. En réalité, il ne s'agit pas tant de créer une solidarité internationale, mais bien plutôt de développer la conscience humaine.

Or, en lisant le passage qui suit, extrait du discours du ministre du Commerce du Royaume-Uni prononcé le 28 octobre 1957 à Genève, lors de la 12^e session des parties contractantes au G.A.T.T., on acquiert l'impression que les sphères dirigeantes du monde émancipé ne sont pas encore impressionnées par le fossé qui sépare les revenus nationaux, les revenus par tête d'habitant et les niveaux de vie des pays pauvres par rapport aux pays riches :

« ... the industrialised nations are expanding their overseas trade faster than the less developed countries... There may be many contributory causes for it. One such important cause is that new machines and methods are being so rapidly introduced in the countries which already are industrialised. *The fact that this is so should not be discouraging to any of us. In time it will help the under-developed countries to find the capital they need to raise their own standard of life.* The difficulty in attracting enough lenders arouses disappointment. But it is worth noting that a country cannot export capital *unless it has first made itself rich*; and therefore any nation, who needs to borrow, should see the expansion of trade in the industrialised countries as a necessary preliminary to their lending more abroad. This sequence of events is an inevitable condition of that world-wide prosperity we all desire. » (*Les italiques n'appartiennent pas à l'auteur du passage cité.*)

Ce paragraphe est, à notre sens, caractéristique de la tentative entreprise pour tranquilliser la conscience humaine (5).

Le sentiment émotionnel de la solidarité humaine, qui assurément existe chez les peuples économiquement prospères, n'est toutefois pas suffisamment puissant pour engendrer une politique d'égalisation internationale. Dans ces conditions, on ne sera pas étonné de remarquer qu'un puissant sentiment de solidarité est en train de se former parmi la grande majorité de l'humanité qui vit dans les pays pauvres. Encore les formes actuelles du nationalisme, nées du raisonnement que l'indépendance politique est fonction de la puissance économique, forment-elles assurément, quand elles ne sont pas aveugles, une force de développement économique dont il ne faudrait pas sous-estimer la portée. Nous pensons que cette voie est la seule qui peut conduire à la politique mondiale car, une fois que la majorité défavorisée en concertant ses efforts aura accru sa puissance, la minorité, que constituent les peuples émancipés, se verra obligée de collaborer dans une politique commune visant des buts communs. Les sentiments de charité que les pays évolués ont l'air de manifester à l'égard des pays pauvres ne peuvent être considérés que comme un facteur accessoire pour la simple raison qu'ils ne sont pas prêts, au moins pour le moment, à renoncer à certains privilèges établis. L'histoire démontre d'ailleurs qu'aucune société ne s'est radicalement réformée par un mouvement venant de dessus ou par une décision volontaire de la classe dirigeante. Dans ces considérations, il est juste de tenir compte des « idéaux » et de la conscience sociale,

ces facteurs ne représentant toutefois que des forces limitées, incapables d'entreprendre des changements radicaux. Cette notion d'intérêts communs doit donc devenir une véritable force de compensation contre l'ensemble des facteurs de l'inégalité.

En l'absence d'une démocratie mondiale, les tribunes des organisations internationales peuvent servir de forum pour alerter l'opinion publique. L'argument qui paraît avoir la plus forte résonance, c'est que la misère des pays pauvres constitue la plus grave menace pour la prospérité des peuples privilégiés. L'exemple de l'Occident prouve d'ailleurs de la façon la plus concluante que la poursuite de la politique du « welfare state » n'a pas seulement servi le principe de la justice sociale, mais a contribué grâce à l'essor économique à servir les intérêts mêmes de ceux qui étaient auparavant les plus privilégiés.

La notion de développement économique a été jusqu'ici liée à la dure compression du niveau de vie des travailleurs. Mais le niveau de vie des deux tiers de la population du globe est déjà désespérément bas; il est, dans la plupart des cas, encore moins élevé que celui des travailleurs des pays aujourd'hui développés au moment où le processus de croissance commençait à se développer. L'avenir du monde dépend de ce problème qui préoccupe justement les deux tiers de l'humanité dont le niveau de vie permet tout juste de subsister. De cette réflexion ressort la difficulté de résoudre ce problème de manière autonome : sans admettre son « internationalisation ».

Le lecteur sera sans doute tenté de nous faire remarquer que cette étude n'est pas du ressort de l'économie pure, puisque à certaines reprises des éléments non économiques, voire politiques, interviennent. Nous aimerions reproduire ici le raisonnement de Myrdal (6) affirmant que l'idée selon laquelle l'analyse théorique de la réalité économique, pour être rationnelle, peut valablement se limiter au jeu de ce qu'on nomme facteurs économiques, constitue une hypothèse irréaliste. En effet, il est évident que toute distinction est arbitraire, puisque le monde ne comporte pas de cloisonnements correspondant à la division traditionnelle des sciences sociales en disciplines autonomes. Par conséquent, une analyse réaliste des problèmes économiques ne peut pas être arrêtée par les limites qui résultent de cette division.

J'aimerais, enfin, réfuter ici la critique qu'on nous a déjà adressée et selon laquelle notre ouvrage serait négatif. Nous nous permettons au contraire de croire que ces pages sont positives, parce qu'elles sont réalistes, et qu'elles ont été rédigées avec un

constant souci d'honnêteté scientifique. Si la réalité suscite des réflexions pessimistes, et c'est ici inévitablement le cas, il serait pour le moins intellectuellement peu honnête d'afficher un pessimisme tempéré qui ne serait que trompeur (7). Nous pouvons même affirmer que plus nous étudions profondément les problèmes économiques et sociaux des pays pauvres, plus notre pessimisme s'accroît, car notre critère n'est pas absolu : il est relatif et se rapporte constamment, d'une part à l'avenir des pays pauvres, et d'autre part à celui des pays prospères.

NOTES « CONCLUSIONS »

- (1) Dans la rédaction de ces conclusions, nous avons été fortement influencé par l'apport psycho-sociologique myrdalien.
- (2) Dans ses travaux, et notamment dans *Principes d'économie nationale et internationale*, Paris, 1931.
- (3) L'A.I.S.E. a organisé en septembre 1957 à Lisbonne un colloque pour discuter sur « les conséquences économiques de la dimension des nations ». Les comptes rendus, en anglais, doivent être publiés dans le courant de 1959.
- (4) D'ailleurs, le fameux argument de l'« industrie infantile » est, dans la situation présente, absolument insuffisant, puisque ce n'est plus seulement une industrie déterminée ou uniquement un certain secteur qui tâche de se développer, mais l'ensemble de l'économie qui cherche sa voie vers l'émancipation. Toutefois, en lisant *Studies in the Theory of International Trade* (London, 1937), nous avons retenu un passage, figurant à la page 71, où VINER, traitant de l'argument de l'industrie infantile, remarque, avec un peu de malice, qu'il datait, déjà alors, de trois siècles, croyant porter ainsi atteinte à sa valeur ; comme si certaines vérités fondamentales ne nous avaient pas été léguées depuis les temps les plus anciens.
- (5) Nous n'entendons pas discuter ici dans son fond cette remarque, faite par une personnalité occupant une position tellement responsable. Le lecteur qui aura lu avec profit les pages précédentes comprendra pourquoi cette offre potentielle, qui suppose que l'accumulation nouvelle de capital qui, selon l'analyse présentée, bénéficie du jeu des rendements croissants, déclenchera l'exode des capitaux des pays développés vers les pays pauvres, a peu de chances de se réaliser.
- (6) Idée chère à cet éminent auteur et qui se trouve exprimée, sous une forme généralisée, dans *Economic Theory and Under-Developed Regions*, op. cit., p. 10.
- (7) Un simple calcul que nous avons entrepris démontre que si le revenu moyen par tête d'habitant d'un pays bénéficiant actuellement du niveau de 250 dollars par an — il s'agirait en l'occurrence d'un exemple de pays dit sous-développé, mais parmi les moins déshérités — augmente annuellement de 2,73 %, il lui faudrait 252 ans pour arriver à égaler le revenu moyen par tête d'habitant U.S.A., si celui-ci continuait à augmenter au rythme actuel approximatif de 2 % par an, toutes choses étant égales.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIONNEE (1)

- ADLER (J.) : *The Underdeveloped Areas : Their Industrialisation*, New Haven, 1949.
- « The fiscal and monetary implementation of development programs », *American Ec. Review*, May 1952, p. 584.
- A.I.S.E. : *Le Progrès économique*, 5^e colloque, Santa Margherita, Sept. 1953.
- A.E.A. : *A Survey of Contemporary Economics*, Illinois, 1952. v. M. ABRAMOVITZ : « Economics of growth », V, II, p. 132.
- ARNDT (H.) : « External economies in economic growth », *The Economic Record*, Nov. 1955, p. 192.
- * BALOGH (T.) : « Some theoretical problems of post-war foreign investment policy », *Oxford Ec. Papers*, March 1945, p. 93.
- « Welfare and freed trade - A reply to Prof. Haberler », *Ec. Journal*, March 1951, p. 72.
- « Progrès technique et bien-être international », *Economie appliquée*, Oct.-Déc. 1954, p. 491.
- « Le déséquilibre des forces économiques », *Revue économique*, 1955, p. 697.
- BARAN (P.) : « On the political economy of backwardness », *The Manchester School*, Jan. 1952, p. 66.
- BASSO (L.) : « Démocratie politique et capitalisme » (II), *Cahiers internationaux*, Déc. 1953, p. 15.
- BEAN (L.) : *International Industrialization and per Capita Income*, 1944.
- BERNSTEIN (E.) and PATEL (I.) : « Inflation in relation to economic development », *I.M.F., Staff Papers*, Nov. 1952, p. 363.
- BETTELHEIM (Ch.) : « Le problème de la maximisation de la croissance économique », *Revue économique*, Janv. 1957, p. 3.
- * B.I.T. : *Les aspects sociaux de la coopération économique européenne*, Rapport OHLIN, Genève, 1956.

(1) Il nous est apparu que dans la rédaction de cette liste il serait utile de tenir surtout compte des apports récents les plus importants. Les astérisques se réfèrent aux contributions qui nous paru les plus remarquables dans le domaine, toujours, de ce sujet.

- BLODGETT (R.) and KEMMERER (D.) : *Comparative Economic Development*, New York, 1956.
- BONNE (A.) : « Towards a theory of implanted development in underdeveloped countries », *Kyklos*, I-1956, p. 1.
- BUCHANAN (N.) and ELLIS (H.) : *Approaches to Economic Development*, New York, 1955.
— « Deliberate industrialisation for higher incomes », *Ec. Journal*, 1946, p. 533.
- C.E.E. : *Etude sur la situation économique de l'Europe depuis la guerre*, Genève, 1953.
— *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1953*, Genève, 1954.
— *Comptes rendus de la IX^e session*, Genève, 1954. Discussions sur le développement économique des pays de l'Europe méridionale. Documents E/ECE/SR. 9/18 à 9/20.
— *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1954*, Genève, 1955.
— *Report of the Expert Group on the Economic Development of Southern Europe*, March 1956, E/ECE/223, Add. I.
- CHABERT (A.) : *Structure économique et théorie monétaire - Essai sur le comportement monétaire dans les pays sous-développés*, Paris, 1956.
- CHARLESWORTH (H.) : *The Economics of Repressed Inflation*, London, 1956.
- CHENERY (H.) : « The application of investment criteria », *Quart. J. Econ.*, Febr. 1953, p. 76.
- CLARK (C.) : *The Conditions of Economics Progress* (3^e édition), London, 1957.
- CLOUGH (S.) : « Strategic factors in economic growth - A social science view », *Political Science Quarterly*, March 1955, p. 29.
- * Congrès des économistes de langue française : *Le sous-développement et ses problèmes*, Paris, 1952.
- DAMALAS (B.) : *Essai sur l'évolution du commerce international*, Paris, 1940.
- * DATTA (B.) : *The Economics of Industrialisation*, Calcutta, 1952.
- DOBB (M.) : *Some Aspects of Economic Development*, London, 1951.
- * DUESENBERY (J.) : *Income, Saving and the Theory of Consumer Behavior*, Harvard University Press, 1949.
- DUPRIEZ (L.) : *Des mouvements économiques généraux*, Louvain, 1947, T. II.
- E.C.A.F.E. : DAS GUPTA, FRIEDBERG (M.) and PATEL (I.) : *Inflation and the Mobilization of Domestic Capital*, Bangkok, 1951, E/CN. II/I et T/WP. I/L. 6.
- E.C.L.A., by PREBISCH (R.) : *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York, 1950.
— *Economic Survey of Latin America 1949*, New York, 1951.
— *Theoretical and Practical Problems of Economic Growth*, 1951, E/CN. 12/221.
- EUCKEN (W.) : *This Unsuccessful Age or the Pains of Economic Progress*, London, 1951.
- F.A.O. : *Mediterranean Development Project*. Interim report to the ninth session, Rome, Nov. 1957, C 57/24, Parts II and III.
- FLEMING (M.) : « External economies and the doctrine of balanced growth », *Ec. Journal*, June 1955, p. 241.
- FOURASTIÉ (J.) : *Le grand espoir du XX^e siècle - Progrès technique, progrès économique, progrès social*, Paris, 1950.

- FRANKEL (H.) : *Some Conceptual Aspects of International Economic Development of Underdeveloped Territories*, Princeton University, 1952.
- « Industrialisation of agricultural countries and the possibilities of a new international division of labour », *Ec. Journal*, June-Sept. 1943, p. 188.
- « United Nations primer for development », *Quart. J. Econ.*, Aug. 1952, p. 301.
- GALBRAITH (J.) : « Conditions for economic change in underdeveloped countries », *J. Farm Econ.*, Nov. 1951, Part 2, p. 689.
- HABERLER (von G.) : *The Theory of International Trade*, London, 1935.
- « Some problems in the pure theory of international trade », *Ec. Journal*, June 1950, p. 223.
- HANSEN (A.) : *Economic Policy and Full Employment*, New York, 1947.
- HIGGINS (B.) : « Economic development of underdeveloped areas : Past and present », *Economics and Finance in Indonesia*, Dec. 1954, p. 778.
- HOSELITZ (editor) : *The Progress of Underdeveloped Areas*. University of Chicago, 1952. v. GERSCHENKRON (A.) : « Economic backwardness in historical perspective », p. 3, et HAKIN (G.) : « Technical aid from the viewpoint of aid-receiving countries », p. 259.
- HOSELITZ (B.) : « Non-economic barriers to economic development », *Economic Development and Cultural Change*, March 1952, p. 8.
- Institut International de Finances Publiques : *Les aspects financiers, fiscaux et budgétaires du développement des pays sous-développés*. Londres, 1951.
- Institut national d'études démographiques : *Le « tiers monde » - Sous-développement et développement*, Paris, 1956. v. BALANIER (G.) : « La mise en rapport des sociétés « différentes » et le problème du sous-développement », p. 119.
- * KAHN (A.) : « Investment criteria in development programs », *Quart. J. Econ.* 1951, p. 38.
- KHATKHATE (D.) : « The multiplier process in developing economies », *Indian Economic Journal*, Oct. 1954.
- KINDLEBERGER (Ch.) : *The Dollar Shortage*, M.I.T., 1950.
- LEIBENSTEIN (H.) : *Economic Backwardness and Economic Growth*, New York, 1957.
- * LEWIS (W.-A.) : *The Theory of Economic Growth*, London, 1955.
- « Economic development with unlimited supplies of labour », *The Manchester School*, May 1954, p. 139.
- L'HUILLIER (J.) : *Théorie et pratique de la coopération économique internationale*, Paris, 1957.
- LONG (E.) : « Some theoretical issues in economic development », *J. Farm. Econ.*, Dec. 1952, p. 723.
- LUNDBERG (E.) : « Capital formation and economic progress », *Skandinaviska Banken Aktiebolag*, Oct. 1955, p. 103.
- MACHLUP (F.) : *The Political Economy of Monopoly*, Baltimore, 1952.
- MANDELBAUM (K.) : *The Industrialisation of Backward Areas* (2^e édition), Oxford, 1955.
- MEIER (G.) : « The problem of limited economic development », *Economia Internazionale*, Nov. 1953, p. 388.
- MISES (von L.) : *Human Action - A Treatise on Economics*, New Haven, 1949.
- * MYINT (H.) : « An interpretation of economic backwardness », *Oxford Econ. Papers*, June 1954, p. 132.
- « The gains from international trade and the backward countries », *The Review of Econ. Studies*, 1954-1955, p. 129.

- * MYRDAL (G.) : *The Political Element in the Development of Economic Theory* (première édition, en suédois, parue en 1930), London, 1955.
- * — *An International Economy - Problems and prospects*, New York, 1956.
- * — *Economic Theory and Under-Developed Regions*, London, 1957.
- National Bureau of Economic Research : *Problems in the Study of Economic Growth*, New York, 1949. v. HOOVER (E.) and FISHER (J.) : « Research in regional economic growth », p. 175, et KUZNETS (S.) : « Suggestions for an inquiry into the economic growth of nations », p. 3.
- *Capital Formation and Economic Growth*, Princeton University, 1955. v. AUBREY (H.) : « Investment decisions in underdeveloped countries », p. 397, et LEVY Jr. (M.) : « Some social obstacles to « capital formation » in « underdeveloped areas », p. 441.
- NIEBYL (K.) : « Criteria for the formulation of an adequate approach in aiding the development of underdeveloped areas », *Canadian J. of Econ.*, Aug. 1952, p. 365.
- * NURKSE (R.) : *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Oxford, 1953.
- « Some international aspects of the problem of economic development », *American Econ. Review*, May 1952 (proceedings), p. 571.
- « International investment to-day in the light of nineteenth-century experience », *Ec. Journal*, Dec. 1954, p. 744.
- O.E.C.E. : *Le financement du développement industriel en Europe*, et Supplément I, Paris, 1957.
- OKYAR (O.) : « La théorie keynésienne et l'économie sous-développée », *Economie appliquée*, IV-1951, p. 85.
- O.N.U. : Rapports de la sous-commission du développement économique de l'ECOSOC; novembre-décembre 1947, E/CN.I/47; juin 1948, E/CN.I/61; mars-avril 1949, E/CN.I/65; mai 1950, E/CN.I/80.
- *Methods of Financing Economic Development in Under-Developed Countries*, New York, 1949.
- *Méthodes à suivre pour accroître l'épargne interne et en assurer l'emploi le plus avantageux aux fins de développement économique*, Déc. 1949, E/1562.
- *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés*, New York, 1951.
- *Comptes rendus du Congrès mondial de la population*, Rome, 1954. v. volume V : HILGERDT (F.) : *Uses and limitations of international trade in overcoming inequalities in world distribution of population and resources*, p. 47. — PREBISCH (R.) : *The relationship between population growth, capital formation and employment opportunities in under-developed countries*, p. 695. — SINGER (H.) : *Population and economic development*, p. 737.
- *Méthodes et problèmes de l'industrialisation des pays sous-développés*, New York, 1955.
- * PERROUX (F.) : « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Economie appliquée*, I-1948.
- RAO (V.) : « Investment, income and the multiplier in an under-developed economy », *The Indian Economic Review*, Febr. 1952.
- RITTERSHAUSEN (H.) : *Plein emploi et commerce extérieur*, 2-1951, p. 411.
- ROBINSON (Joan) : *Essays in the Theory on Employment*, London, 1937.
- ROSENSTEIN-RODAN (P.) : « Problems of industrialisation of Eastern and South-Eastern Europe », *Ec. Journal*, June-Sept. 1943, p. 202.
- SCHULTZ (T.) : « The declining economic importance of agricultural land », *Ec. Journal*, Dec. 1951, p. 725.

- SCITOVSKY (T.) : « Two concepts of external economies », *J. Pol. Economy*, April 1954, p. 143.
- SINGER (H.) : « The distribution of gains between investing and borrowing countries », *American Econ. Review*, May 1950 (proceedings), p. 473.
— « Obstacles to economic development », *Social Research*, I-1953, p. 19.
- STALEY (E.) : *World Economic Development - Effects on Advanced Industrial Countries*, Montreal, 1944.
- SVENNILSON (I.) : *Growth and Stagnation in the European Economy* (publié par la C.E.E.), Genève, 1954.
- United States Senate : *Compilation and Surveys prepared under the direction of the Special Committee to Study the Foreign Aid Program*, Washington, 1957. v. The Research Center in Economic Development and Cultural Change of the University of Chicago : « The role of foreign aid in the development of other countries », p. 149.
- * VAKIL (C.) and BRAHMANAND (P.) : *Planning for an Expanding Economy : Accumulation, Employment and Technical Progress in Underdeveloped Countries*, Bombay, 1956.
- VINER (J.) : *International Trade and Economic Development*, Oxford, 1953.
- WEILLER (J.) : *Problèmes d'économie internationale*, Paris, 1950, V, II.
- WILLIAMSON (H.) and BUTTRICK (J.) : *Economic Development - Principles and patterns*, New York, 1954.
- WOLF (Ch.) and SUFRIN (S.) : *Capital Formation and Foreign Investment in Underdeveloped Areas*, Syracuse University, 1955.
- ZWAEG (F.) : *Economic Ideas - A study of Historical Perspectives*, New York, 1950.

TABLE DES MATIERES

ABRÉVIATIONS	6
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION. — Sous-développement économique et sous-développement intellectuel.....	9

PREMIERE PARTIE

LA NOTION D'OPPORTUNISME ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Le problème de l'inégalité croissante sur le plan international.....	23
CHAPITRE II. — Politique économique et opportunisme économique	35
CHAPITRE III. — L'orientation de la production - La valeur de l'outil des « coûts ».....	45

DEUXIEME PARTIE

LA NOTION DE RATIONALITÉ

CHAPITRE IV. — La notion de rationalité dans le secteur primaire	61
CHAPITRE V. — La notion de rationalité dans le secteur tertiaire	69
CHAPITRE VI. — La notion de rationalité dans le secteur secondaire	75
CHAPITRE VII. — La notion de rationalité dans le financement du processus de croissance	83
a) Premier aspect : l'épargne volontaire.....	83
b) Deuxième aspect : l'épargne forcée.....	106
CONCLUSIONS	115
BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIONNÉE	121

LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
Paris — N° 573
Dépot légal : 1^o trim. 1958

Printed in France

IMPRIMERIE R. CAVILLON
25, Allée Emile-Cossonneau
Clichy-sous-Bois (Seine-&-Oise)
N° 107 24-2-1958

